



Statistiques sur le secteur public

Systeme de gestion financière
2001-2002



Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Coordonnatrice de la commercialisation et des services aux clients, Division des institutions publiques, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6.

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit no 68-213-XIF au catalogue est publié annuellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 46 \$ CA. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires à www.statcan.ca, sous la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'Impression sur demande, au prix de 62 \$ CA. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	Exemplaire
États-Unis	6 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

La version imprimée peut être commandée par

- Téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- Télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- Courriel **order@statcan.ca**
- Poste Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada
Division des institutions publiques

Statistiques sur le secteur public

Système de gestion financière
2001-2002

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2003

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Mars 2003

N° 68-213-XIF au catalogue
ISSN 1703-4906

Périodicité : Annuel

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 63-218-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique* relatives au secret
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Note concernant CANSIM

Le CANSIM (Système canadien d'information socio-économique) est le système de Statistique Canada qui se compose d'une banque de données informatisées et de son logiciel de soutien. La plupart des données présentées dans cette publication et beaucoup d'autres données contenues dans le CANSIM peuvent être extraites par l'intermédiaire d'un terminal, sous forme d'imprimés d'ordinateur ou sous forme lisible par machine. Des données historiques et des données plus actuelles qui n'apparaissent pas dans cette publication sont disponibles de CANSIM.

Pour des informations plus détaillées veuillez référer à la *Annexe IX*.

Table des matières

	Page
Note aux utilisateurs	6
Faits saillants	11
Tableaux sommaires	
Tableau 1.0 Emploi et salaires et traitements dans le secteur public – Distribution selon les composantes du secteur public	19
Tableau 1.1 Emploi et salaires et traitements dans le secteur public, par province, territoire et à l'extérieur du Canada	21
Tableau 1.2 Emploi dans le secteur public et emploi par 1 000 habitants, par province, territoire et à l'extérieur du Canada	23
Tableau 1.3 Salaires et traitements dans le secteur public, par province, territoire et à l'extérieur du Canada	25
Tableau 1.4 Dépenses consolidées par habitant des administrations publiques provinciales, territoriales et locales	27
Tableau 1.5 Recettes, dépenses et surplus (déficit) totaux de l'administration publique générale fédérale	29
Tableau 1.6 Dette nette, dette nette par habitant et dette nette en pourcentage du PIB de l'administration publique générale fédérale	30
Tableau 1.7 Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire	31
Tableau 1.8 Surplus (déficit) et surplus (déficit) par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire	33
Tableau 1.9 Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales	35
Tableau 1.10 Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales, par province et territoire	37
Tableau 1.11 Surplus (déficit) et surplus (déficit) par habitant des administrations publiques générales locales, par province et territoire	39
Tableau 1.12 Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques locales	41
Tableaux statistiques : Recettes et dépenses	
Tableau 2.0 Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales	43
Tableau 2.1 Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales – Total du Canada	44
Tableau 2.2 Recettes et dépenses de l'administration publique fédérale	45
Tableau 2.3 Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale	46
Tableau 2.4 Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés fédéraux	48
Tableau 2.5 Recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales – Total du Canada	49

Table des matières - Suite

	Page
Tableaux statistiques : Recettes et dépenses - Fin	
Tableau 2.6 Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales – Total du Canada	50
Tableau 2.7 Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés provinciaux et territoriaux – Total du Canada	51
Tableau 2.8 Recettes et dépenses des universités et collèges – Total du Canada	51
Tableau 2.9 Recettes et dépenses des institutions des services de santé et services sociaux – Total du Canada	52
Tableau 2.10 Recettes et dépenses des administrations publiques locales – Total du Canada	53
Tableau 2.11 Recettes et dépenses des administrations publiques locales générales – Total du Canada	54
Tableau 2.12 Recettes et dépenses des commissions/conseils scolaires – Total du Canada	56
Tableau 2.13 Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada	57
Tableau 2.14 Recettes et dépenses du Régime des rentes du Québec	57
Tableau 2.15 Revenus et dépenses des entreprises publiques fédérales, pour l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre	58
Tableau 2.16 Revenus et dépenses des entreprises publiques provinciales et territoriales, pour l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre – Total du Canada	58
Tableaux statistiques : Actif et passif	
Table 3.0 Bilan consolidé des administrations publiques générales fédérale, provinciales, territoriales et locales, au 31 mars	59
Table 3.1 Bilan consolidé des administrations publiques générales provinciales, territoriales et locales, au 31 mars – Total du Canada	60
Table 3.2 Bilan de l'administration publique générale fédérale, au 31 mars	61
Table 3.3 Bilan des administrations publiques générales provinciales et territoriales, au 31 mars – Total du Canada	62
Table 3.4 Bilan des administrations publiques locales, au 31 décembre	63
Table 3.5 Bilan du régime de retraite non provisionné de l'administration publique fédérale - Régimes de retraite non provisionnés des employés, au 31 mars	63
Table 3.6 Bilan des régimes de retraite non provisionnés provinciaux et territoriaux, au 31 mars – Total du Canada	64
Table 3.7 Bilan du Régime de pensions du Canada, au 31 mars	64
Table 3.8 Bilan du Régime des rentes du Québec, au 31 mars	64
Table 3.9 Bilan des entreprises publiques fédérales, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre	65
Table 3.10 Bilan des entreprises publiques provinciales et territoriales, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre – Total du Canada	66
Tableaux statistiques : Emploi et traitements – Total du Canada	
Tableau 4.0 Emploi, moyenne annuelle	67
Tableau 4.1 Salaires et traitements, total annuel	67

Table des matières - Fin

	Page
Qualité des données, concepts et méthodologie	
Description des concepts des données	68
Méthodologie statistique	70
Définition des principales variables financières	72
Annexes	
Annexe I : Classification des recettes et des dépenses de l'administration publique	73
Annexe II : Classification de l'actif et du passif	79
Annexe III : Recettes et dépenses – Tableaux de rapprochement	81
<ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement I – Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques fédérales selon la base du SGF avec la revue financière 	81
<ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement II – Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF 	82
<ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement III – Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF 	95
<ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement IV – Rapprochement des dépenses des universités et collèges selon le SGF et des dépenses au titre de l'enseignement postsecondaire selon le Centre de la statistique de l'éducation (CSE) 	108
Annexe IV : Actif et passif – Tableaux de rapprochement	
<ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement V – Rapprochement du bilan de l'administration publique générale fédérale selon les comptes publics avec le SGF 	109
<ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement VI – Rapprochement du bilan des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF 	110
Annexe V : Emploi – Tableaux de rapprochement	
<ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement VII – Rapprochement de l'emploi dans l'administration publique et les entreprises publiques fédérales 	122
<ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement VIII – Rapprochement des données sur l'emploi dans l'administration publique (EERH) et des données sur l'emploi dans le secteur public (DIP) 	122
Annexe VI : Transferts de capital	
<ul style="list-style-type: none"> • Tableau A1 : Transferts de capital de l'administration provinciale générale affectés à la dette d'autres composantes de l'administration publique 	123
<ul style="list-style-type: none"> • Tableau A2 : Transferts de capital de l'administration provinciale générale affectés à la dette d'autres composantes de l'administration publique, par province et territoire 	124
Annexe VII :	
<ul style="list-style-type: none"> • Tableau A3 : Estimations de la population, Canada, provinces et territoires 	125
<ul style="list-style-type: none"> • Tableau A4 : Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché, en termes de dépenses, premier trimestre 	126
Annexe VIII : Glossaire	127
Annexe IX : Tableaux de CANSIM II	128

Note aux utilisateurs

Introduction

Les statistiques sur les administrations publiques que contient la présente publication, sont fondées sur un cadre de référence de la classification qui est le Système de gestion financière (SGF). Le SGF rajuste les données de base afin d'obtenir des statistiques cohérentes et comparables. Donc, les données SGF diffèrent des données publiées dans les états financiers des administrations publiques.

Le besoin d'une classification cohérente découle des états financiers des administrations publiques qui sont fondés sur les modes d'organisation et sur les méthodes comptables qui sont propres à chacune des administrations. Puisque ces modes d'organisation ainsi que ces méthodes comptables sont choisis afin de satisfaire aux besoins des administrations individuelles, l'uniformité des ces pratiques, d'une administration publique à l'autre, est faible. Ainsi, une administration s'acquitte d'une tâche particulière par l'intermédiaire d'un ministère, tandis qu'une autre préfère recourir à une société d'État, à un conseil, à une commission ou à un organisme spécial. Lorsqu'on classifie les dépenses selon leur objectif principal, un ministère donné n'assume pas nécessairement les mêmes responsabilités d'une administration publique à une autre. Le SGF assure que les dépenses des administrations publiques sont classées de façon cohérente selon leur objectif principal. Aussi, la structure organisationnelle des administrations publiques change souvent à la suite du lancement de nouveaux programmes, de la modification des programmes existant et de l'attribution ou de la réattribution des responsabilités. Le SGF minimise l'impact de ces changements sur les finances publiques.

De plus, les administrations publiques emploient diverses conventions comptables. Par exemple, certaines produisent leurs déclarations selon la méthode de la comptabilité de caisse, d'autres, selon celle de la comptabilité d'exercice, et d'autres encore s'appuient sur les deux méthodes. Les rajustements exigés par le SGF servent à uniformiser les données produites selon ces diverses conventions.

« Administration publique consolidée » est le terme utilisé pour la consolidation des données des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales ainsi que celles du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec.

Statistiques publiques consolidées

La consolidation est un aspect fondamental du SGF

La consolidation consiste à regrouper les comptes financiers de diverses unités d'une administration publique (fédérale, provinciale, territoriale ou locale) ou ceux établis pour divers paliers d'administration, afin de produire des statistiques financières agrégées sans doubles comptes. Autrement dit, elle consiste à présenter des données financières pour plusieurs unités administratives comme si celles-ci n'en formaient qu'une seule.

La consolidation comporte deux dimensions fondamentales. La première correspond au choix des entités qu'il convient d'inclure dans toute consolidation (c.-à-d. la couverture). L'autre a trait aux règles comptables utilisées pour procéder effectivement à la consolidation, c'est-à-dire l'élimination des transactions entre les unités dont les comptes sont consolidés afin d'éviter les doubles comptes.

Couverture de la consolidation

Consolidation au sein d'une administration publique

Examinons l'exemple de la production de statistiques financières pour la composante administration générale de l'administration fédérale. Pour produire des statistiques financières pour l'administration générale fédérale, il est nécessaire de regrouper un grand nombre d'entités très variées.

Le SGF précise les règles qui dictent quelles entités doivent être incluses dans une consolidation particulière et lesquelles doivent en être exclues. L'application des règles du SGF (couverture) donne lieu à l'intégration de tous les ministères, comme Citoyenneté et Immigration Canada et Développement des ressources humaines Canada. Sont également inclus tous les organismes ou fonds autonomes (p. ex., la Société Radio-Canada et la Fondation canadienne pour l'innovation) qui tiennent des livres de comptes distincts, mais dont le rôle est considéré dans le SGF comme une extension des activités de l'administration publique générale.

Le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec sont regroupés pour créer une composante distincte des administrations publiques. De la même façon, plusieurs entités fédérales classées dans le SGF comme étant des entreprises publiques sont également exclues de la consolidation des administrations publiques générales, mais incluses dans la composante des entreprises publiques du secteur public (p. ex., la Banque de développement du Canada, la Société canadienne des postes, Via Rail Canada). (Voir le *diagramme du secteur public*).

Les comptes des régimes de pensions non provisionnés fédéraux et ceux de l'administration générale fédérale sont consolidés pour aboutir aux statistiques financières pour l'administration fédérale.

Choix des entités dont les comptes doivent être consolidés

La consolidation n'est pas une pratique propre au SGF. On l'observe ailleurs, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. Par exemple, lors de la préparation des comptes publics/états financiers, chaque administration publique décide des entités qu'il convient d'inclure, ou d'exclure, pour calculer des chiffres tels que la taille du déficit ou de l'excédent. Dans le secteur privé, les sociétés qui comptent un grand nombre d'entreprises distinctes décident des entreprises qui doivent être incluses dans l'état financier consolidé de la société « mère ».

Dans le cas du SGF, la tendance consiste à adopter une démarche inclusive lors de la création de catégories agrégées, comme l'administration générale. Par exemple, le SGF comprend une catégorie agrégée appelée administrations provinciales et territoriales générales qui représente un ensemble de comptes regroupant toutes les provinces et tous les territoires. Pour créer cette catégorie, il faut que les comptes de chaque administration provinciale et territoriale aient le même fondement, autrement dit, il faut que les mêmes règles soient suivies pour procéder à la consolidation de l'administration publique générale de chaque province et territoire. Comme il l'est mentionné dans l'introduction, les administrations provinciales et territoriales s'appuient aussi sur diverses formes d'entités pour exécuter les fonctions administratives (ministères, organismes spéciaux, commissions, etc.). Une administration publique pourrait déléguer la responsabilité d'une activité à un ministre, alors qu'une autre pourrait choisir de créer un organisme spécial. Afin de produire pour les diverses sphères de compétences des données sur les administrations publiques générales aussi cohérentes que possible qu'elles peuvent être additionnées, il est nécessaire d'inclure une large gamme d'entités. Par conséquent, les statistiques basées sur le SGF sont généralement plus inclusives que celles des comptes publics des administrations.

Pour produire des statistiques provinciales et territoriales pour chaque province et territoire, il faut consolider les sous-composantes, c'est-à-dire les administrations provinciales et territoriales générales, les établissements de santé et de services sociaux, les universités et les collèges, et les régimes de retraite non provisionnés.

Les données sur les administrations publiques locales résultent de la consolidation des comptes des administrations locales générales et des commissions et conseils scolaires.

Avantages de la consolidation

Comparabilité des administrations publiques

Comme on l'a mentionné, chaque administration publique tient à jour ses propres comptes de la façon qui répond le mieux à ses objectifs. Par conséquent, les comptes publics publiés par les diverses administrations publiques ne peuvent être ni combinés ni comparés. On ne peut comparer de façon probante la grandeur de l'excédent ou du déficit d'une province à celle de l'excédent ou du déficit d'une autre.

La consolidation des comptes dans le SGF, par application des mêmes règles et procédures aux données financières de toutes les administrations publiques, produit des chiffres qui sont comparables. En utilisant les données consolidées du SGF il est possible de comparer l'état des finances d'une administration publique à celui d'une autre. Les statistiques consolidées du SGF permettent aussi de comparer l'état des finances de l'administration fédérale à celui des finances de n'importe quelle province ou de toutes les provinces regroupées.

Consolidation des comptes des administrations provinciales, territoriales et locales

Grâce à la consolidation des comptes des divers *paliers* d'administration, les statistiques consolidées du SGF permettent de pousser encore plus loin les comparaisons entre provinces et territoires.

En effet, dans certains domaines, la répartition des responsabilités entre les autorités provinciales et locales varie selon la province ou le territoire. Une activité relevant des autorités provinciales dans une province pourrait incomber aux autorités locales dans une autre. Par conséquent, les données provinciales ne sont totalement comparables que si l'on procède à la consolidation des opérations des administrations provinciales et territoriales et des administrations locales. Voici quelques exemples de différence de répartition des responsabilités.

- À Terre-Neuve-et-Labrador, l'administration provinciale assume presque entièrement le coût des services de protection de la police, tandis que, dans d'autres provinces et territoires, les deux paliers de gouvernement assument chacun une part importante des dépenses
- Dans nombre de provinces et territoires, l'impôt scolaire, qui doit servir au financement de l'enseignement primaire et secondaire, est perçu par les administrations locales et ce sont ces dernières qui règlent les dépenses. Au Nouveau-Brunswick, les écoles primaires et secondaires font partie de la structure de l'administration publique provinciale. Au Yukon, l'administration territoriale est chargée du fonctionnement des écoles. Dans les Territoires du Nord-Ouest, l'administration territoriale est également chargée du fonctionnement des écoles, sauf dans le cas de deux districts scolaires à Yellowknife

- En Ontario, de nombreux établissements de soins pour bénéficiaires internes appartenant aux municipalités font partie de la structure de l'administration locale, tandis que dans d'autres provinces et territoires, la plupart des établissements de soins pour bénéficiaires internes relèvent des autorités provinciales

La répartition des responsabilités entre les autorités provinciales et locales dans une province peut aussi varier au cours du temps. Par exemple, en Ontario, l'administration provinciale s'est déchargée de certaines de ses responsabilités sur les administrations locales entre 1997 et 2000

- Depuis janvier 1998, les municipalités qui recevaient les services de la Police provinciale de l'Ontario sans coût direct doivent payer pour obtenir ces services
- Les municipalités doivent désormais assumer 20 % du coût des programmes de garde d'enfants
- Les municipalités assument entièrement la responsabilité des installations d'adduction d'eau et d'égouts qui incombaient antérieurement à l'Agence ontarienne des eaux

- L'administration provinciale a créé la Société ontarienne d'évaluation foncière (SOEF) pour effectuer les évaluations foncières réalisées antérieurement par le commissaire provincial à l'évaluation. La SOEF facture ses services aux municipalités

Pour créer des statistiques qui reflètent la combinaison des administrations provinciales et locales, il faut commencer par consolider les comptes d'une foule d'entités provinciales, comme nous l'avons mentionné plus haut, et d'une foule d'entités locales, puis combiner les données pour les deux paliers d'administration et éliminer les transactions entre ces paliers. Les ventes de biens et de services, les opérations d'emprunt (intérêts) entre administrations publiques et les transferts sont des transactions entre deux paliers d'administration.

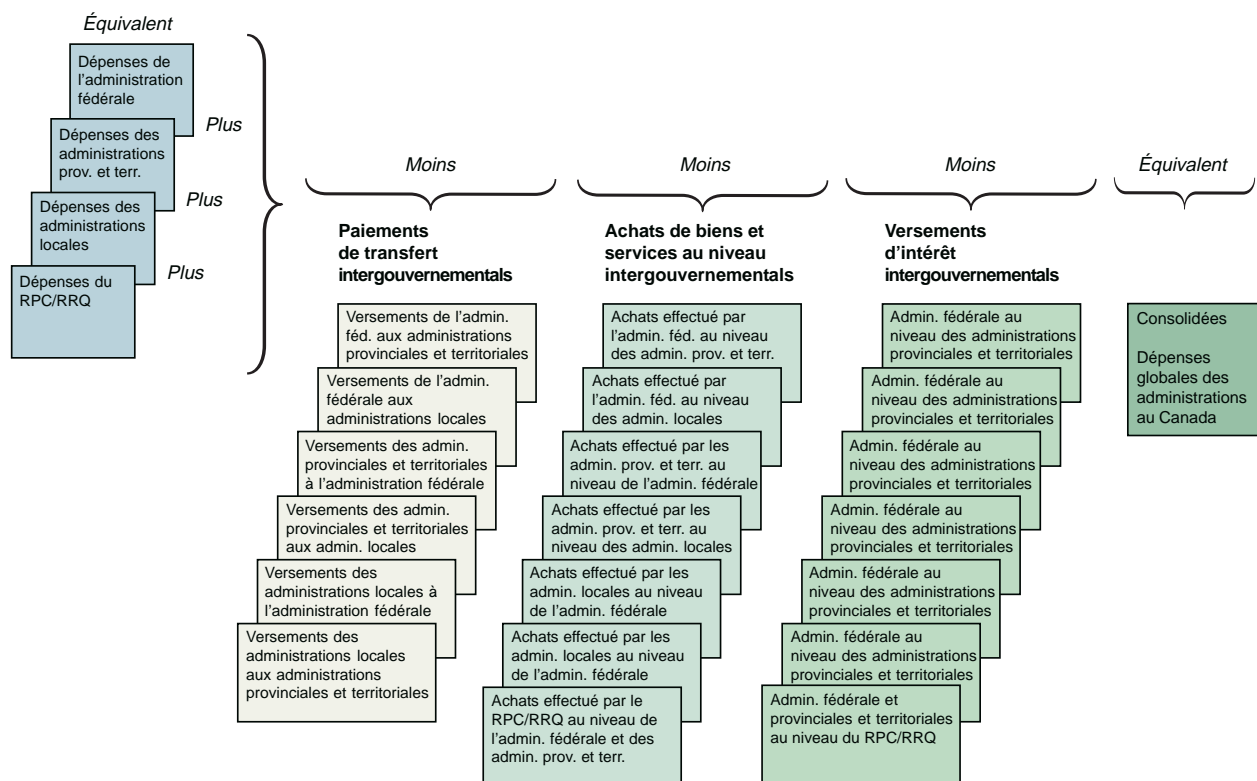
Finances publiques consolidées

Les coûts totaux des services publics fournis par les administrations au pays et les recettes recueillies pour financer ces services ne peuvent être mesurés que si les données de l'administration fédérale, des administrations provinciales, territoriales et locales et des régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec sont consolidées. Les données consolidées sur les administrations publiques permettent d'évaluer l'incidence financière totale des administrations publiques sur l'ensemble de l'économie.

CALCUL DES DÉPENSES CONSOLIDÉES

Données pour divers niveaux d'administration

Dépenses publiques regroupées



Règles comptables de consolidation

La consolidation comprend aussi un ensemble de règles à suivre pour combiner les comptes des entités visées par la consolidation.

Flux entre unités ou administrations publiques

La combinaison des comptes doit aussi tenir compte des flux entre les entités que l'on veut agréger. On peut, pour illustrer ce processus, décrire la consolidation des comptes d'administrations publiques de niveaux différents, comme les administrations provinciales et locales. Les provinces transfèrent de l'argent aux administrations locales à diverses fins. Ces transferts proviennent des recettes recueillies par l'administration provinciale. Ils constituent aussi des recettes pour les administrations locales qui les reçoivent. Sans l'application des règles de consolidation, la simple agrégation des données sur les recettes de l'administration provinciale et de ses administrations locales produirait un double compte.

Uniformité des statistiques au cours du temps

Comme on l'a mentionné plus haut, la répartition des responsabilités entre les administrations provinciales et locales peut varier au cours du temps. De façon comparable, la structure utilisée par une administration publique pour fournir des services peut évoluer avec le temps. Une administration peut utiliser un ministère pour fournir un service particulier pendant plusieurs années, puis établir un organisme spécial, ayant son propre ensemble de comptes, pour continuer à offrir le même service. Dans cet exemple, pour que les données chronologiques soient comparables, il est nécessaire de consolider les comptes de l'organisme spécial avec ceux du ministère.

Graphiques

Les graphiques présentés dans la section des *graphiques* sont produits à partir des tableaux statistiques de la publication et des données supplémentaires provenant du "Répertoire des produits de données standard" de la Division des institutions publiques.

Historique

Les statistiques que contient la présente publication remplacent celles qui figuraient dans *Finances du secteur public* (n° 68-212-XPB au catalogue) et dans *Emploi et salaires et traitements dans le secteur public* (n° 72-209-XPB au catalogue). Depuis la dernière édition de la publication *Système de gestion financière*, les statistiques financières du *Système de gestion financière* ont subi une révision méthodologique importante.

La révision historique de 1997 a permis de mieux harmoniser le Système de gestion financière et le Système de comptabilité nationale. Les détails des modifications apportées au Système de gestion financière sont inclus dans la publication *Système de gestion financière (68F0023XIB)*. En outre, on a étendu le champ d'observation du secteur public du Canada de façon à fournir des données sur les nouvelles sous-composantes de l'administration publique. Étant donné ces améliorations d'ordre méthodologique, les données de la présente publication ne peuvent être comparées directement à celles des publications antérieures sur le SGF.

Les statistiques détaillées ont été révisées rétroactivement jusqu'à l'exercice 1988-1989. Ces données peuvent être consultées dans Cansim ou obtenues directement auprès de la Division des institutions publiques de Statistique Canada.

Politique de révision

Comme il a été indiqué, les statistiques agrégées du SGF diffèrent souvent de celles qui sont publiées par les gouvernements des secteurs de compétence sur lesquels elles portent. Le SGF utilise pourtant des données détaillées provenant de ces secteurs de compétence comme entrées pour ses propres calculs.

Souvent, les données d'entrée du SGF ne sont définitives que plusieurs années après la date de référence, et plus les données d'entrée sont récentes, plus elles sont susceptibles d'être révisées. Pour ce qui est des données du SGF des deux dernières années, celles de l'année la plus récente sont fondées principalement sur des prévisions budgétaires et celles de l'année précédente, sur des rapports annuels non vérifiés. Ces données finissent par être remplacées par des comptes publics/états financiers officiels publiés par chacun des secteurs de compétence sur lesquels porte le SGF. Pour Statistique Canada, la disponibilité ultérieure de ces données révisées ou définitives exige, par ricochet, que les données du SGF soient modifiées en conséquence.

Bien que les données les plus récentes soient nécessairement moins fiables que les données vieilles de plusieurs années, l'utilisation d'information provisoire se traduit par de nettes améliorations sur le plan de la rapidité de publication. Les données sont maintenant publiées dans un délai de trois mois après la fin de la période de référence. Compte tenu de ce qu'apporte la rapidité de publication à la pertinence des données, cette option est dans l'intérêt des utilisateurs des données.

La politique de révision utilisée pour le SGF est la même que celle appliquée au Système de comptabilité nationale du Canada (SCNC). Chaque année, seules les données des *quatre* années les plus récentes font l'objet d'une révision. La révision des données vieilles de cinq ans ou plus n'a lieu qu'à la prochaine révision historique, comme l'exige le SCNC. Par conséquent, des discontinuités sont parfois inévitables dans les séries, et des notes en bas de page avertissent l'utilisateur des données de tout problème de ce genre.

Les statistiques qui découlent de sources de données provisoires sont marquées comme suit :

p : Les séries marquées d'un « p » sont celles qui sont présentées pour la première fois, c'est-à-dire pour l'année la plus récente. Ces données sont fondées principalement sur des sources de données provisoires telles que des prévisions budgétaires.

Les gouvernements révisent leurs données financières de façon continue. Ces révisions seront reflétées dans les données du SGF qui seront publiées durant les années suivantes.

r : Les séries marquées d'un « r » indiquent les données mise à jour qui remplacent celles qui ont été publiées auparavant dans les séries marquées d'un « p ». Ces données devraient être révisées de nouveau lorsque des données financières définitives vérifiées seront disponibles.

Les données qui ne sont marquées ni d'un « p » ni d'un « r » sont fondées sur des sources de données définitives. Ces données pourraient encore être révisées au cours des processus annuels de rapprochement avec les données des autres séries statistiques du SCNC ou dans le contexte de la politique de révision du SGF, si des erreurs sont relevées.

Nota : Toutes les données qui figurent dans la présente publication pour l'année de référence 2001-2002 sont préliminaire – « p ».

États de rapprochement

Les états de rapprochement qui exposent en détail la transformation des données, des sources d'entrée aux séries statistiques « p » et « données définitives » du SGF, sont fournis dans la présente publication à des fins de transparence et pour aider l'utilisateur à comprendre ces statistiques.

Faits saillants

Finances des administrations publiques : recettes, dépenses et surplus

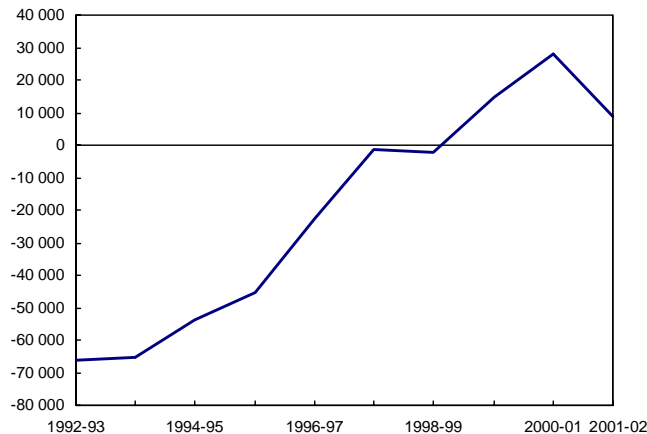
2001-2002

La première baisse des recettes totales gouvernementales en quatre décennies, conjuguée à une hausse des dépenses totales, a généré d'importants changements dans la distribution des surplus et des déficits pour l'exercice financier 2001-2002, selon les nouvelles estimations des finances publiques consolidées.

Les recettes gagnées par toutes les administrations publiques ont diminué de 2,3 % par rapport à 2000-2001 pour atteindre 463,1 milliards de dollars. Il s'agit de la première baisse observée depuis le début de la compilation des données, en 1961. Parallèlement, les dépenses consolidées de tous les paliers d'administrations publiques ont crû de 1,9 % pour se situer juste au-dessus de 454,0 milliards de dollars.

Surplus / (Déficit) - Données consolidées des administrations publiques

Millions de dollars



Le surplus de près de 9,1 milliards de dollars qui en résulte représente moins du tiers du surplus record de 28,2 milliards de dollars enregistré en 2000-2001. Les déficits remplacent donc les surplus dans plusieurs provinces.

Dans l'ensemble, les administrations publiques ont encouru un déficit total record de 66,4 milliards de dollars en 1992-1993, selon les résultats consolidés. Au cours des années subséquentes, le déficit a graduellement été réduit pour en arriver, en 1999-2000, à un surplus de 14,7 milliards de dollars. Ce surplus a doublé au cours de l'exercice 2000-2001.

Note aux lecteurs

Le Système de gestion financière (SGF) est utilisé pour produire les statistiques des administrations publiques présentées dans ce communiqué. Le SGF normalise les comptes des administrations publiques afin de rendre leurs statistiques cohérentes et comparables. C'est pourquoi les statistiques selon le SGF peuvent différer des données publiées dans les rapports financiers des différentes administrations publiques.

Le terme **administrations publiques consolidées** est utilisé pour décrire la consolidation des administrations publiques fédérales, provinciales, territoriales et locales ainsi que du Régime de pension du Canada et du Régime de rentes du Québec. La consolidation sert à éliminer les transactions entre les différentes composantes de l'administration publique afin d'éviter le double comptage qui en découlerait lorsque les statistiques qui sont produites couvrent plus d'une composante ou plus d'un palier d'administration publique. Par exemple, sans la consolidation, les transferts fédéraux aux provinces et aux territoires seraient doublement comptés, d'un côté comme une dépense fédérale et de l'autre, comme une dépense provinciale ou territoriale.

En 2000-2001, les dépenses d'intérêts sur la dette pour les administrations fédérale et consolidées ont inclus un montant de 870 millions de dollars. Ce montant a permis de couvrir les intérêts dus aux employés de l'administration publique fédérale en raison de l'entente sur l'équité en matière d'emploi. Ce montant a chuté pour atteindre 29 millions de dollars en 2001-2002.

L'exercice financier se termine le 31 mars pour les administrations fédérale, provinciales et territoriales, tandis que les administrations locales fonctionnent sur la base de l'année civile, qui se termine le 31 décembre. Par exemple, les données de l'administration publique consolidée pour l'exercice financier 2001-2002 incluent les données des administrations locales pour l'année civile 2001.

Toutes les statistiques présentées dans ce communiqué sont en dollars courants.

Prix du pétrole et du gaz : principal facteur à l'origine du déclin des recettes

En 2001-2002, les recettes, et plus particulièrement les redevances, ont décliné en raison de divers facteurs, incluant les fluctuations du prix du pétrole et, de façon plus importante, celles du prix du gaz au cours des deux dernières années. Ces fluctuations ont eu des incidences sur les finances de l'administration fédérale et celles des provinces productrices de pétrole et de gaz. De plus, elles ont coïncidé avec un déclin général des profits des sociétés. Une réduction des taux d'imposition des sociétés a également amplifié la baisse des recettes de l'administration fédérale.

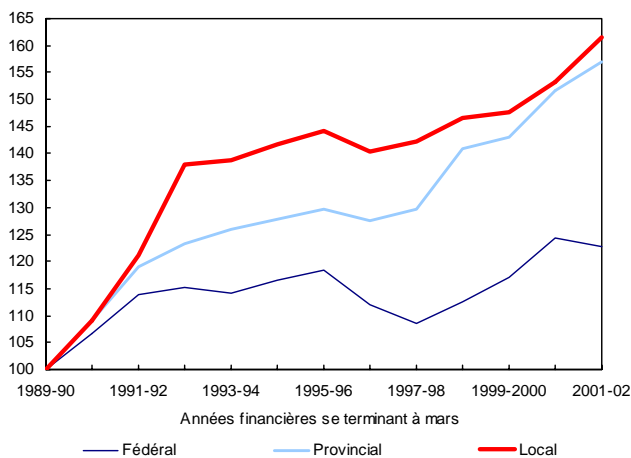
À l'échelon provincial et territorial, en tenant compte des administrations locales, quatre provinces et un territoire ont vu leurs recettes diminuer, le recul total atteignant 9,9 milliards de dollars, tandis que les six autres provinces et deux territoires ont vu leurs recettes s'accroître de 1,6 milliard de dollars.

Seule l'administration fédérale réduit ses dépenses totales

En 2001-2002, les dépenses fédérales ont fléchi de 2,2 milliards de dollars (-1,2 %) par rapport à celles encourues en 2000-2001. Ce repli contraste avec l'accroissement de 9,7 milliards de dollars (+3,6 %) des dépenses consolidées des administrations provinciales, territoriales et locales. Cela coïncide avec la tendance observée depuis 1995-1996. En 2001-2002, l'administration fédérale a dépensé seulement 6,5 milliards de dollars de plus (+3,6 %) qu'en 1995-1996, alors que collectivement, les administrations provinciales, territoriales et locales ont dépensé 45,7 milliards de dollars de plus (+19,4 %).

Tendances des dépenses par niveau d'administration

1989-90 = 100



Hausse des dépenses en santé, en services sociaux et en éducation

Les dépenses provinciales, territoriales et locales en matière de santé et de services sociaux ont progressé de 4,6 % depuis 2000-2001 et de 30,5 % depuis 1995-1996. En 2001-2002, elles ont représenté 41,8 % des dépenses de ces administrations publiques. Depuis 1995-1996, la croissance des dépenses en santé et en services sociaux est passée d'un faible taux (-0,4 %) en 1996-1997 à un taux élevé (+9,9 %) en 2000-2001.

Lorsque l'on tient compte de la croissance de la population, l'augmentation de 30,5 % des dépenses en santé et en services sociaux se traduit, par personne, par un taux de croissance de 23,5 % depuis 1995-1996.

Les coûts en éducation se sont également accrus, augmentant de 5,2 % en 2001-2002 et de 17,2 % depuis 1995-1996.

Les dépenses affectées au service de la dette diminuent de façon inégale

Les coûts liés au financement de la dette ont diminué pour les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales en 2001-2002, reflétant ainsi la baisse

des taux d'intérêts et d'autres facteurs. Le coût lié au service de la dette (les intérêts sur la dette) a chuté de 5,8 milliards de dollars (-9,3 %) pour s'établir à 56,7 milliards de dollars en 2001-2002.

L'administration fédérale a bénéficié de près des trois quarts de cette réduction de 5,8 milliards de dollars, alors que sur la scène provinciale, l'Ontario et le Québec ont été les principaux bénéficiaires.

En 2001-2002, le service de la dette de l'administration fédérale a représenté 15,3 % du total de ses dépenses, en baisse par rapport à 17,4 % en 2000-2001 et en forte baisse comparativement au sommet de 22,0 % atteint en 1990-1991.

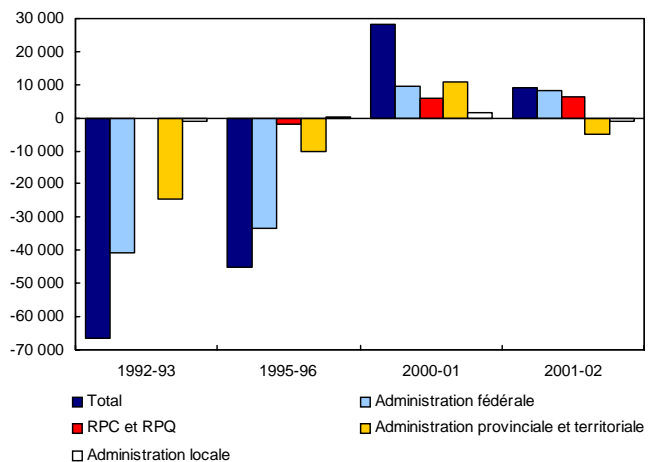
Un retour au déficit pour certaines administrations

Alors que l'administration fédérale est demeurée en situation de surplus, les administrations provinciales, dans l'ensemble, sont passées d'un surplus de 10,7 milliards de dollars à un déficit de 4,8 milliards de dollars. Il s'agit d'un repli de 15,5 milliards de dollars comparativement à 2000-2001.

Parmi les administrations provinciales et territoriales, neuf ont enregistré des déficits en 2001-2002, comparativement à seulement quatre en 2000-2001.

Surplus / (Déficit) par niveau d'administration publique

Millions de dollars

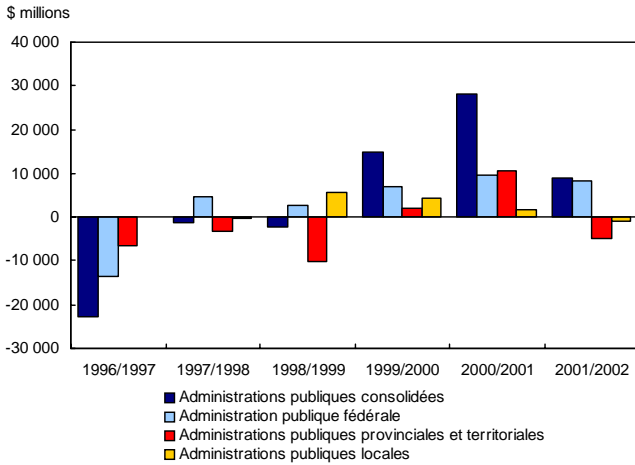


Le Québec a connu le déficit le plus élevé, soit près de 2,4 milliards de dollars, suivi de la Colombie-Britannique (2,1 milliards de dollars).

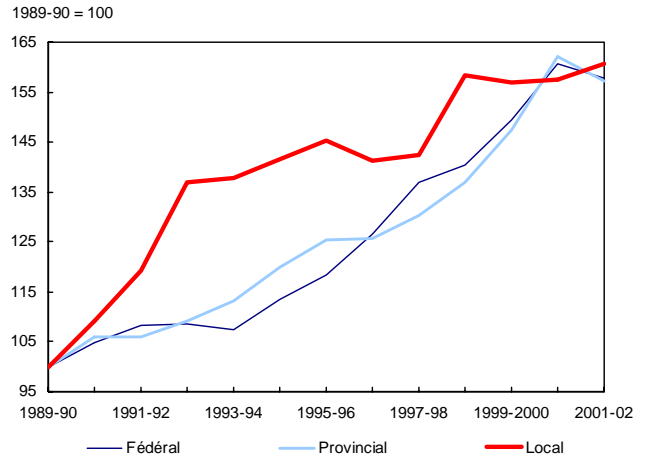
Le changement le plus important au chapitre des finances publiques par rapport à 2000-2001 s'est produit en Alberta, où on est passé d'un surplus de près de 7 milliards de dollars à un déficit de près de 1,6 milliard de dollars. Il s'agit du niveau le plus élevé atteint dans cette province depuis 1993-1994.

Parmi les quatre administrations provinciales et territoriales qui ont enregistré des surplus, l'Ontario a représenté à elle seule 94,6 % du surplus de 1,8 milliard de dollars.

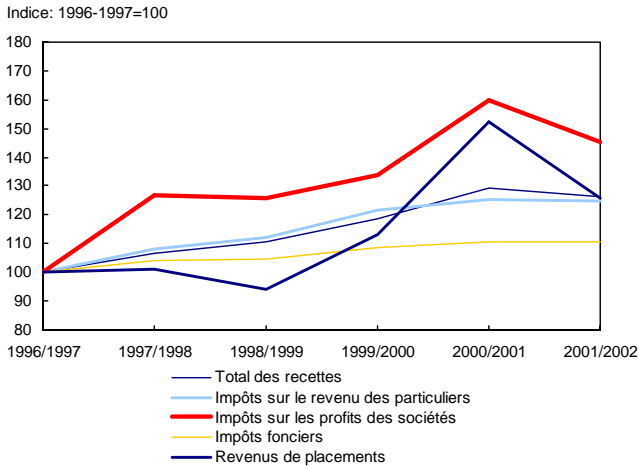
Graphique 1
Excédent (déficit) public selon le palier d'administration publique



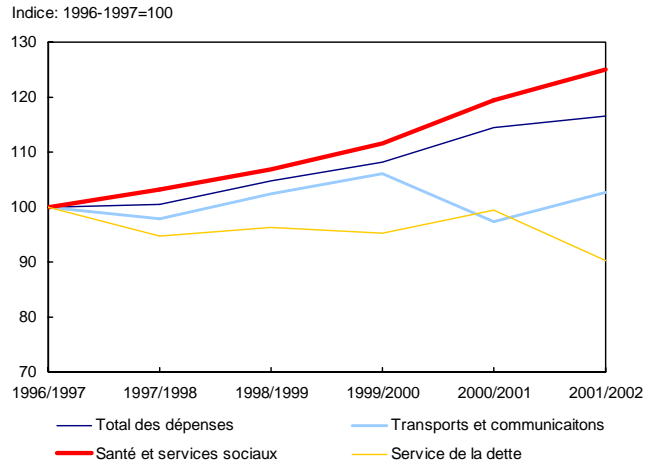
Graphique 2
Tendances des recettes, selon le palier d'administration publique



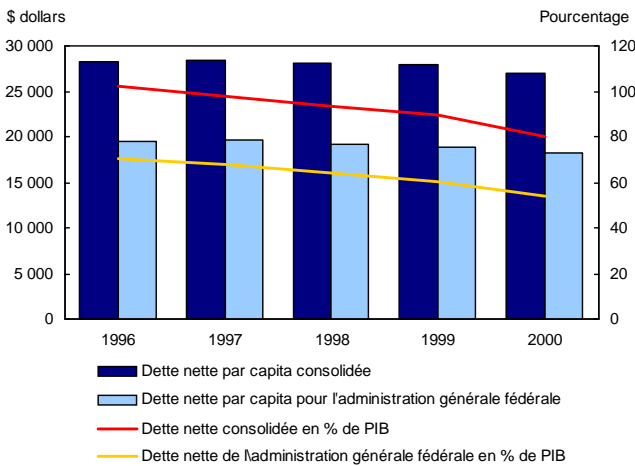
Graphique 3
Recettes consolidées des administrations publiques



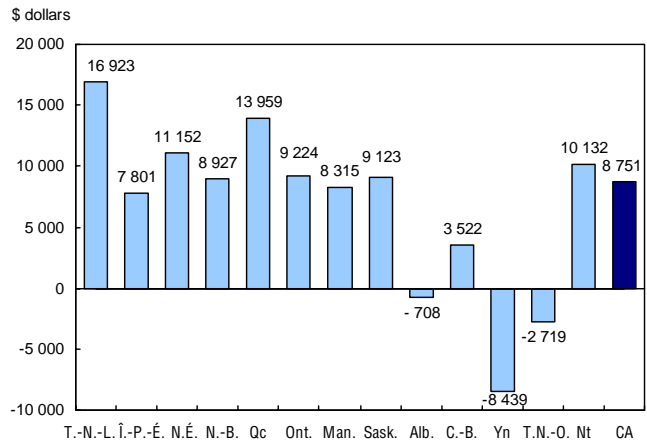
Graphique 4
Dépenses consolidées des administrations publiques



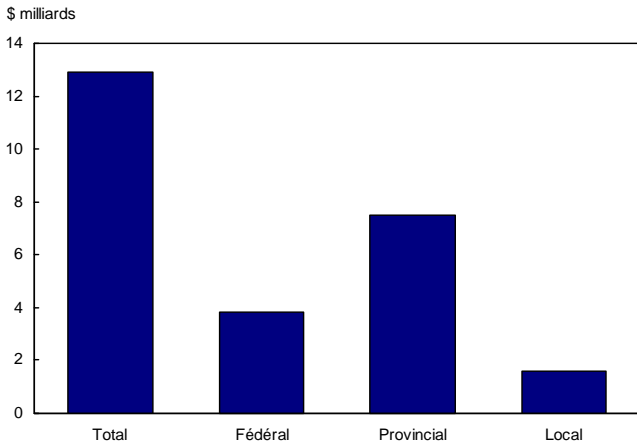
Graphique 5
Dettes nettes par habitant et % de PIB, au 31 mars



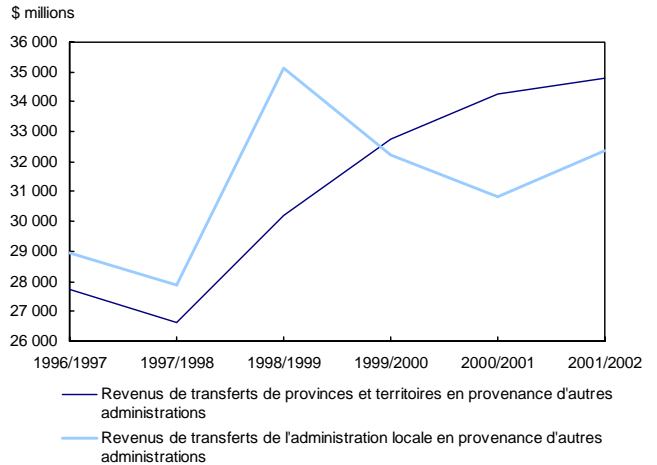
Graphique 6
Nettes dettes par habitant de l'administrations publiques provinciales, territoriales et locales consolidées (31 mars, 2000)



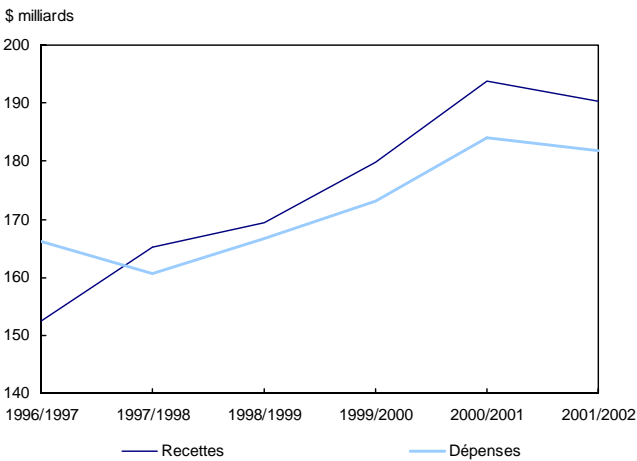
Graphique 7
Variation des salaires et traitements par niveau de gouvernement, 2001 vs 1996



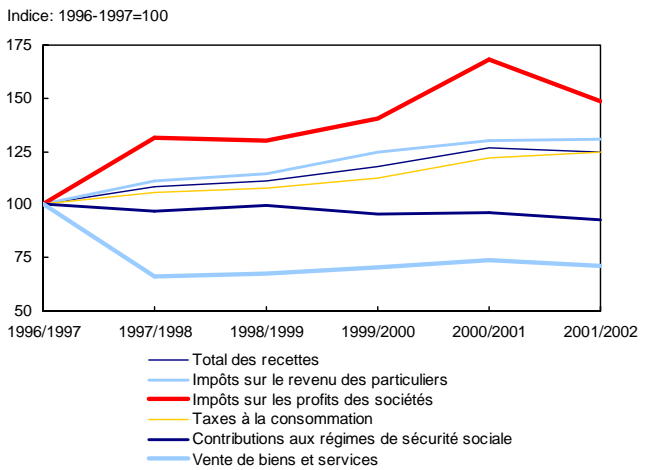
Graphique 8
Revenus de transferts en provenance d'autres administrations



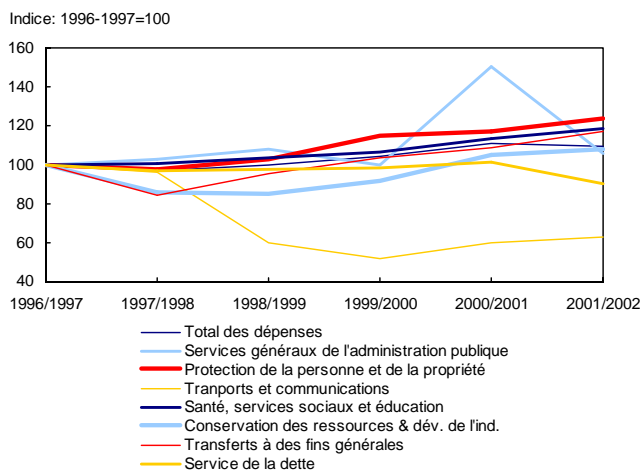
Graphique 9
Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale



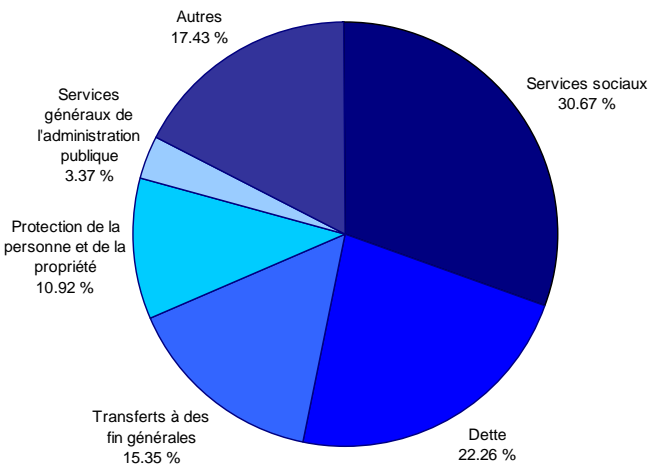
Graphique 10
Recettes de l'administration publique générale fédérale



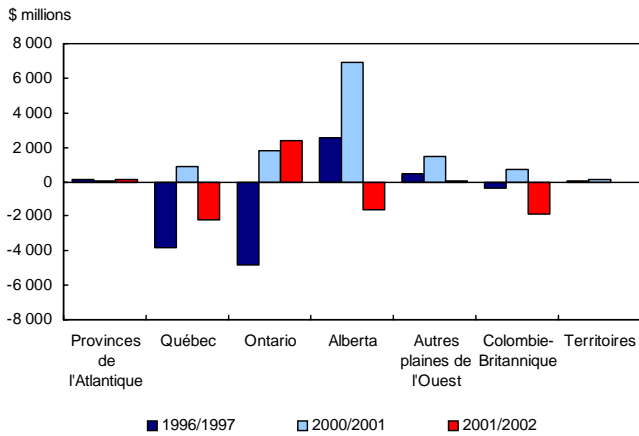
Graphique 11
Dépenses de l'administration publique générale fédérale



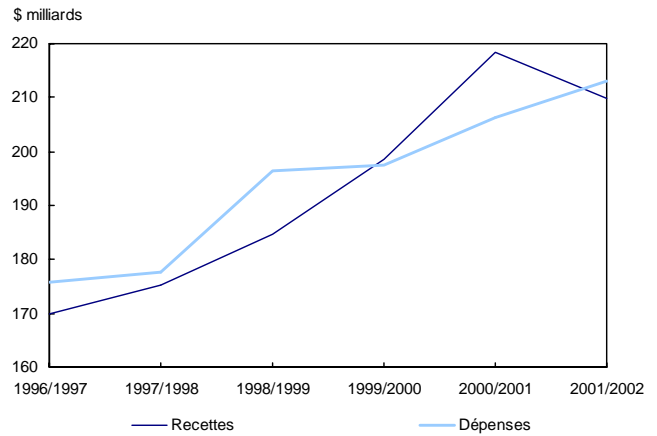
Graphique 12
Dépenses de l'administration publique générale fédérale – 2001-2002



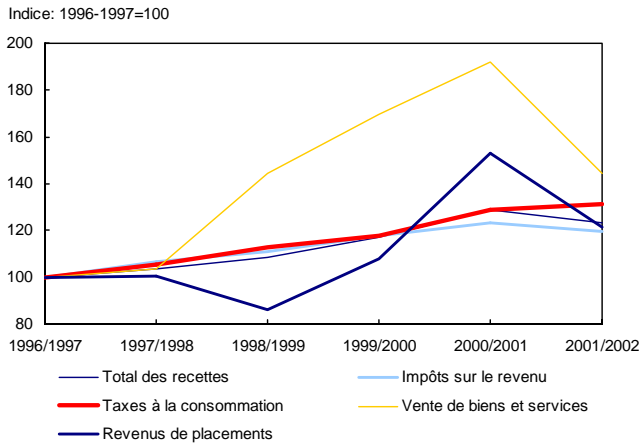
Graphique 13
Surplus (déficit) des administrations publiques générales provinciales et territoriales



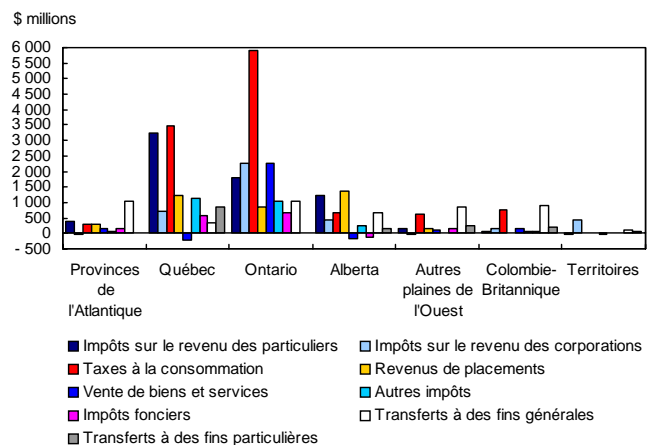
Graphique 14
Recettes et dépenses de l'administrations publiques générales provinciales et territoriales



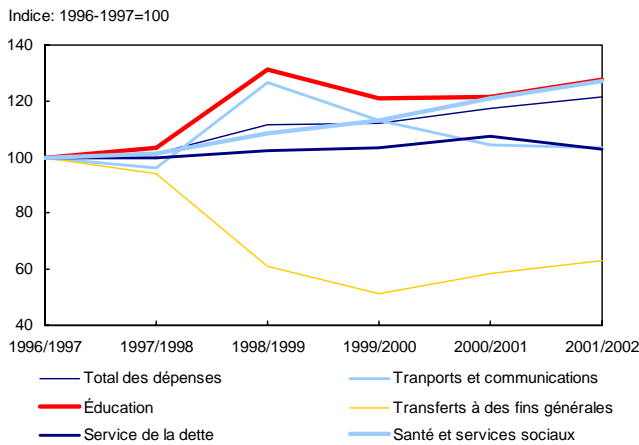
Graphique 15
Recettes des administrations publiques générales provinciales et territoriales



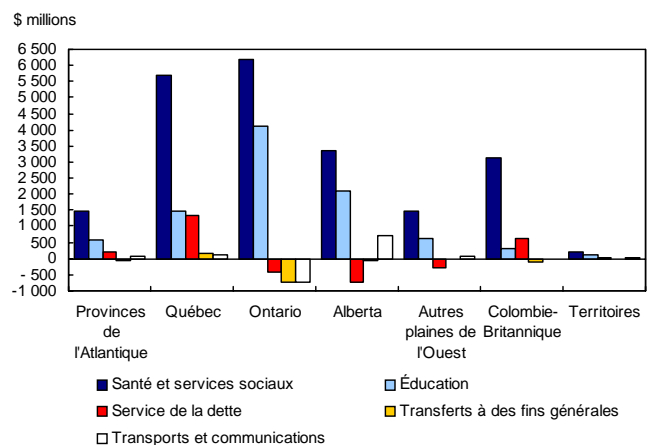
Graphique 16
Croissance de recettes des administrations publiques générales provinciales et territoriales (1996-1997 à 2001-2002)



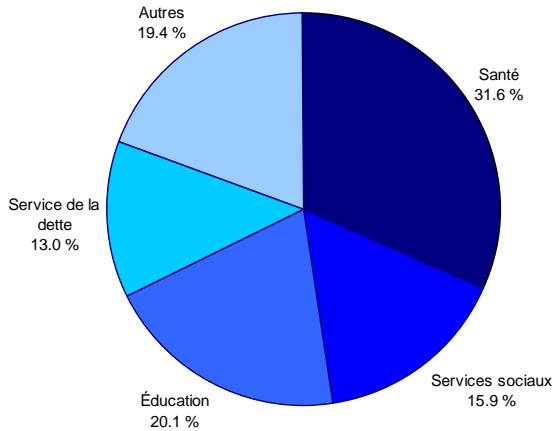
Graphique 17
Dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales



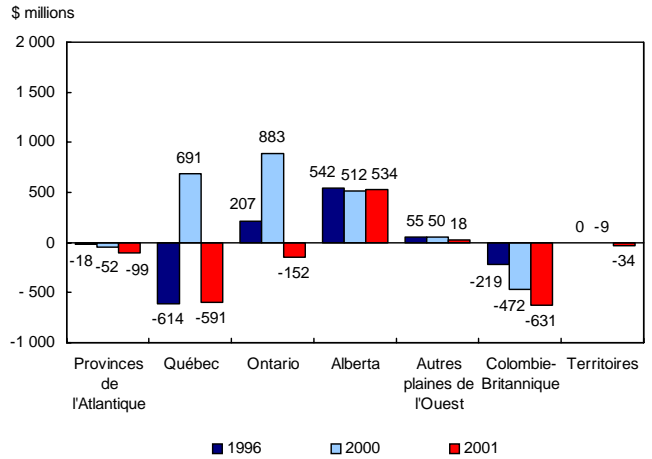
Graphique 18
Croissance de dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales (1996-1997 à 2001-2002)



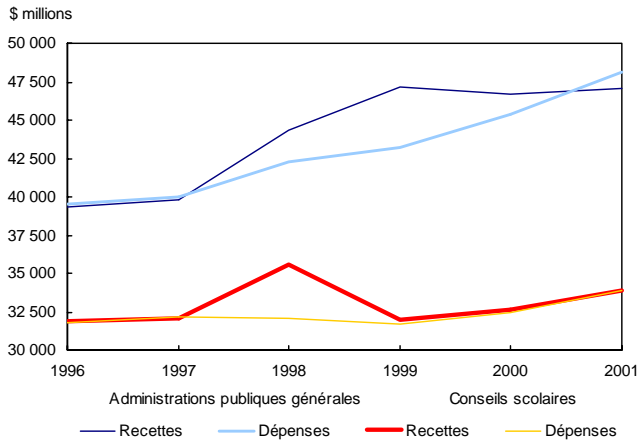
Graphique 19
Dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales – 2001-2002



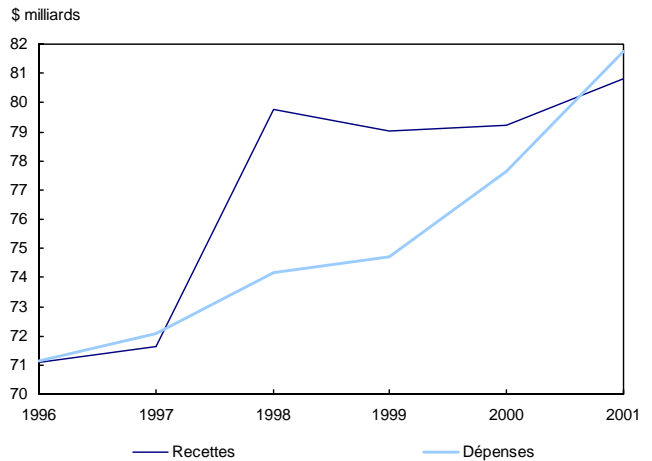
Graphique 20
Surplus (déficit) des administrations publiques locales



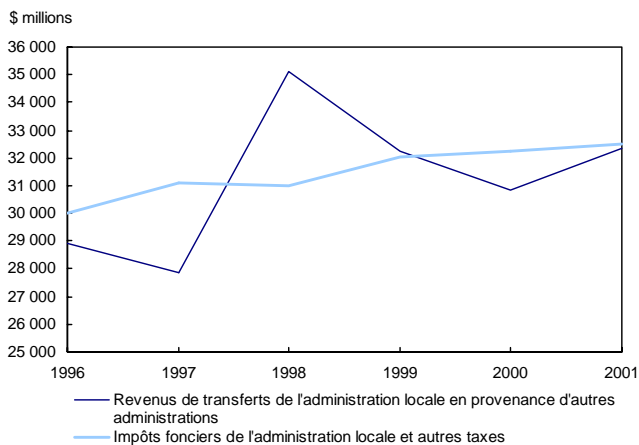
Graphique 21
Surplus (déficit) des administrations publiques générales locales, commissions scolaires



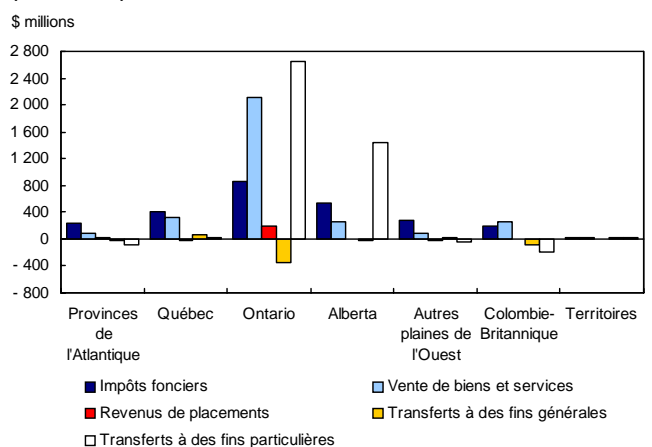
Graphique 22
Recettes et dépenses de l'administrations publiques locales



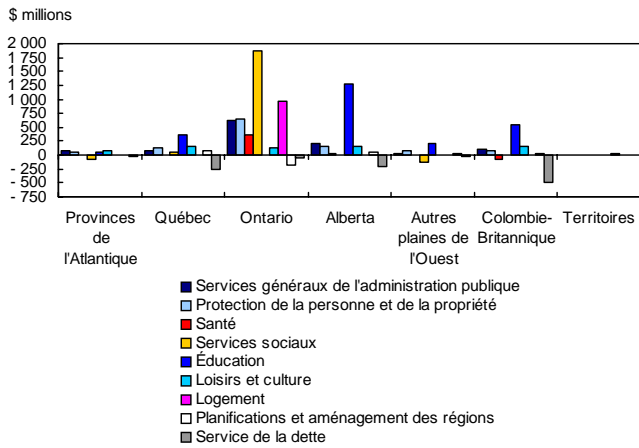
Graphique 23
Administrations publiques locales : Revenus de transferts vs. Impôts fonciers



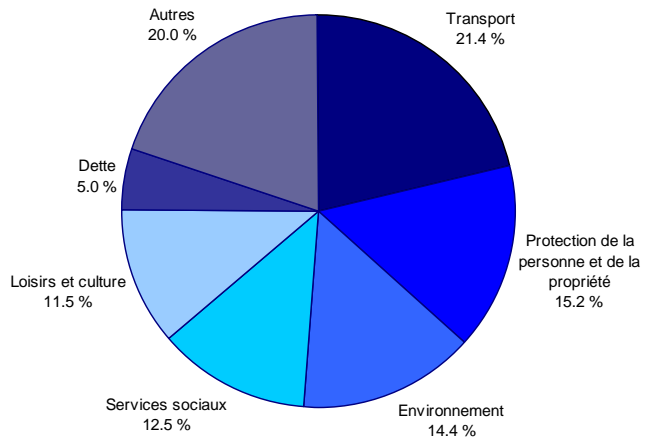
Graphique 24
Croissance de recettes des administrations publiques locales (1996 à 2001)



Graphique 25
Croissance de dépenses des administrations publiques locales (1996 à 2001)



Graphique 26
Dépenses des administrations publiques générales locales – 2001



Produits et services

Lectures suggérées

Choisies parmi les publications de Statistique Canada

Titre	
Systeme de gestion financière , occasionnel, bilingue	68F0023XIB
L'observateur économique canadien , mensuel, bilingue	11-010-XPB
Le contrôle et la vente des boissons alcooliques au Canada , annuel, bilingue	63-202-XIB
L'emploi et le revenu en perspective , trimestriel, édition anglais et français	75-001-XPF

Vous pouvez aussi faire des recherches dans le *catalogue* de Statistique Canada, qui comprend la liste de tous les produits et services courants offerts par Statistique Canada.

Tableau 1.0

Emploi et salaires et traitements dans le secteur public - Distribution selon les composantes du secteur public, pour les années 1990 à 2001 (Système de gestion financière)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
	Nombre moyen d'employés					
Emploi dans le secteur public						
Secteur public	3 027 335	3 056 779	3 063 235	3 037 477	3 002 690	2 957 835
Gouvernement	2 662 563	2 705 852	2 724 781	2 711 896	2 679 068	2 648 900
Administration publique générale fédérale	406 366	415 387	411 278	404 734	394 106	371 053
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	378 038	378 716	378 449	371 084	360 370	358 416
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	737 135	746 190	749 184	744 367	739 279	737 226
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	271 903	276 827	281 619	281 720	276 153	274 801
Administrations publiques générales, locales	355 456	363 221	370 641	368 906	366 132	366 470
Commissions scolaires locale	513 664	525 512	533 609	541 085	543 029	540 935
Entreprises publiques	364 773	350 927	338 454	325 581	323 622	308 935
Entreprises publiques, fédérales	154 327	147 856	140 647	136 429	143 784	135 763
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	159 876	151 501	147 030	138 910	130 281	126 371
Entreprises publiques, locales	50 569	51 570	50 777	50 243	49 557	46 802
	Millions de dollars					
Secteur public salaires et traitements						
Secteur public	97 287	102 910	107 284	108 344	107 499	106 450
Gouvernement	83 659	89 296	93 678	94 891	94 204	93 458
Administration publique générale fédérale	16 176	16 240	17 027	16 730	16 481	15 703
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	13 306	14 390	14 960	14 998	15 187	15 315
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	17 704	19 100	19 938	20 439	19 911	19 673
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	8 156	8 778	9 179	9 411	9 359	9 376
Administrations publiques générales, locales	10 566	11 402	12 163	12 420	12 432	12 534
Commissions scolaires locale	17 751	19 387	20 410	20 891	20 834	20 856
Entreprises publiques	13 627	13 614	13 606	13 453	13 295	12 992
Entreprises publiques, fédérales	5 377	5 131	4 908	4 984	5 244	5 103
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	6 243	6 333	6 484	6 267	5 911	5 813
Entreprises publiques, locales	2 007	2 149	2 214	2 203	2 140	2 077

Tableau 1.0

Emploi et salaires et traitements dans le secteur public - Distribution selon les composantes du secteur public, pour les années 1990 à 2001 (Système de gestion financière) - Fin

	1996	1997	1998	1999 ^f	2000 ^f	2001 ^p
	Nombre moyen d'employés					
Emploi dans le secteur public						
Secteur public	2 851 331	2 789 257	2 779 803	2 773 863	2 790 894	2 819 252
Gouvernement	2 578 503	2 530 831	2 518 900	2 512 037	2 524 790	2 552 613
Administration publique générale fédérale	356 099	337 713	330 981	331 646	339 434	357 308
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	335 063	338 712	335 035	336 605	338 734	340 272
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	707 571	692 242	695 118	689 816	691 996	697 220
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	272 623	270 740	270 238	269 145	272 985	275 887
Administrations publiques générales, locales	358 942	350 426	341 046	341 485	340 827	341 339
Commissions scolaires locale	548 205	540 999	546 481	543 340	540 815	540 587
Entreprises publiques	272 828	258 426	260 903	261 826	266 104	266 639
Entreprises publiques, fédérales	101 340	92 311	91 359	89 990	89 743	89 431
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	124 542	119 690	122 758	124 422	128 156	128 047
Entreprises publiques, locales	46 945	46 425	46 786	47 414	48 205	49 161
	Millions de dollars					
Secteur public salaires et traitements						
Secteur public	102 525	101 356	103 039	107 638	114 374	116 557
Gouvernement	91 285	90 308	91 825	96 043	102 299	104 180
Administration publique générale fédérale	14 821	14 471	14 474	15 966	19 087	18 673
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	13 623	13 645	13 701	14 131	14 693	15 411
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	20 267	20 137	21 131	22 175	23 295	24 145
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	9 462	9 304	9 566	10 030	10 596	11 273
Administrations publiques générales, locales	12 559	12 313	12 045	12 125	12 472	12 500
Commissions scolaires locale	20 553	20 437	20 909	21 617	22 157	22 178
Entreprises publiques	11 240	11 048	11 214	11 594	12 075	12 376
Entreprises publiques, fédérales	3 475	3 425	3 472	3 465	3 647	3 519
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	5 694	5 596	5 640	5 956	6 173	6 511
Entreprises publiques, locales	2 071	2 027	2 102	2 173	2 254	2 345

Tableau 1.1

Emploi et salaires et traitements dans le secteur public¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, pour l'année 2001^P
(Système de gestion financière)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Nombre moyen d'employés							
Emploi dans le secteur public							
Secteur public³	53 363	15 937	103 250	79 262	696 071	977 453	139 198
Gouvernement	50 044	15 437	96 854	71 692	630 625	870 930	125 322
Administration publique générale fédérale	7 154	3 640	23 174	13 873	74 168	142 798	16 189
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	9 860	3 373	11 303	26 656	84 715	87 607	19 543
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	15 333	3 859	28 156	22 737	208 335	191 341	37 133
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	4 726	1 425	8 268	2 982	66 248	94 216	13 044
Administrations publiques générales, locales	3 465	474	9 483	5 446	75 887	145 475	13 331
Commissions scolaires locale	9 506	2 668	16 470	. ⁴	121 273	209 494	26 083
Entreprises publiques	3 319	500	6 396	7 570	65 446	106 523	13 876
Entreprises publiques, fédérales	1 287	253	3 738	2 203	19 167	38 450	4 706
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	2 032	247	2 172	4 996	36 833	36 739	7 370
Entreprises publiques, locales	.	.	486	371	9 447	31 334	1 800
Millions de dollars							
Secteur public salaires et traitements							
Secteur public	2 155,7	589,0	4 085,6	2 968,9	27 488,1	43 282,3	4 796,8
Gouvernement	2 033,0	573,5	3 773,4	2 703,3	24 382,1	37 798,8	4 231,6
Administration publique générale fédérale	352,3	164,6	1 216,5	656,6	3 536,6	7 850,9	769,4
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	325,5	109,7	421,6	1 041,7	4 008,6	3 899,6	653,5
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	678,5	135,0	876,8	659,3	6 518,6	7 093,5	1 111,6
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	212,6	51,2	401,2	177,5	2 864,4	3 958,8	387,1
Administrations publiques générales, locales	88,0	13,7	224,2	168,1	2 732,8	5 381,9	452,7
Commissions scolaires locale	376,3	99,2	633,1	. ⁴	4 721,1	9 614,1	857,3
Entreprises publiques	122,7	15,5	312,2	265,7	3 105,9	5 483,5	565,2
Entreprises publiques, fédérales	43,1	8,8	239,2	56,0	672,7	1 651,5	156,6
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	79,6	6,7	59,5	198,2	1 976,9	2 315,6	339,5
Entreprises publiques, locales	.	.	13,5	11,5	456,4	1 516,4	69,0

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Les données sont pour l'administration publique fédérale.

³ Les chiffres peuvent ne pas être égaux au total à cause de l'arrondissement.

⁴ Inclus dans les données de l'administration publique générale provinciale.

Tableau 1.1

**Emploi et salaires et traitements dans le secteur public¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, pour l'année 2001^P
 (Système de gestion financière) - Fin**

	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada ²	Total
Nombre moyen d'employés								
Emploi dans le secteur public								
Secteur public³	116 660	255 213	362 247	4 929	7 194	4 819	3 146	2 819 252
Gouvernement	102 290	239 427	329 904	4 929	7 194	4 819	3 146	2 552 613
Administration publique générale fédérale	9 496	25 556	35 947	837	1 054	279	3 146	357 308
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	15 010	28 441	44 352	3 342	3 680	2 392	.	340 272
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	35 881	64 703	87 674	273	995	802	.	697 220
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	9 239	26 381	49 361	.	.	.	.	275 887
Administrations publiques générales, locales	12 734	37 541	34 577	476	1 104	1 346	.	341 339
Commissions scolaires locale	19 931	56 807	77 993	. ⁴	361	. ⁴	.	540 587
Entreprises publiques	14 371	15 786	32 342	.	.	.	.	266 639
Entreprises publiques, fédérales	3 015	7 916	8 525	.	.	.	.	89 431
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	10 869	2 904	23 622	.	.	.	.	128 047
Entreprises publiques, locales	487	4 965	196	.	.	.	.	49 161
Millions de dollars								
Secteur public salaires et traitements								
Secteur public	4 185,4	10 520,2	15 221,7	282,0	423,0	274,9	250,0	116 556,7
Gouvernement	3 627,4	9 912,4	13 915,1	282,0	423,0	274,9	250,0	104 180,4
Administration publique générale fédérale	467,6	1 301,7	1 935,3	56,3	85,5	29,7	250,0	18 672,9
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	668,5	1 218,5	2 508,7	192,7	219,8	142,5	.	15 411,0
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	968,2	2 576,0	3 396,0	14,4	67,5	49,8	.	24 145,2
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	430,0	1 190,6	1 599,6	.	.	.	.	11 273,1
Administrations publiques générales, locales	381,5	1 424,4	1 528,5	18,6	33,0	52,9	.	12 500,5
Commissions scolaires locale	711,5	2 201,1	2 946,9	. ⁴	17,1	. ⁴	.	22 177,7
Entreprises publiques	558,0	607,9	1 306,6	.	.	.	.	12 376,3
Entreprises publiques, fédérales	58,3	278,6	347,7	.	.	.	.	3 519,5
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	481,7	81,4	950,7	.	.	.	.	6 511,3
Entreprises publiques, locales	18,0	247,8	8,2	.	.	.	.	2 345,5

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Les données sont pour l'administration publique fédérale.

³ Les chiffres peuvent ne pas être égaux au total à cause de l'arrondissement.

⁴ Inclus dans les données de l'administration publique générale provinciale.

Tableau 1.2

Emploi dans le secteur public et emploi par 1 000 habitants¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, pour les années 1990 à 2001 (Système de gestion financière)

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Nombre moyen d'employés							
Emploi dans le secteur public							
1990	62 379	16 827	122 752	84 167	758 084	1 066 752	144 681
1991	61 301	16 472	120 723	84 750	764 396	1 089 566	144 002
1992	61 832	15 720	118 737	84 763	775 107	1 083 204	144 598
1993	60 363	15 468	117 460	84 442	773 524	1 071 681	143 927
1994	58 989	15 711	114 492	82 202	785 985	1 051 084	141 403
1995	57 933	15 522	110 747	81 721	771 116	1 031 274	139 846
1996	55 861	16 134	108 106	78 957	734 071	978 767	134 836
1997	55 376	16 268	106 463	77 842	722 899	955 312	128 406
1998	55 655	16 077	105 308	77 922	713 065	949 401	129 346
1999 ^f	52 472	15 263	104 886	78 667	700 456	948 296	134 440
2000 ^f	52 729	15 688	103 865	78 252	694 028	962 378	135 118
2001 ^p	53 363	15 937	103 250	79 262	696 071	977 453	139 198
Emploi dans le secteur public par 1 000 habitants							
1990	108	129	135	114	109	104	131
1991	106	126	132	114	108	105	130
1992	107	120	129	113	109	103	130
1993	104	117	127	113	108	101	129
1994	102	118	124	110	109	97	126
1995	102	115	119	109	107	94	124
1996	99	119	116	105	101	89	119
1997	100	119	114	103	99	85	113
1998	102	118	113	103	97	84	114
1999 ^f	97	111	112	104	95	83	118
2000 ^f	98	114	110	103	94	83	118
2001 ^p	100	115	109	105	94	83	121
Pourcentage							
Taux de variation de l'emploi dans le secteur public par 1 000 habitants par rapport l'année précédente							
1991	(2,0)	(2,2)	(2,2)	(0,1)	(0,2)	0,5	(0,8)
1992	0,7	(4,7)	(2,2)	(0,5)	0,7	(1,8)	0,1
1993	(2,6)	(2,4)	(1,6)	(0,6)	(1,0)	(2,4)	(0,9)
1994	(1,7)	0,6	(2,9)	(2,9)	1,0	(3,0)	(2,2)
1995	(0,7)	(2,2)	(3,4)	(0,8)	(2,4)	(3,1)	(1,6)
1996	(2,4)	3,1	(2,7)	(3,5)	(5,3)	(6,3)	(4,0)
1997	0,4	0,1	(1,9)	(1,6)	(1,9)	(3,6)	(5,1)
1998	1,8	(1,4)	(1,3)	0,0	(1,7)	(1,9)	0,6
1999 ^f	(4,5)	(5,4)	(0,6)	1,1	(2,1)	(1,2)	3,7
2000 ^f	1,0	2,2	(1,5)	(0,9)	(1,3)	0,1	0,1
2001 ^p	2,0	1,4	(0,6)	1,4	(0,1)	(0,0)	2,7

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

³ Les données sont pour l'administration publique fédérale.

Tableau 1.2

Emploi dans le secteur public et emploi par 1 000 habitants¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, pour les années 1990 à 2001 (Système de gestion financière) - Fin

	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest ²	Nunavut	Extérieur du Canada ³	Total
Nombre moyen d'employés								
Emploi dans le secteur public								
1990	120 455	299 958	319 242	4 181	10 768		16 491	3 027 335
1991	119 649	297 291	326 997	4 312	10 949		15 768	3 056 779
1992	118 240	297 724	334 857	4 524	11 099		12 265	3 063 235
1993	118 045	288 729	338 506	4 449	11 325		9 000	3 037 477
1994	115 481	274 526	339 647	4 312	11 505		6 790	3 002 690
1995	112 882	267 970	346 477	4 349	11 390		6 080	2 957 835
1996	114 496	258 225	352 601	4 475	11 196		3 126	2 851 331
1997	111 188	248 206	348 078	4 760	10 838		3 032	2 789 257
1998	112 844	252 128	348 697	4 904	10 773		2 935	2 779 803
1999 ^f	115 167	254 054	350 738	4 760	7 174	3 914	2 998	2 773 863
2000 ^f	116 433	256 468	355 790	4 837	7 166	4 365	3 135	2 790 894
2001 ^p	116 660	255 213	362 247	4 929	7 194	4 819	3 146	2 819 252
Emploi dans le secteur public par 1 000 habitants								
1990	119	118	98	151	184	...	...	110
1991	119	115	98	152	182	...	...	109
1992	118	114	97	153	179	...	...	108
1993	117	108	95	147	179	...	...	106
1994	114	102	93	144	178	...	...	104
1995	111	98	92	142	171	...	...	101
1996	112	93	91	141	167	...	...	96
1997	109	88	88	148	160	...	...	93
1998	110	87	87	155	160	...	...	92
1999 ^f	112	86	87	154	175	146	...	91
2000 ^f	114	86	88	158	176	160	...	91
2001 ^p	115	84	89	163	175	173	...	91
Pourcentage								
Taux de variation de l'emploi dans le secteur public par 1 000 habitants par rapport l'année précédente								
1991	0,2	(2,9)	(0,3)	0,8	(1,6)	...	...	(0,4)
1992	(1,1)	(1,4)	(0,2)	0,7	(1,8)	...	...	(0,9)
1993	(0,4)	(4,5)	(1,8)	(4,4)	0,1	...	...	(2,1)
1994	(2,6)	(6,1)	(2,5)	(2,5)	(0,9)	...	...	(2,2)
1995	(2,7)	(3,6)	(1,0)	(0,1)	(3,3)	...	...	(2,6)
1996	1,0	(5,0)	(0,8)	(1,0)	(3,1)	...	...	(4,6)
1997	(3,3)	(5,5)	(3,5)	4,3	(3,9)	...	...	(3,2)
1998	1,2	(0,6)	(1,4)	3,7	(0,8)	...	...	(1,3)
1999 ^f	1,8	(1,5)	(0,1)	(0,3)	9,9	...	...	(1,0)
2000 ^f	1,3	(0,6)	0,6	2,8	(0,2)	9,3	...	(0,3)
2001 ^p	0,6	(2,2)	1,0	3,4	0,3	7,9	...	0,1

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

³ Les données sont pour l'administration publique fédérale.

Tableau 1.3

**Salaires et traitements dans le secteur public¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, pour les années 1990 à 2001
(Système de gestion financière)**

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Millions de dollars							
Salaires et traitements dans le secteur public							
1990	1 977,5	481,6	3 711,4	2 513,0	23 662,9	36 547,2	4 456,1
1991	2 007,1	484,3	3 782,2	2 615,2	25 052,1	39 442,9	4 562,6
1992	2 064,8	481,9	3 793,9	2 704,0	26 145,0	41 262,1	4 702,6
1993	2 068,2	489,6	3 763,2	2 794,9	26 517,5	41 305,8	4 701,8
1994	2 034,4	487,9	3 668,1	2 785,3	26 699,1	40 565,9	4 646,1
1995	2 006,9	480,5	3 508,0	2 791,7	26 468,0	40 181,0	4 579,3
1996	1 907,0	499,4	3 407,5	2 599,0	25 387,9	38 610,1	4 337,5
1997	1 874,8	505,9	3 477,8	2 611,4	24 755,6	37 896,2	4 104,3
1998	1 906,3	516,1	3 550,9	2 664,8	24 913,6	38 474,4	4 200,2
1999 ^f	1 953,6	537,0	3 816,1	2 831,9	25 932,7	40 258,8	4 422,8
2000 ^f	2 099,4	600,3	4 056,2	2 946,5	26 838,8	43 416,3	4 772,5
2001 ^p	2 155,7	589,0	4 085,6	2 968,9	27 488,1	43 282,3	4 796,8
Pourcentage							
Secteur public salaires et traitements par rapport à l'année précédente							
1991	1,5	0,6	1,9	4,1	5,9	7,9	2,4
1992	2,9	(0,5)	0,3	3,4	4,4	4,6	3,1
1993	0,2	1,6	(0,8)	3,4	1,4	0,1	(0,0)
1994	(1,6)	(0,3)	(2,5)	(0,3)	0,7	(1,8)	(1,2)
1995	(1,4)	(1,5)	(4,4)	0,2	(0,9)	(0,9)	(1,4)
1996	(5,0)	3,9	(2,9)	(6,9)	(4,1)	(3,9)	(5,3)
1997	(1,7)	1,3	2,1	0,5	(2,5)	(1,8)	(5,4)
1998	1,7	2,0	2,1	2,0	0,6	1,5	2,3
1999 ^f	2,5	4,1	7,5	6,3	4,1	4,6	5,3
2000 ^f	7,5	11,8	6,3	4,0	3,5	7,8	7,9
2001 ^p	2,7	(1,9)	0,7	0,8	2,4	(0,3)	0,5

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

³ Les données sont pour l'administration publique fédérale.

Tableau 1.3

**Salaires et traitements dans le secteur public¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, pour les années 1990 à 2001
(Système de gestion financière) - Fin**

	Saskatchewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest ²	Nunavut	Extérieur du Canada ³	Total
Millions de dollars								
Salaires et traitements dans le secteur public								
1990	3 422,9	9 076,2	9 974,8	197,1	504,0		733,3	97 286,5
1991	3 514,0	9 150,1	10 780,7	212,5	540,6		734,5	102 910,0
1992	3 494,4	9 441,6	11 729,8	231,3	573,1		626,5	107 283,8
1993	3 542,3	9 551,8	12 262,6	236,8	585,9		489,2	108 343,9
1994	3 496,8	9 180,6	12 687,8	232,8	604,1		373,8	107 499,5
1995	3 539,5	8 635,0	13 052,7	238,5	602,5		334,3	106 450,3
1996	3 512,0	8 236,0	12 988,4	242,5	572,3		195,0	102 525,3
1997	3 554,2	8 413,0	13 142,7	235,6	552,5		195,8	101 355,9
1998	3 663,3	8 824,4	13 291,2	234,4	554,9		206,2	103 039,1
1999 ^f	3 737,0	9 413,3	13 591,6	249,3	420,0	211,9	224,0	107 637,6
2000 ^f	4 035,9	10 056,8	14 356,5	266,0	416,4	231,9	239,9	114 373,6
2001 ^p	4 185,4	10 520,2	15 221,7	282,0	423,0	274,9	250,0	116 556,7
Pourcentage								
Secteur public salaires et traitements par rapport à l'année précédente								
1991	2,7	0,8	8,1	7,8	7,3	...	0,2	5,8
1992	(0,6)	3,2	8,8	8,9	6,0	...	(14,7)	4,3
1993	1,4	1,2	4,5	2,4	2,2	...	(21,9)	1,0
1994	(1,3)	(3,9)	3,5	(1,7)	3,1	...	(23,6)	(0,8)
1995	1,2	(5,9)	2,9	2,5	(0,3)	...	(10,6)	(1,0)
1996	(0,8)	(4,6)	(0,5)	1,7	(5,0)	...	(41,7)	(3,7)
1997	1,2	2,1	1,2	(2,8)	(3,5)	...	0,4	(1,1)
1998	3,1	4,9	1,1	(0,5)	0,4	...	5,3	1,7
1999 ^f	2,0	6,7	2,3	6,3	(24,3)	...	8,6	4,5
2000 ^f	8,0	6,8	5,6	6,7	(0,9)	9,4	7,1	6,3
2001 ^p	3,7	4,6	6,0	6,0	1,6	18,6	4,2	1,9

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

³ Les données sont pour l'administration publique fédérale.

Tableau 1.4

Dépenses consolidées par habitant des administrations publiques provinciales, territoriales et locales, exercice financier 2001-2002^P
(Système de gestion financière)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
	Dollars						
Services généraux de l'administration publique	260,6	423,5	164,2	203,9	344,4	250,8	303,1
Protection de la personne et de la propriété	356,3	330,2	467,3	385,2	469,6	504,5	427,6
Transports et communication	795,0	710,5	404,8	712,2	587,2	349,5	457,2
Santé	2 951,4	2 626,9	2 405,3	2 275,6	2 298,7	2 387,6	2 613,7
Soins hospitaliers	1 248,8	818,2	892,2	860,5	896,8	939,0	779,5
Soins médicaux	1 261,9	746,4	1 020,4	912,1	942,8	1 053,7	925,8
Soins préventifs	20,6	21,5	74,2	0,0	90,9	101,2	18,3
Autres services de santé	416,3	1 033,5	417,5	500,4	368,1	293,5	888,4
Services sociaux	1 108,2	552,6	720,5	836,7	1 984,5	1 245,2	1 164,5
Assistance sociale	463,1	394,7	357,1	317,7	595,8	578,2	584,4
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	165,0	114,8	80,5	124,4	220,0	149,9	123,7
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	..	..	5,3	..	624,6	3,6	0,9
Prestations aux anciens combattants	..	..	..	..	..	..	..
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	..	..	..	..	70,6	0,4	..
Autres services sociaux	478,2	35,9	275,5	393,2	473,4	513,0	453,8
Éducation	1 987,6	1 988,1	1 925,3	1 923,5	1 926,3	1 878,7	1 965,7
Éducation élémentaire et secondaire	1 104,4	1 155,5	945,2	1 162,3	1 054,8	1 144,2	1 126,1
Éducation postsecondaire	811,9	739,3	906,0	619,5	736,3	668,2	756,8
Services particuliers de recyclage	43,1	28,7	21,2	123,1	129,9	54,9	55,7
Autre éducation	22,5	57,4	51,9	15,9	5,1	11,4	25,3
Conservation des ressources et développement de l'industrie	318,8	710,5	325,3	348,2	402,5	136,6	344,9
Environnement	185,6	143,5	196,0	259,5	181,0	282,4	215,1
Loisirs et culture	189,4	193,8	154,7	169,4	261,7	194,2	205,5
Travail, emploi et immigration	30,0	35,9	14,8	51,6	67,8	8,3	21,8
Logement	86,3	28,7	63,6	60,9	85,8	134,5	66,2
Affaires extérieures et aide internationale	..	..	..	..	..	..	..
Planification et aménagement des régions	46,9	35,9	35,0	56,9	59,3	22,1	42,7
Établissements de recherche	..	..	..	..	23,8	3,1	0,9
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	9,4	21,5	..	..	81,5	0,0	0,0
Service de la dette	1 209,4	825,4	1 206,9	1 284,1	968,1	849,1	1 497,2
Autres dépenses	..	..	0,0	1,3	0,4	4,2	4,4
Total des dépenses	9 546,1	8 677,2	8 090,0	8 577,0	9 743,8	8 251,1	9 335,6
Population au 31 mars	533 305	139 330	943 756	755 391	7 435 504	11 964 104	1 148 181

Tableau 1.4

Dépenses consolidées par habitant des administrations publiques provinciales, territoriales et locales, exercice financier 2001-2002^P
(Système de gestion financière) - Fin

	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Total Canada
	Dollars						
Services généraux de l'administration publique	280,0	288,4	192,4	2 092,9	2 549,4	3 886,9	277,4
Protection de la personne et de la propriété	511,6	444,9	494,3	1 694,2	2 112,4	1 484,1	483,3
Transports et communication	678,2	729,4	534,8	4 219,0	2 913,6	1 378,1	510,5
Santé	2 340,3	2 416,4	2 616,2	2 790,5	5 681,5	5 300,4	2 412,8
Soins hospitaliers	768,9	754,7	883,1	1 129,5	1 553,9	2 049,5	892,0
Soins médicaux	893,1	852,9	1 156,8	764,1	1 626,8	1 731,4	1 006,2
Soins préventifs	12,8	79,7	152,9	232,5	849,8	565,4	94,0
Autres services de santé	664,4	728,4	423,2	631,2	1 626,8	883,4	420,5
Services sociaux	1 147,5	891,1	1 147,6	2 524,7	2 865,1	2 190,8	1 340,2
Assistance sociale	350,9	304,6	491,4	299,0	582,7	848,1	521,1
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	147,9	134,5	229,8	332,2	461,3	0,0	172,5
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	88,7	..	..	..	0,0	..	153,1
Prestations aux anciens combattants	..	..	..	..	..	..	..
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	..	..	..	..	..	..	17,0
Autres services sociaux	558,0	452,0	426,1	1 860,3	1 821,0	1 307,4	476,4
Éducation	2 087,9	2 404,7	1 847,2	3 787,1	4 783,2	6 148,4	1 960,9
Éducation élémentaire et secondaire	1 203,7	1 401,8	1 028,4	2 391,9	3 156,4	4 204,9	1 134,8
Éducation postsecondaire	794,6	866,2	753,7	1 029,8	1 092,6	1 236,7	731,7
Services particuliers de recyclage	58,2	124,8	42,5	33,2	267,1	353,4	79,2
Autre éducation	29,6	11,7	22,3	299,0	242,8	318,0	15,2
Conservation des ressources et développement de l'industrie	655,6	559,3	373,5	1 428,5	2 282,3	2 367,5	320,1
Environnement	234,6	296,8	276,2	531,5	825,5	1 236,7	251,4
Loisirs et culture	238,6	300,7	315,0	1 328,8	607,0	812,7	239,1
Travail, emploi et immigration	16,8	20,1	16,5	..	48,6	106,0	27,5
Logement	143,9	52,8	31,8	498,3	2 063,8	3 604,2	100,1
Affaires extérieurs et aide internationale	..	..	..	..	..	..	..
Planification et aménagement des régions	53,2	59,3	49,3	199,3	655,6	1 625,4	44,4
Établissements de recherche	7,9	35,6	3,2	..	..	..	11,1
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	0,0	9,7	..	..	0,0	..	20,7
Service de la dette	1 006,5	561,6	861,7	99,7	412,8	812,7	905,8
Autres dépenses	..	716,5	27,7	166,1	..	0,0	76,6
Total des dépenses	9 409,5	9 789,6	8 789,4	21 626,5	27 946,4	31 130,7	8 982,2
Population au 31 mars	1 014 403	3 086 034	4 120 891	30 102	41 186	28 300	31 240 487

Tableau 1.5

Recettes, dépenses et surplus (déficit) totaux de l'administration publique générale fédérale, exercices financiers 1991-1992 à 2001-2002 (Système de gestion financière)

Exercice financier	Total des recettes	Total des dépenses	Surplus (déficit)	Dépenses de programmes	Service de la dette	Dépenses de programmes en pourcentage des recettes
Canada						
	Millions de dollars					Pourcentage
1991/1992	130 101	168 718	(38 617)	127 579	41 139	98,1
1992/1993	130 873	171 474	(40 602)	132 182	39 292	101,0
1993/1994	129 277	169 709	(40 432)	131 810	37 899	102,0
1994/1995	136 648	173 383	(36 736)	131 456	41 927	96,2
1995/1996	142 553	175 765	(33 211)	129 073	46 692	90,5
1996/1997	152 541	166 041	(13 499)	121 125	44 916	79,4
1997/1998	165 179	160 672	4 507	117 229	43 443	71,0
1998/1999	169 379	166 593	2 786	122 626	43 967	72,4
1999/2000	179 950	173 042	6 907	128 903	44 139	71,6
2000/2001 ^f	193 722	184 033	9 689	138 383	45 650	71,4
2001/2002 ^p	190 265	181 910	8 354	141 423	40 487	74,3
Par habitant¹						
	Dollars					
1991/1992	4 616	5 986	(1 370)	4 527	1 460	...
1992/1993	4 584	6 006	(1 422)	4 630	1 376	...
1993/1994	4 479	5 879	(1 401)	4 566	1 313	...
1994/1995	4 681	5 940	(1 258)	4 503	1 436	...
1995/1996	4 831	5 956	(1 125)	4 374	1 582	...
1996/1997	5 116	5 568	(453)	4 062	1 506	...
1997/1998	5 485	5 336	150	3 893	1 443	...
1998/1999	5 580	5 488	92	4 040	1 448	...
1999/2000	5 875	5 650	226	4 208	1 441	...
2000/2001 ^f	6 265	5 952	313	4 475	1 476	...
2001/2002 ^p	6 090	5 823	267	4 527	1 296	...
Taux de variation par habitant par rapport à l'année précédente						
	Pourcentage					
1992/1993	(0,7)	0,3	3,8	2,3	(5,7)	...
1993/1994	(2,3)	(2,1)	(1,5)	(1,4)	(4,6)	...
1994/1995	4,5	1,0	(10,2)	(1,4)	9,4	...
1995/1996	3,2	0,3	(10,6)	(2,9)	10,2	...
1996/1997	5,9	(6,5)	(59,8)	(7,1)	(4,8)	...
1997/1998	7,2	(4,2)	(133,1)	(4,2)	(4,2)	...
1998/1999	1,7	2,9	(38,7)	3,8	0,4	...
1999/2000	5,3	2,9	145,7	4,2	(0,5)	...
2000/2001 ^f	6,6	5,3	39,0	6,3	2,4	...
2001/2002 ^p	(2,8)	(2,2)	(14,7)	1,2	(12,2)	...

¹ Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.6

Dette nette, dette nette par habitant et dette nette en pourcentage du PIB de l'administration publique générale fédérale, au 31 mars des années 1992 à 2002
(Système de gestion financière)

Année	Total de l'actif financier	Total du passif	Dette nette
Millions de dollars			
Dette nette			
1992	47 422	476 104	(428 682)
1993	43 296	514 357	(471 061)
1994	44 385	557 604	(513 219)
1995	45 192	595 877	(550 685)
1996	56 221	634 939	(578 718)
1997	62 722	651 124	(588 402)
1998	64 144	645 725	(581 581)
1999	73 921	648 389	(574 468)
2000	86 479	648 212	(561 733)
2001	99 600	644 900	(545 300)
2002	105 836	640 526	(534 690)
Dollars			
Dette nette par habitant¹			
1992	...	...	(15 211)
1993	...	...	(16 500)
1994	...	...	(17 779)
1995	...	...	(18 865)
1996	...	...	(19 611)
1997	...	...	(19 733)
1998	...	...	(19 314)
1999	...	...	(18 925)
2000	...	...	(18 340)
2001	...	...	(17 635)
2002	...	...	(17 115)
Pourcentage			
Dette nette en pourcentage du PIB			
1992	...	...	61,9
1993	...	...	65,9
1994	...	...	68,4
1995	...	...	68,7
1996	...	...	70,6
1997	...	...	67,8
1998	...	...	64,1
1999	...	...	60,5
2000	...	...	54,2
2001	...	...	49,5
2002	...	...	48,3

¹ Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.7

Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales¹, par province et territoire, exercice financier 2001-2002² (Système de gestion financière)

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Millions de dollars							
Recettes de sources propres	2 539	610	3 989	3 569	46 161	63 824	6 232
Impôts sur le revenu	678	178	1 463	1 092	19 492	25 902	2 037
Taxes à la consommation	920	243	1 525	1 102	11 844	21 068	1 819
Impôts fonciers et impôts connexes	7	49	56	321	2 002	2 076	348
Autres impôts ²	177	25	129	115	6 010	5 432	431
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	..	..	9	..	554	..	..
Contributions aux régimes de sécurité sociale	130	18	160	105	1 594	2 933	140
Vente de biens et services	170	48	244	153	1 513	3 528	173
Revenus de placements	447	44	396	665	2 988	2 780	1 271
Autres recettes de sources propres	8	..	4	13	160	102	10
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique ³	1 543	370	1 930	1 774	7 200	6 070	2 086
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique ³	179	45	169	239	1 756	1 118	245
Total des recettes	4 262	1 025	6 089	5 583	55 118	71 013	8 564
Services généraux de l'administration publique	73	53	57	83	1 361	1 072	176
Protection de la personne et de la propriété	171	34	252	156	1 922	3 017	319
Transports et communications	341	89	229	410	1 987	2 115	258
Santé	1 252	282	1 855	1 549	16 140	24 988	2 499
Services sociaux	574	86	728	631	9 930	11 648	1 314
Éducation	829	215	1 213	1 285	11 467	12 726	1 552
Conservation des ressources et développement							
de l'industrie	167	98	299	248	2 730	1 285	369
Environnement	47	13	32	38	404	362	49
Loisirs et culture	43	16	54	48	777	348	120
Travail, emploi et immigration	16	5	14	39	542	99	25
Logement	44	4	58	44	465	1 095	70
Affaires extérieures et aide internationale	..	..	..	..	..	..	..
Planification et aménagement des régions	20	4	20	31	316	265	42
Établissements de recherche	..	..	..	..	177	37	1
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	39	5	40	109	606	172	94
Service de la dette	626	113	1 101	965	8 539	9 390	1 546
Autres dépenses	..	..	..	..	..	..	..
Total des dépenses	4 248	1 023	5 957	5 644	57 367	68 626	8 441
Surplus (déficit)	13	2	132	(60)	(2 249)	2 386	123

¹ La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables.

² Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

³ En 1996-1997, les transferts à des fins spécifiques aux provinces et territoires relevant du Financement de programmes établis (FPE) et de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) ont été combinés en un transfert global (transferts à des fins générales) désigné sous le nom de Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et territoires peuvent affecter les crédits reçus selon leurs propres priorités.

Tableau 1.7

Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales¹, par province et territoire, exercice financier 2001-2002² (Système de gestion financière) - Fin

	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Canada
Millions de dollars							
Recettes de sources propres	5 618	19 948	23 472	116	648	83	176 815
Impôts sur le revenu	1 433	6 469	6 999	38	534	16	66 339
Taxes à la consommation	1 662	2 630	6 127	20	44	11	49 021
Impôts fonciers et impôts connexes	371	1 079	2 121	2	9	3	8 450
Autres impôts ²	359	898	602	5	9	2	14 199
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	..	728	947	..	..	..	2 239
Contributions aux régimes de sécurité sociale	112	433	820	5	14	6	6 473
Vente de biens et services	317	379	665	11	18	38	7 262
Revenus de placements	1 339	7 289	5 032	32	17	4	22 311
Autres recettes de sources propres	21	40	155	0	..	..	518
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique ³	1 125	1 624	2 674	364	353	560	27 677
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique ³	288	564	474	80	88	135	5 385
Total des recettes	7 031	22 138	26 620	561	1 090	778	209 878
Services généraux de l'administration publique	141	300	287	53	90	91	3 843
Protection de la personne et de la propriété	316	680	1 047	45	90	38	8 093
Transports et communications	327	1 300	1 362	114	98	27	8 660
Santé	1 931	6 695	9 695	80	211	127	67 312
Services sociaux	1 199	2 667	4 754	77	105	63	33 784
Éducation	1 122	6 029	6 006	104	175	171	42 900
Conservation des ressources et développement de l'industrie	623	1 614	1 470	43	92	67	9 111
Environnement	67	283	127	4	9	5	1 446
Loisirs et culture	88	282	273	31	10	12	2 108
Travail, emploi et immigration	17	62	68	..	2	3	898
Logement	142	137	101	15	81	87	2 348
Affaires extérieures et aide internationale	..	..	..	..	..	..	..
Planification et aménagement des régions	46	37	89	6	22	47	950
Établissements de recherche	8	110	13	..	..	..	347
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	71	90	28	20	48	11	1 337
Service de la dette	994	1 290	3 186	3	15	22	27 794
Autres dépenses	..	2 210	..	..	..	..	2 210
Total des dépenses	7 098	23 792	28 513	600	1 055	778	213 148
Surplus (déficit)	(66)	(1 653)	(1 892)	(39)	35	0	(3 269)

¹ La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables.

² Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

³ En 1996-1997, les transferts à des fins spécifiques aux provinces et territoires relevant du Financement de programmes établis (FPE) et de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) ont été combinés en un transfert global (transferts à des fins générales) désigné sous le nom de Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et territoires peuvent affecter les crédits reçus selon leurs propres priorités.

Tableau 1.8

Surplus (déficit) et surplus (déficit) par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire, exercices financiers 1991-1992 à 2001-2002 (Système de gestion financière)

Exercice financier	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Millions de dollars							
Surplus (déficit)							
1991/1992	(241)	(57)	(399)	(390)	(4 925)	(10 742)	(333)
1992/1993	(314)	(82)	(910)	(249)	(5 811)	(12 145)	(518)
1993/1994	(139)	(247)	(517)	(256)	(5 663)	(10 535)	(450)
1994/1995	(20)	9	(142)	(160)	(6 348)	(9 048)	129
1995/1996	30	(3)	(156)	(56)	(3 791)	(7 278)	281
1996/1997	(14)	(41)	106	57	(3 792)	(4 831)	90
1997/1998	383	(28)	142	23	(2 534)	(3 464)	127
1998/1999	101	5	49	121	410	(4 505)	110
1999/2000	77	25	(93)	(334)	(1 293)	1 306	(4)
2000/2001 ¹	76	2	143	(194)	914	1 792	382
2001/2002 ²	13	2	132	(60)	(2 249)	2 386	123
Dollars							

Surplus (déficit) par habitant²

1991/1992	(416)	(436)	(435)	(522)	(695)	(1 024)	(300)
1992/1993	(540)	(623)	(987)	(333)	(813)	(1 142)	(465)
1993/1994	(241)	(1 858)	(559)	(341)	(788)	(980)	(402)
1994/1995	(35)	67	(153)	(213)	(879)	(831)	115
1995/1996	53	(22)	(168)	(74)	(522)	(660)	248
1996/1997	(25)	(300)	114	76	(520)	(433)	79
1997/1998	696	(205)	152	30	(347)	(306)	112
1998/1999	186	36	52	161	56	(394)	97
1999/2000	142	181	(99)	(442)	(176)	113	(3)
2000/2001 ¹	142	14	152	(257)	124	152	333
2001/2002 ²	24	14	140	(79)	(302)	199	107

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.8
Surplus (déficit) et surplus (déficit) par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire, exercices financiers 1991-1992 à 2001-2002 (Système de gestion financière) - Fin

Exercice financier	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest ¹	Nunavut	Canada
Millions of dollars							
Surplus (déficit)							
1991/1992	(1 847)	(2 096)	(1 894)	(18)	1		(22 943)
1992/1993	(162)	(3 147)	(1 504)	(21)	24		(24 839)
1993/1994	(883)	(1 267)	(187)	28	(32)		(20 149)
1994/1995	120	857	(68)	27	(14)		(14 658)
1995/1996	78	1 149	50	24	(14)		(9 686)
1996/1997	356	2 530	(360)	2	4		(5 893)
1997/1998	289	2 764	(101)	6	46		(2 344)
1998/1999	256	1 134	(9 634)	60	(24)		(11 914)
1999/2000	165	2 585	(1 254)	1	(56)	26	1 151
2000/2001 ^r	1 122	6 928	672	36	73	(11)	11 940
2001/2002 ^p	(66)	(1 653)	(1 892)	(39)	35	0	(3 269)
Dollars							
Surplus (déficit) par habitant²							
1991/1992	(1 845)	(802)	(553)	(613)	16	...	(814)
1992/1993	(161)	(1 186)	(427)	(696)	382	...	(870)
1993/1994	(876)	(471)	(52)	933	(497)	...	(698)
1994/1995	119	315	(18)	891	(212)	...	(502)
1995/1996	77	416	13	762	(209)	...	(328)
1996/1997	349	902	(92)	62	59	...	(198)
1997/1998	282	964	(25)	188	681	...	(78)
1998/1999	249	387	(2 402)	1 932	(355)	...	(392)
1999/2000	161	868	(310)	33	(1 367)	957	38
2000/2001 ^r	1 101	2 285	165	1 190	1 780	(396)	386
2001/2002 ^p	(65)	(536)	(459)	(1 296)	850	0	(105)

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.9

Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, au 31 mars des années 1992 à 2001 (Système de gestion financière)

Année	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Millions de dollars							
Dette nette							
1992	(5 639)	(700)	(5 431)	(5 010)	(52 011)	(51 261)	(7 115)
1993	(6 804)	(760)	(6 884)	(5 329)	(59 941)	(63 797)	(8 137)
1994	(7 401)	(921)	(8 381)	(5 711)	(68 112)	(77 052)	(9 266)
1995	(7 910)	(1 078)	(9 419)	(5 937)	(77 005)	(86 045)	(9 281)
1996	(7 888)	(1 045)	(8 917)	(5 743)	(80 312)	(97 016)	(8 918)
1997	(7 780)	(1 021)	(8 627)	(5 570)	(84 976)	(104 163)	(8 571)
1998	(7 651)	(1 045)	(8 616)	(5 694)	(87 587)	(108 137)	(8 622)
1999	(8 150)	(1 003)	(9 158)	(5 546)	(91 148)	(108 761)	(9 112)
2000	(8 389)	(1 034)	(10 158)	(6 393)	(90 161)	(107 409)	(9 050)
2001	(8 702)	(1 021)	(11 051)	(6 151)	(88 122)	(103 140)	(9 277)
Dollars							
Dette nette par habitant²							
1992	(9 732)	(5 360)	(5 920)	(6 709)	(7 343)	(4 888)	(6 408)
1993	(11 711)	(5 772)	(7 466)	(7 120)	(8 391)	(6 001)	(7 299)
1994	(12 818)	(6 927)	(9 055)	(7 612)	(9 473)	(7 167)	(8 273)
1995	(13 852)	(8 022)	(10 160)	(7 899)	(10 658)	(7 902)	(8 244)
1996	(13 978)	(7 710)	(9 592)	(7 634)	(11 064)	(8 796)	(7 887)
1997	(13 957)	(7 478)	(9 243)	(7 392)	(11 657)	(9 330)	(7 550)
1998	(13 909)	(7 635)	(9 208)	(7 550)	(11 977)	(9 560)	(7 589)
1999	(15 009)	(7 306)	(9 769)	(7 361)	(12 423)	(9 508)	(7 999)
2000	(15 521)	(7 487)	(10 773)	(8 454)	(12 241)	(9 264)	(7 912)
2001	(16 225)	(7 375)	(11 719)	(8 143)	(11 915)	(8 758)	(8 088)
Pourcentage							
Taux de variation de la dette nette par habitant par rapport à l'année précédente							
1993	20,3	7,7	26,1	6,1	14,3	22,8	13,9
1994	9,4	20,0	21,3	6,9	12,9	19,4	13,3
1995	8,1	15,8	12,2	3,8	12,5	10,2	(0,3)
1996	0,9	(3,9)	(5,6)	(3,4)	3,8	11,3	(4,3)
1997	(0,2)	(3,0)	(3,6)	(3,2)	5,4	6,1	(4,3)
1998	(0,3)	2,1	(0,4)	2,1	2,7	2,5	0,5
1999	7,9	(4,3)	6,1	(2,5)	3,7	(0,5)	5,4
2000	3,4	2,5	10,3	14,9	(1,5)	(2,6)	(1,1)
2001	4,5	(1,5)	8,8	(3,7)	(2,7)	(5,5)	2,2

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.9

Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, au 31 mars des années 1992 à 2001 (Système de gestion financière) - Fin

Année	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest ¹	Nunavut	Canada
Millions de dollars							
Dette nette							
1992	(8 647)	(4 152)	(3 308)	128	81		(143 065)
1993	(9 391)	(7 646)	(5 178)	78	98		(173 691)
1994	(10 974)	(9 346)	(5 464)	105	77		(202 446)
1995	(11 083)	(8 513)	(7 980)	151	59		(224 041)
1996	(11 046)	(7 084)	(8 166)	186	53		(235 896)
1997	(9 776)	(4 022)	(7 510)	191	79		(241 746)
1998	(9 890)	(1 603)	(6 556)	198	(20)		(245 223)
1999	(10 017)	(391)	(15 162)	238	(61)		(258 271)
2000	(10 037)	2 504	(16 123)	231	136	(283)	(256 166)
2001	(9 147)	9 983	(15 448)	278	227	(242)	(241 813)
Dollars							
Dette nette par habitant²							
1992	(8 637)	(1 589)	(966)	4 362	1 314	...	(5 076)
1993	(9 358)	(2 881)	(1 469)	2 584	1 559	...	(6 084)
1994	(10 890)	(3 478)	(1 506)	3 500	1 195	...	(7 013)
1995	(10 953)	(3 129)	(2 135)	4 984	894	...	(7 675)
1996	(10 869)	(2 567)	(2 130)	5 907	791	...	(7 994)
1997	(9 579)	(1 434)	(1 914)	5 946	1 171	...	(8 107)
1998	(9 665)	(559)	(1 645)	6 204	(296)	...	(8 144)
1999	(9 762)	(133)	(3 780)	7 662	(903)	...	(8 508)
2000	(9 803)	840	(3 986)	7 525	3 319	(10 417)	(8 363)
2001	(8 972)	3 292	(3 789)	9 192	5 534	(8 706)	(7 820)
Pourcentage							
Taux de variation de la dette nette par habitant par rapport à l'année précédente							
1993	8,3	81,3	52,0	(40,8)	18,6	...	19,9
1994	16,4	20,7	2,5	35,5	(23,4)	...	15,3
1995	0,6	(10,0)	41,8	42,4	(25,2)	...	9,4
1996	(0,8)	(17,9)	(0,3)	18,5	(11,5)	...	4,2
1997	(11,9)	(44,2)	(10,1)	0,7	48,0	...	1,4
1998	0,9	(61,0)	(14,0)	4,3	(125,3)	...	0,4
1999	1,0	(76,2)	129,8	23,5	205,1	...	4,5
2000	0,4	(730,3)	5,4	(1,8)	(467,5)	...	(1,7)
2001	(8,5)	291,8	(4,9)	22,2	66,7	(16,4)	(6,5)

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.10

Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales, par province et territoire, exercice financier 2001^P
(Système de gestion financière)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Milliers de dollars							
Recettes de sources propres	279 126	56 393	924 023	522 797	8 200 264	18 069 573	1 048 230
Impôts fonciers et impôts connexes	204 020	37 864	724 740	349 778	6 168 165	10 992 801	601 492
Taxes à la consommation	426	..	..	..	..	..	18 254
Autres impôts	3 678	339	1 258	3 229	28 013	295 785	13 864
Vente de biens et services	61 655	16 347	161 075	160 687	1 587 604	5 447 965	301 591
Revenus de placements	7 037	951	34 956	6 119	192 089	946 720	103 083
Autres recettes de sources propres	2 310	892	1 994	2 984	224 393	386 302	9 946
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	23 767	2 007	26 306	78 783	180 947	527 205	101 885
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	72 859	2 336	32 768	33 070	1 207 111	4 175 533	136 631
Total des recettes	375 752	60 736	983 097	634 650	9 588 322	22 772 311	1 286 746
Services généraux de l'administration publique	66 227	6 777	104 070	72 531	1 216 536	2 065 567	171 674
Protection de la personne et de la propriété	19 339	12 170	200 756	137 461	1 662 639	3 098 692	246 478
Transports et communications	117 201	11 306	169 288	132 126	2 701 848	4 205 565	293 088
Santé	323	73	1 317	2 920	22 261	816 529	27 332
Services sociaux	728	1	44 805	..	138 118	5 730 487	3 772
Éducation	246	..	142 137	102	13 943	1 656	3
Conservation des ressources et développement de l'industrie	2 899	868	8 412	15 703	280 542	372 634	29 861
Environnement	90 347	6 672	168 245	165 741	1 193 941	3 078 134	218 308
Loisirs et culture	59 234	11 522	107 119	82 923	1 231 064	2 019 495	118 224
Logement	2 343	..	2 264	2 277	287 410	1 166 862	5 224
Planification et aménagement des régions	4 963	1 220	15 271	12 970	249 159	29 483	28 356
Service de la dette	45 279	1 945	36 630	27 397	938 989	534 601	106 580
Autres dépenses	135	1	35	1 611	3 520	49 594	5 261
Total des dépenses	409 264	52 555	1 000 349	653 762	9 939 970	23 169 299	1 254 161
Surplus (déficit)	(33 512)	8 181	(17 252)	(19 112)	(351 648)	(396 988)	32 585

Tableau 1.10

Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales, par province et territoire, exercice financier 2001^P
(Système de gestion financière) - Fin

	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Canada
Milliers de dollars							
Recettes de sources propres	955 254	4 473 850	4 392 864	34 291	63 795	40 164	39 060 624
Impôts fonciers et impôts connexes	586 529	2 363 437	2 473 711	21 117	26 387	5 733	24 555 774
Taxes à la consommation	39 313	..	11 425	..	..	..	69 418
Autres impôts	9 167	87 465	113 649	844	732	384	558 407
Vente de biens et services	262 105	1 388 283	1 366 292	9 630	29 971	32 513	10 825 718
Revenus de placements	47 243	547 469	399 264	2 408	6 177	1 358	2 294 874
Autres recettes de sources propres	10 897	87 196	28 523	292	528	176	756 433
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	49 625	46 509	50 217	8 883	15 612	18 142	1 129 888
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	74 979	799 893	221 697	5 395	42 896	61 308	6 866 476
Total des recettes	1 079 858	5 320 252	4 664 778	48 569	122 303	119 614	47 056 988
Services généraux de l'administration publique	143 591	589 595	525 540	10 287	15 581	20 203	5 008 179
Protection de la personne et de la propriété	204 851	693 477	991 676	5 425	5 138	4 264	7 282 366
Transports et communications	368 666	1 371 219	866 666	13 790	22 115	33 259	10 306 137
Santé	7 155	75 379	95 195	123	10 872	1 715	1 061 194
Services sociaux	6 292	75 229	12 759	..	3 169	4 223	6 019 583
Éducation	255	12 119	802	372	..	..	171 635
Conservation des ressources et développement de l'industrie	42 351	163 809	72 762	871	2 723	278	993 713
Environnement	178 941	670 530	1 075 733	12 281	25 048	50 186	6 934 107
Loisirs et culture	165 144	665 548	1 030 043	9 988	15 117	14 237	5 529 658
Logement	4 475	32 033	30 556	21	4 397	20 563	1 558 425
Planification et aménagement des régions	19 170	146 818	119 287	1 586	6 133	2 520	636 936
Service de la dette	19 242	342 083	332 474	599	1 794	471	2 388 084
Autres dépenses	847	355	114 129	154	59	582	176 283
Total des dépenses	1 160 980	4 838 194	5 267 622	55 497	112 146	152 501	48 066 300
Surplus (déficit)	(81 122)	482 058	(602 844)	(6 928)	10 157	(32 887)	(1 009 312)

Tableau 1.11

Surplus (déficit) et surplus (déficit) par habitant des administrations publiques générales locales, par province et territoire, exercices financiers 1991 à 2001 (Système de gestion financière)

Exercice financier	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Millions de dollars							
Surplus (déficit)							
1991	(44,1)	3,9	(47,8)	(17,8)	(862,5)	(653,8)	(5,9)
1992	(52,5)	2,8	(36,1)	(2,1)	(584,8)	(387,5)	32,7
1993	(26,4)	5,9	(52,1)	(7,0)	(429,1)	(410,5)	44,0
1994	(2,0)	3,7	(58,6)	4,1	(363,8)	(80,0)	79,4
1995	12,8	2,9	(19,0)	(13,7)	(384,9)	(33,3)	(61,5)
1996	30,2	7,2	(16,1)	(31,9)	(340,5)	(31,0)	12,4
1997	17,3	5,6	(76,3)	(29,0)	(156,7)	(177,6)	64,2
1998	43,3	4,9	(40,8)	(27,5)	338,6	1 470,9	92,8
1999 ^f	41,2	7,0	41,4	(11,6)	546,2	1 333,0	77,3
2000 ^p	(15,1)	8,5	(6,3)	(20,7)	894,6	494,1	49,0
2001 ^p	(33,5)	8,2	(17,3)	(19,1)	(351,6)	(397,0)	32,6
Dollars							
Surplus (déficit) par habitant²							
1991	(76)	30	(52)	(24)	(123)	(63)	(5)
1992	(91)	21	(39)	(3)	(83)	(37)	29
1993	(45)	45	(57)	(9)	(60)	(39)	39
1994	(3)	28	(63)	5	(51)	(7)	71
1995	22	22	(21)	(18)	(53)	(3)	(55)
1996	53	53	(17)	(42)	(47)	(3)	11
1997	31	41	(82)	(38)	(21)	(16)	57
1998	79	36	(44)	(36)	46	130	82
1999 ^f	76	51	44	(15)	74	117	68
2000 ^p	(28)	62	(7)	(27)	121	43	43
2001 ^p	(62)	59	(18)	(25)	(48)	(34)	28

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.11

Surplus (déficit) et surplus (déficit) par habitant des administrations publiques générales locales, par province et territoire, exercices financiers 1991 à 2001 (Système de gestion financière) - Fin

Exercice financier	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest ¹	Nunavut	Canada
Millions of dollars							
Surplus (déficit)							
1991	5,3	(52,1)	(61,5)	(1,8)	(2,1)		(1 740,2)
1992	2,0	50,8	(99,1)	(3,3)	1,9		(1 075,1)
1993	17,6	(305,2)	(101,5)	2,3	(2,2)		(1 264,2)
1994	(18,3)	184,2	(290,1)	(4,1)	4,5		(541,0)
1995	(111,4)	566,4	(243,5)	(5,2)	1,8		(288,5)
1996	(30,9)	457,9	(248,8)	(2,2)	2,6		(191,3)
1997	(45,2)	423,1	(197,7)	(0,2)	(2,8)		(175,3)
1998	(30,6)	563,7	(344,0)	3,4	7,0		2 081,7
1999 ^f	(37,8)	523,9	1 497,2	3,6	7,9	(13,9)	4 015,5
2000 ^p	(59,2)	475,7	(446,4)	(3,7)	19,4	(14,4)	1 375,5
2001 ^p	(81,1)	482,1	(602,8)	(6,9)	10,2	(32,9)	(1 009,3)
Dollars							
Surplus (déficit) par habitant²							
1991	5	(20)	(18)	(65)	(35)	...	(62)
1992	2	19	(29)	(112)	31	...	(38)
1993	18	(115)	(29)	77	(35)	...	(44)
1994	(18)	69	(80)	(136)	70	...	(19)
1995	(110)	208	(65)	(173)	28	...	(10)
1996	(30)	166	(65)	(71)	39	...	(6)
1997	(44)	151	(50)	(5)	(42)	...	(6)
1998	(30)	197	(86)	105	103	...	69
1999 ^f	(37)	179	373	115	194	(521)	132
2000 ^p	(58)	160	(110)	(122)	474	(530)	45
2001 ^p	(80)	159	(148)	(229)	248	(1 183)	(33)

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.12

**Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques locales, au 31 décembre des années 1990 à 1999
(Système de gestion financière)**

Année	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Millions de dollars							
Dette nette							
1990	(583)	(81)	(432)	(324)	(13 848)	(241)	(751)
1991	(634)	(97)	(434)	(332)	(13 999)	(1 046)	(751)
1992	(657)	(115)	(435)	(326)	(14 214)	(1 287)	(778)
1993	(676)	(126)	(202)	(326)	(14 593)	(1 782)	(820)
1994	(680)	(126)	(220)	(329)	(14 643)	(1 619)	(788)
1995	(648)	(34)	(205)	(332)	(14 577)	(1 444)	(818)
1996	(675)	(38)	(275)	(356)	(14 936)	(1 531)	(828)
1997	(681)	(37)	(366)	(373)	(15 187)	(1 251)	(765)
1998	(731)	(33)	(417)	(380)	(14 568)	(141)	(671)
1999	(731)	(43)	(360)	(357)	(12 749)	65	(471)
Dollars							
Dette nette par habitant²							
1990	(1 011)	(622)	(476)	(439)	(1 989)	(24)	(681)
1991	(1 096)	(743)	(476)	(447)	(1 990)	(101)	(679)
1992	(1 134)	(881)	(474)	(437)	(2 007)	(123)	(701)
1993	(1 164)	(957)	(219)	(436)	(2 043)	(168)	(736)
1994	(1 178)	(948)	(238)	(439)	(2 036)	(151)	(704)
1995	(1 135)	(253)	(221)	(442)	(2 018)	(133)	(727)
1996	(1 196)	(280)	(296)	(473)	(2 058)	(139)	(732)
1997	(1 222)	(271)	(392)	(495)	(2 083)	(112)	(674)
1998	(1 329)	(241)	(446)	(504)	(1 992)	(12)	(591)
1999	(1 346)	(313)	(384)	(474)	(1 738)	6	(413)
Pourcentage							
Taux de variation de la dette nette par habitant par rapport à l'année précédente							
1991	8,4	19,6	(0,1)	1,7	0,1	327,1	(0,3)
1992	3,4	18,4	(0,3)	(2,3)	0,8	21,6	3,2
1993	2,6	8,7	(53,8)	(0,2)	1,8	36,6	5,0
1994	1,2	(1,0)	8,5	0,7	(0,3)	(10,2)	(4,4)
1995	(3,6)	(73,3)	(7,0)	0,7	(0,9)	(11,9)	3,3
1996	5,4	10,8	33,8	7,1	2,0	4,7	0,8
1997	2,1	(3,3)	32,6	4,6	1,3	(19,3)	(8,0)
1998	8,8	(11,0)	13,6	1,8	(4,4)	(88,9)	(12,4)
1999	1,3	29,9	(13,8)	(6,0)	(12,8)	(145,6)	(30,0)

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.12

**Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques locales, au 31 décembre des années 1990 à 1999
(Système de gestion financière) - Fin**

Exercice financier	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest ¹	Nunavut	Canada
Millions de dollars							
Dette nette							
1990	266	(2 774)	(2 113)	1	(29)		(20 909)
1991	334	(2 881)	(2 181)	2	(31)		(22 050)
1992	400	(2 558)	(2 450)	5	(29)		(22 444)
1993	451	(2 566)	(2 791)	13	(29)		(23 457)
1994	496	(2 297)	(2 649)	21	(22)		(22 856)
1995	506	(2 114)	(2 721)	19	(11)		(22 379)
1996	561	(648)	(2 248)	20	(16)		(20 970)
1997	636	(277)	(2 217)	18	(14)		(20 514)
1998	719	36	252	21	(8)		(15 921)
1999	707	(383)	1 851	27	(25)	7	(12 462)
Dollars							
Dette nette par habitant²							
1990	263	(1 101)	(650)	36	(502)	...	(761)
1991	333	(1 120)	(653)	71	(519)	...	(791)
1992	400	(979)	(716)	170	(471)	...	(796)
1993	449	(967)	(792)	431	(461)	...	(822)
1994	492	(855)	(730)	700	(341)	...	(792)
1995	500	(777)	(728)	627	(167)	...	(767)
1996	552	(235)	(586)	635	(239)	...	(711)
1997	623	(99)	(565)	560	(208)	...	(688)
1998	703	13	63	658	(118)	...	(529)
1999	689	(131)	461	869	(611)	263	(411)
Pourcentage							
Taux de variation de la dette nette par habitant par rapport à l'année précédente							
1991	26,6	1,8	0,4	95,4	3,4	...	4,0
1992	19,9	(12,6)	9,5	139,9	(9,4)	...	0,6
1993	12,5	(1,2)	10,6	152,7	(1,9)	...	3,2
1994	9,5	(11,6)	(7,8)	62,6	(26,0)	...	(3,6)
1995	1,6	(9,1)	(0,3)	(10,4)	(51,2)	...	(3,2)
1996	10,4	(69,8)	(19,5)	1,3	43,3	...	(7,3)
1997	12,9	(58,0)	(3,6)	(11,8)	(13,1)	...	(3,2)
1998	12,8	(112,7)	(111,2)	17,4	(43,0)	...	(23,1)
1999	(1,9)	(1 139,8)	629,8	32,1	415,9	...	(22,4)

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 2.0

**Recettes et dépenses consolidées¹ des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales²
(Système de gestion financière)**

	1997/1998	1998/1999	1999/2000 ^r	2000/2001 ^r	2001/2002 ^p
	Millions de dollars				
Recettes de sources propres	373 531	385 460	413 293	445 754	432 912
Impôts sur le revenu	160 203	164 592	177 830	189 993	185 085
Impôts sur le revenu des particuliers	123 029	127 763	138 194	142 475	141 798
Impôts sur le revenu des corporations ³	33 896	33 620	35 810	42 757	38 899
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	304	307	326	448	349
Impôts directs des non résidents	2 973	2 901	3 499	4 312	4 038
Autres impôts sur le revenu	..	..	..	..	..
Taxes à la consommation	73 065	76 696	80 007	87 096	89 030
Taxes générales de vente	44 619	47 566	51 368	55 517	56 644
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	5 800	6 234	6 189	6 201	6 841
Taxes sur les divertissements	485	626	630	590	577
Taxes sur les carburants	11 227	11 602	11 789	11 769	11 987
Droits de douane	2 765	2 359	2 104	2 807	2 979
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	2 726	2 806	2 746	3 512	3 159
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	3 730	4 174	4 072	5 502	5 456
Autres taxes à la consommation	1 708	1 325	1 107	1 195	1 383
Impôts fonciers et impôts connexes	38 545	38 556	40 106	40 859	40 941
Impôts fonciers	30 496	32 192	33 128	33 707	34 118
Impôts sur le capital	3 525	3 678	3 808	4 095	3 939
Autres impôts fonciers et impôts connexes	4 523	2 686	3 169	3 055	2 883
Autres impôts ⁴	13 333	14 054	14 319	15 123	15 241
Impôts sur la masse salariale	6 726	7 107	7 573	8 082	7 987
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles ⁴	2 411	2 645	2 688	2 687	2 711
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	445	391	511	672	606
Impôts divers	3 749	3 909	3 545	3 681	3 935
Primes d'assurance-maladie	1 699	2 017	1 949	2 178	2 239
Contributions aux régimes de sécurité sociale	29 359	30 424	29 977	30 445	29 759
Vente de biens et services ⁴	27 723	29 112	32 759	36 302	34 410
Revenus de placements	25 623	23 850	28 879	38 699	32 088
Autres recettes de sources propres	3 976	6 154	7 462	5 056	4 115
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	..	..	..	..	..
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	..	..	..	..	..
Total des recettes	373 531	385 460	413 293	445 754	432 912
Services généraux de l'administration publique	12 495	13 238	13 640	16 595	14 571
Protection de la personne et de la propriété	27 984	29 366	31 733	32 349	33 980
Transports et communication	17 061	17 822	18 464	16 965	17 877
Santé	56 761	59 377	64 789	72 789	76 937
Soins hospitaliers	21 127	19 874	21 611	26 560	27 878
Soins médicaux	23 762	25 603	27 304	30 025	31 752
Soins préventifs	2 289	2 484	2 574	3 110	3 432
Autres services de santé	9 582	11 415	13 300	13 093	13 874
Services sociaux	99 329	102 408	104 375	109 164	113 062
Assistance sociale	61 715	62 870	62 124	65 736	69 269
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	5 148	5 241	5 494	5 253	5 433
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	18 956	19 301	20 590	21 093	20 403
Prestations aux anciens combattants	1 936	2 002	2 095	2 127	2 244
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	453	463	457	470	530
Autres services sociaux	11 118	12 528	13 611	14 483	15 180
Éducation	55 389	57 970	59 104	61 306	64 136
Éducation élémentaire et secondaire	33 481	33 818	33 465	34 532	36 351
Éducation postsecondaire	19 008	20 530	22 205	23 140	24 111
Services particuliers de recyclage	1 907	2 664	2 520	2 769	2 783
Autre éducation	992	958	914	865	891
Conservation des ressources et développement de l'industrie	11 670	12 991	13 976	15 219	15 536
Environnement	8 703	8 566	8 690	9 064	9 223
Loisirs et culture	8 751	9 277	9 699	10 322	10 686
Travail, emploi et immigration	2 929	2 996	3 266	3 127	3 023
Logement	3 732	3 816	3 813	4 247	4 116
Affaires extérieures et aide internationale	3 675	4 034	4 256	4 452	4 257
Planification et aménagement des régions	1 561	1 687	1 772	1 662	1 796
Établissements de recherche	1 521	1 724	2 071	1 482	2 058
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	..	..	..	..	..
Service de la dette	59 960	60 825	60 173	62 433	56 654
Autres dépenses	1 166	1 333	239	2 546	2 394
Total des dépenses	372 695	387 438	400 069	423 730	430 313
Surplus (déficit)	835	(1 978)	13 224	22 024	2 599

¹ Le Régime des pensions du Canada (RPC) et le Régime des rentes du Québec (RRQ) ne sont pas inclus.

² La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables. Pour la même raison, les dépenses consolidées, rapportées pour ces fonctions et sous-fonctions pour les années antérieures à 1997-1998, ne sont pas comparables aux données de la période débutant en 1997-1998.

³ Les impôts sur le capital fédérale sont inclus dans les impôts sur le revenu des corporations.

⁴ Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

Tableau 2.1

Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales - TOTAL DU CANADA¹
(Système de gestion financière)

	1997/1998	1998/1999	1999/2000 ^r	2000/2001 ^r	2001/2002 ^p
	Millions de dollars				
Recettes de sources propres	205 338	211 782	228 834	249 032	240 033
Impôts sur le revenu	58 938	61 441	65 219	68 122	66 339
Impôts sur le revenu des particuliers	46 890	49 504	52 757	53 296	52 082
Impôts sur le revenu des corporations	11 744	11 629	12 136	14 377	13 907
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	304	307	326	448	349
Impôts directs des non résidents	..	..	..	..	..
Autres impôts sur le revenu	..	..	..	..	..
Taxes à la consommation	39 258	42 215	43 996	48 133	49 090
Taxes générales de vente	22 296	24 039	25 727	27 716	28 405
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	2 681	2 925	2 985	2 954	3 399
Taxes sur les divertissements	472	613	616	575	563
Taxes sur les carburants	6 601	6 860	7 002	6 962	7 132
Droits de douane	..	..	..	..	..
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	2 726	2 806	2 746	3 512	3 159
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	3 730	4 174	4 072	5 502	5 456
Autres taxes à la consommation	749	795	845	910	973
Impôts fonciers et impôts connexes	38 545	38 556	40 106	40 859	40 941
Impôts fonciers	30 496	32 192	33 128	33 707	34 118
Impôts sur le capital	3 525	3 678	3 808	4 095	3 939
Autres impôts fonciers et impôts connexes	4 523	2 686	3 169	3 055	2 883
Autres impôts ²	12 472	13 153	13 788	14 538	14 758
Impôts sur la masse salariale	6 726	7 107	7 573	8 082	7 987
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles ²	2 411	2 645	2 688	2 687	2 711
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	328	296	404	575	606
Impôts divers	3 005	3 104	3 121	3 193	3 452
Primes d'assurance-maladie	1 699	2 017	1 949	2 178	2 239
Contributions aux régimes de sécurité sociale	7 082	7 411	7 361	7 895	7 978
Vente de biens et services ²	24 138	25 441	28 928	32 278	30 560
Revenus de placements	20 913	18 301	22 604	31 238	25 406
Autres recettes de sources propres	2 288	3 247	4 885	3 788	2 719
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	21 151	23 381	25 520	26 809	27 661
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	5 348	6 508	7 001	7 350	7 155
Total des recettes	231 838	241 672	261 356	283 193	274 851
Services généraux de l'administration publique	6 709	7 241	8 040	8 107	8 666
Protection de la personne et de la propriété	13 118	13 800	14 122	14 476	15 099
Transports et communication	14 654	16 156	16 947	15 135	15 949
Santé	55 836	58 309	63 532	71 444	75 377
Soins hospitaliers	21 105	19 830	21 547	26 526	27 867
Soins médicaux	23 517	25 363	27 027	29 704	31 434
Soins préventifs	2 092	2 126	2 198	2 705	2 937
Autres services de santé	9 120	10 989	12 758	12 507	13 138
Services sociaux	36 920	38 152	38 380	40 599	41 868
Assistance sociale	16 446	16 270	15 672	16 090	16 279
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	5 053	5 138	5 392	5 206	5 390
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	4 062	3 830	4 217	4 496	4 784
Prestations aux anciens combattants	..	..	..	..	..
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	10 904	463	457	470	530
Autres services sociaux	453	12 449	12 640	14 335	14 884
Éducation	52 542	54 825	56 166	58 223	61 261
Éducation élémentaire et secondaire	32 732	33 030	32 633	33 592	35 453
Éducation postsecondaire	18 205	19 297	20 895	21 734	22 858
Services particuliers de recyclage	1 188	2 080	2 209	2 435	2 473
Autre éducation	416	416	428	460	476
Conservation des ressources et développement de l'industrie	7 185	8 562	9 394	9 750	9 999
Environnement	7 293	7 150	7 177	7 466	7 855
Loisirs et culture	5 972	6 253	6 662	7 101	7 470
Travail, emploi et immigration	902	759	849	793	860
Logement	2 768	2 789	2 724	3 285	3 127
Affaires extérieures et aide internationale	..	..	..	..	..
Planification et aménagement des régions	1 321	1 419	1 424	1 310	1 386
Établissements de recherche	241	229	250	343	347
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	733	539	608	582	646
Service de la dette	28 230	29 025	28 634	29 819	28 299
Autres dépenses	1 079	1 226	131	2 420	2 392
Total des dépenses	235 510	246 442	255 046	270 858	280 607
Surplus (déficit)	(3 671)	(4 770)	6 310	12 335	(5 755)

¹ La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables. Pour la même raison, les dépenses consolidées, rapportées pour ces fonctions et sous-fonctions pour les années antérieures à 1997-1998, ne sont pas comparables aux données de la période débutant en 1997-1998.

² Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

Tableau 2.2

**Recettes et dépenses de l'administration publique fédérale
(Système de gestion financière)**

	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001	2001/2002 ^P
	Millions de dollars				
Recettes de sources propres	167 690	172 092	183 077	196 628	193 057
Impôts sur le revenu	101 265	103 150	112 610	121 871	118 746
Impôts sur le revenu des particuliers	76 139	78 258	85 436	89 179	89 715
Impôts sur le revenu des corporations ¹	22 152	21 990	23 674	28 379	24 992
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	..	..	..	..	..
Impôts directs des non résidents	2 973	2 901	3 499	4 312	4 038
Autres impôts sur le revenu	..	..	..	..	..
Taxes à la consommation	33 806	34 480	36 011	38 963	39 939
Taxes générales de vente	22 323	23 526	25 640	27 801	28 238
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	3 119	3 309	3 203	3 247	3 441
Taxes sur les divertissements	13	13	14	14	13
Taxes sur les carburants	4 625	4 742	4 786	4 807	4 855
Droits de douane	2 765	2 359	2 104	2 807	2 979
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	..	..	..	..	..
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	..	..	..	..	..
Autres taxes à la consommation	959	529	261	284	410
Impôts fonciers et impôts connexes	..	..	..	..	..
Impôts fonciers	..	..	..	..	..
Impôts sur le capital	..	..	..	..	..
Autres impôts fonciers et impôts connexes	..	..	..	..	..
Autres impôts	861	900	530	585	482
Impôts sur la masse salariale	..	..	..	..	..
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles	..	..	..	..	..
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	116	94	106	96	0
Impôts divers	744	805	423	488	482
Primes d'assurance-maladie	..	..	..	..	..
Contributions aux régimes de sécurité sociale	22 277	23 013	22 616	22 549	21 780
Vente de biens et services	4 016	4 096	4 253	4 457	4 290
Revenus de placements	4 710	5 549	6 274	7 460	6 682
Autres recettes de sources propres	754	901	779	741	1 135
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	464	477	539	555	591
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	58	25	15	16	16
Total des recettes	168 214	172 595	183 632	197 200	193 665
Services généraux de l'administration publique	5 940	6 241	5 797	8 714	6 126
Protection de la personne et de la propriété	15 731	16 626	18 442	18 820	19 866
Transports et communication	3 191	1 989	1 719	1 978	2 077
Santé ²	1 327	1 509	1 729	2 939	2 154
Soins hospitaliers	26	49	67	1 069 ³	12
Soins médicaux	346	319	333	372	374
Soins préventifs	247	412	438	467	567
Autres services de santé	707	727	890	1 029	1 199
Services sociaux ²	63 201	64 697	66 700	68 693	71 326
Assistance sociale	46 012	47 013	47 135	49 747	53 094
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	94	103	102	46	43
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	14 894	15 471	16 373	16 596	15 619
Prestations aux anciens combattants	1 941	2 006	2 098	2 129	2 247
Autres services sociaux	258	103	991	171	321
Éducation ²	3 415	4 128	4 507	5 048	4 726
Éducation élémentaire et secondaire	855	889	941	1 001	959
Éducation postsecondaire	905	1 295	1 472	1 868	1 599
Services particuliers de recyclage	926	1 240	1 359	1 445	1 424
Autre éducation	728	702	733	732	742
Conservation des ressources et développement de l'industrie	5 170	5 139	5 531	6 308	6 494
Environnement	1 529	1 491	1 546	1 642	1 412
Loisirs et culture	2 796	3 033	3 044	3 243	3 238
Travail, emploi et immigration	2 209	2 550	2 776	2 688	2 517
Logement	1 862	1 865	1 927	1 885	1 911
Affaires extérieures et aide internationale	3 689	4 045	4 307	4 503	4 308
Planification et aménagement des régions	289	287	377	388	447
Établissements de recherche	1 329	1 545	1 871	1 900	2 421
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique ²	20 203	22 748	24 796	26 014	27 924
Service de la dette	31 730	31 799	31 539	32 614	28 354
Autres dépenses	87	107	108	126	2
Total des dépenses	163 706	169 808	176 724	187 511	185 311
Surplus (déficit)	4 507	2 786	6 907	9 689	8 354

¹ Les impôts sur le capital fédérale sont inclus dans les impôts sur le revenu des corporations.

² En 1996-1997, les transferts à des fins spécifiques aux provinces et territoires relevant du Financement de programmes établis (FPE) et de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) ont été combinés en un transfert global (transferts à des fins générales) désigné sous le nom de Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et territoires peuvent affecter les crédits reçus selon leurs propres priorités.

³ Le paiement de 1 milliard de dollars à la fiducie du Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS) pour l'achat et l'installation d'équipements médicaux est codé à la fonction « soins hospitaliers ».

Tableau 2.3

**Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale
(Système de gestion financière)**

	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001	2001/2002 ^P
	Millions de dollars				
Recettes de sources propres	164 656	168 877	179 395	193 150	189 657
Impôts sur le revenu	101 265	103 150	112 610	121 871	118 746
Impôts sur le revenu des particuliers	76 139	78 258	85 436	89 179	89 715
Impôts sur le revenu des corporations ¹	22 152	21 990	23 674	28 379	24 992
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	..	..	..	..	..
Impôts directs des non résidents	2 973	2 901	3 499	4 312	4 038
Autres impôts sur le revenu	..	..	..	..	..
Taxes à la consommation	33 806	34 480	36 011	38 963	39 939
Taxes générales de vente	22 323	23 526	25 640	27 801	28 238
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	3 119	3 309	3 203	3 247	3 441
Taxes d'accise sur la quantité d'alcool	..	..	..	..	..
Autres taxes sur les boissons alcooliques	1 070	1 079	1 092	1 089	1 150
Taxes sur le tabac	2 048	2 230	2 111	2 157	2 291
Taxes sur les divertissements	13	13	14	14	13
Taxes sur les paris aux hippodromes	13	13	14	14	13
Autres taxes sur les divertissements	..	..	..	..	..
Taxes sur les carburants	4 625	4 742	4 786	4 807	4 855
Droits de douane	2 765	2 359	2 104	2 807	2 979
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	..	..	..	..	..
Autres taxes à la consommation	959	529	261	284	410
Taxes de transport aérien	741	294	2	0	0
Diverses taxes à la consommation	217	235	258	284	410
Autres impôts	861	900	530	585	482
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	116	94	106	96	0
Impôts divers	744	805	423	488	482
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	..	..	..	..	..
Contributions aux régimes de sécurité sociale	19 242	19 798	18 933	19 075	18 380
Cotisations à l'assurance-emploi	19 151	19 704	18 839	18 987	18 295
Autres contributions aux régimes de sécurité sociale	91	94	94	87	85
Vente de biens et services	4 016	4 096	4 253	4 457	4 290
Revenus de placements	4 710	5 549	6 274	7 457	6 682
Redevances perçues sur les ressources naturelles	204	296	514	225	400
Redevances pétrolières et d'exploitation du gaz	11	20	73	124	117
Redevances forestières	..	..	..	..	..
Redevances minières	3	5	8	0	0
Redevances d'utilisation de l'eau	..	..	..	..	..
Autres redevances perçues sur les ressources naturelles	190	270	432	100	282
Profits commerciaux remis	1 511	1 959	2 028	2 261	1 928
Intérêts	2 868	3 014	3 428	4 520	3 764
Intérêts reçus des entreprises publiques propres	2 296	2 342	2 622	3 567	3 146
Autres intérêts	571	671	805	953	617
Autres revenus de placements	126	278	303	449	589
Autres recettes de sources propres	754	901	779	741	1 135
Autres amendes et pénalités	47	58	143	56	113
Transferts de nature capitale de sources propres	..	..	..	..	..
Autres dons	1	6	6	11	11
Diverses recettes de sources propres	704	836	629	673	1 010
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	464	477	539	555	591
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	58	25	15	16	16
Total des recettes	165 179	169 379	179 950	193 722	190 265
Services généraux de l'administration publique	5 940	6 241	5 797	8 714	6 126
Organismes exécutifs et organismes législatifs	593	509	462	678	565
Administration générale	4 762	5 068	4 592	4 955	4 905
Autres services généraux	584	663	742	3 080	654
Protection de la personne et de la propriété	15 731	16 626	18 442	18 820	19 866
Défense nationale	10 354	10 449	11 868	11 965	12 708
Cours de justice	255	291	308	318	401
Services correctionnels et de réadaptation	1 416	1 499	1 684	1 682	1 848
Services de police	2 221	2 227	2 361	2 605	2 816
Services de réglementation	327	676	766	746	699
Autres services de protection de la personne et de la propriété	1 156	1 482	1 452	1 502	1 391
Transports et communications	3 191	1 989	1 719	1 978	2 077
Transport aérien	1 027	603	374	381	424
Transport routier	532	378	259	208	191
Transport par chemin de fer	348	259	231	300	427
Transport maritime	775	324	441	413	411
Télécommunications	222	182	166	192	188
Autres services de transports et de communication	284	240	245	481	433
Santé ²	1 327	1 509	1 729	2 939	2 154
Soins hospitaliers	26	49	67	1 069 ³	12
Soins médicaux	346	319	333	372	374
Soins préventifs	247	412	438	467	567
Autres services de santé	707	727	890	1 029	1 199

Voir note(s) à la fin du tableau.

Tableau 2.3

**Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale
(Système de gestion financière) - Fin**

	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001	2001/2002 ^P
	Millions de dollars				
Services sociaux ²	48 453	49 314	50 417	52 179	55 792
Assistance sociale	46 012	47 013	47 135	49 747	53 094
Préservation du revenu	12 411	12 110	11 478	10 548	13 444
Autre assistance sociale	33 601	34 902	35 657	39 198	39 650
Sécurité sociale	22 422	22 983	23 607	24 414	25 550
Allocations familiales	5 397	5 783	6 088	6 913	8 018
Autres formes d'assistance sociale	5 781	6 135	5 961	7 870	6 082
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	94	103	102	46	43
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	146	88	90	82	85
Prestations aux anciens combattants	1 941	2 006	2 098	2 129	2 247
Autres services sociaux	258	103	991	171	321
Éducation ²	3 415	4 128	4 507	5 048	4 726
Éducation élémentaire et secondaire	855	889	941	1 001	959
Éducation postsecondaire	905	1 295	1 472	1 868	1 599
Services particuliers de recyclage	926	1 240	1 359	1 445	1 424
Autre éducation	728	702	733	732	742
Conservation des ressources et développement de l'industrie	5 170	5 139	5 531	6 308	6 494
Agriculture	2 336	1 728	2 199	2 711	2 539
Chasse et pêche	355	375	412	615	524
Pétrole et gaz	49	70	50	60	62
Forêts	114	89	131	26	121
Mines	144	142	148	0	0
Énergie hydraulique	2	..	..	..	..
Tourisme	60	59	62	77	99
Commerce et industrie	1 399	1 929	1 608	1 851	2 147
Autres services concernant la conservation des ressources et le développement industrie	707	742	917	966	998
Environnement	1 529	1 491	1 546	1 642	1 412
Approvisionnement en eau et épuration de l'eau	763	702	627	644	618
Contrôle de la pollution	4	3	217	314	293
Autres services concernant l'environnement	761	785	701	683	500
Loisirs et culture	2 796	3 033	3 044	3 243	3 238
Loisirs	402	419	246	326	252
Culture	589	651	796	968	889
Bibliothèques	54	56	61	68	74
Galeries d'art et musées	154	149	149	160	158
Autres services de loisirs et de culture	381	445	585	740	655
Radiodiffusion et télévision	1 384	1 428	1 398	1 334	1 504
Autres loisirs et culture	419	533	603	614	592
Travail, emploi et immigration	2 209	2 550	2 776	2 688	2 517
Travail et emploi	1 542	1 886	1 912	1 759	1 615
Immigration	649	647	841	905	878
Autres services concernant le travail, emploi et immigration	17	17	22	24	23
Logement	1 862	1 865	1 927	1 885	1 911
Affaires extérieures et aide internationale	3 689	4 045	4 307	4 503	4 308
Planification et aménagement des régions	289	287	377	388	447
Établissements de recherche	1 329	1 545	1 871	1 900	2 421
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique ²	20 203	22 748	24 796	26 014	27 924
Transferts à des fins générales aux administrations provinciales et territoriales	20 203	22 748	24 796	26 014	27 924
Subventions statutaires	30	29	30	30	30
Péréquation	8 875	10 767	9 902	10 951	11 555
Transfert Canadien en matière de santé et de programmes sociale ^{2,4}	10 097	10 583	13 466	13 540	14 688
Accord de réciprocité fiscale	..	..	..	..	..
Autres transferts à des fins générales aux administrations provinciales et territoriales	1 200	1 368	1 398	1 492	1 650
Service de la dette	43 443	43 967	44 139	45 650	40 487
Autres intérêts	43 096	43 828	43 998	45 511	40 314
Autres fraise de la dette	346	138	141	138	173
Autres dépenses	87	107	108	126	2
Total des dépenses	160 672	166 593	173 042	184 033	181 910
Surplus (déficit)	4 507	2 786	6 907	9 689	8 354

¹ Les impôts sur le capital fédérale sont inclus dans les impôts sur le revenu des corporations.

² En 1996-1997, les transferts à des fins spécifiques aux provinces et territoires relevant du Financement de programmes établis (FPE) et de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) ont été combinés en un transfert global (transferts à des fins générales) désigné sous le nom de Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et territoires peuvent affecter les crédits reçus selon leurs propres priorités.

³ Le paiement de 1 milliard de dollars à la fiducie du Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS) pour l'achat et l'installation d'équipements médicaux est codé à la fonction « soins hospitaliers ».

⁴ Comprend le supplément de transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) pour soins de santé pour les exercices financières 1999-2000 et 2000-2001.

Tableau 2.4

Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés fédéraux¹
(Système de gestion financière)

	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001	2001/2002 ^P
	Milliers de dollars				
Recettes de sources propres	14 747 000	15 382 000	16 282 000	16 513 000	15 533 000
Contributions aux régimes de sécurité sociale	3 034 000	3 215 000	3 682 000	3 474 000	3 400 000
Contributions de l'employé aux régimes de retraite non-provisionnés	868 000	890 000	902 000	986 000	919 000
Contributions de l'employeur aux régimes de retraite non-provisionnés	2 166 000	2 325 000	2 779 000	2 488 000	2 481 000
Revenus de placements	11 712 000	12 167 000	12 600 000	13 039 000	12 133 000
Total des recettes	14 747 000	15 382 000	16 282 000	16 513 000	15 533 000
Services sociaux	14 747 000	15 382 000	16 282 000	16 513 000	15 533 000
Prestations et autres dépenses des régimes de retraite des employés	6 491 000	6 071 000	5 684 000	7 182 000	10 329 000
Variation de l'avoir des régimes de retraite des ménages	8 255 000	9 311 000	10 598 000	9 331 000	5 203 000
Total des dépenses	14 747 000	15 382 000	16 282 000	16 513 000	15 533 000
Surplus (déficit)	0	0	0	0	0

¹ L'écart entre la variation de l'Avoir des régimes de retraite des ménages et la variation dans la dette nette est principalement dû à des ré-évaluation des obligations de l'administration publique envers les régimes de retraite suite à de nouvelles estimations actuarielles.

Tableau 2.5

Recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales - TOTAL DU CANADA¹
(Système de gestion financière)

	1997/1998	1998/1999	1999/2000 ^r	2000/2001 ^r	2001/2002 ^p
	Millions de dollars				
Recettes de sources propres	163 326	169 606	182 421	202 450	194 337
Impôts sur le revenu	58 938	61 441	65 219	68 122	66 339
Impôts sur le revenu des particuliers	46 890	49 504	52 757	53 296	52 082
Impôts sur le revenu des corporations	11 744	11 629	12 136	14 377	13 907
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	304	307	326	448	349
Impôts directs des non résidents	..	..	..	..	..
Autres impôts sur le revenu	..	..	..	..	..
Taxes à la consommation	39 203	42 157	43 935	48 066	49 021
Taxes générales de vente	22 255	23 996	25 681	27 664	28 352
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	2 681	2 925	2 985	2 954	3 399
Taxes sur les divertissements	468	609	611	570	559
Taxes sur les carburants	6 601	6 860	7 002	6 962	7 132
Droits de douane	..	..	..	..	..
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	2 726	2 806	2 746	3 512	3 159
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	3 730	4 174	4 072	5 502	5 456
Autres taxes à la consommation	739	784	834	899	961
Impôts fonciers et impôts connexes	7 463	7 553	8 059	8 592	8 450
Impôts fonciers	3 018	3 034	3 081	3 443	3 435
Impôts sur le capital	3 525	3 678	3 808	4 095	3 939
Autres impôts fonciers et impôts connexes	918	840	1 169	1 053	1 076
Autres impôts ²	12 031	12 695	13 276	13 989	14 199
Impôts sur la masse salariale	6 726	7 107	7 573	8 082	7 987
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles ²	2 411	2 645	2 688	2 687	2 711
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	328	296	404	575	606
Impôts divers	2 564	2 646	2 609	2 644	2 893
Primes d'assurance-maladie	1 699	2 017	1 949	2 178	2 239
Contributions aux régimes de sécurité sociale	7 082	7 411	7 361	7 895	7 978
Vente de biens et services ²	15 246	17 864	20 066	21 940	20 139
Revenus de placements	19 035	16 324	20 453	28 865	23 106
Autres recettes de sources propres	2 624	2 140	2 099	2 799	2 863
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique ³	21 161	23 389	25 531	26 825	27 677
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique ³	5 449	6 800	7 230	7 425	7 113
Total des recettes	189 937	199 796	215 183	236 702	229 128
Services généraux de l'administration publique	2 756	3 240	3 584	3 578	3 842
Protection de la personne et de la propriété	7 432	7 302	7 679	7 663	8 091
Transports et communication	8 028	10 586	9 484	8 752	8 657
Santé	55 491	59 607 ⁴	63 284	70 733	74 550
Soins hospitaliers	21 058	21 637	21 464	26 506	27 866
Soins médicaux	23 513	25 359	27 060	29 706	31 436
Soins préventifs	1 888	1 734	2 048	2 209	2 334
Autres services de santé	9 030	10 876	12 711	12 311	12 913
Services sociaux	35 537	35 822	36 517	37 235	38 594
Assistance sociale	15 631	14 813	14 579	14 416	14 772
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	5 054	5 139	5 393	5 206	5 390
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	4 062	3 830	4 217	4 496	4 784
Prestations aux anciens combattants	..	..	..	..	..
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	454	463	457	470	530
Autres services sociaux	10 335	11 575	11 869	12 645	13 116
Éducation	42 842	50 946 ⁵	49 315	51 260	54 205
Éducation élémentaire et secondaire	23 241	29 335 ⁵	25 988	26 828	28 555
Éducation postsecondaire	18 216	19 309	20 906	21 735	22 859
Services particuliers de recyclage	956	1 878	1 982	2 219	2 299
Autre éducation	427	423	438	476	492
Conservation des ressources et développement de l'industrie	6 487	7 868	8 638	8 898	9 093
Environnement	1 707	1 512	1 666	1 364	1 445
Loisirs et culture	1 588	1 725	1 952	2 064	2 108
Travail, emploi et immigration	1 042	808	904	833	897
Logement	2 559	2 391	2 356	2 411	2 348
Affaires extérieures et aide internationale	..	..	..	..	..
Planification et aménagement des régions	1 001	1 167	1 003	915	949
Établissements de recherche	241	229	250	343	347
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	1 989	1 287	1 081	1 233	1 337
Service de la dette	24 466	25 625	25 476	26 685	25 244
Autres dépenses	24	12	1	1 994	2 209
Total des dépenses	193 197	210 136	213 200	225 970	233 925
Surplus (déficit)	(3 260)	(10 339)	1 983	10 731	(4 797)

¹ La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables. Pour la même raison, les dépenses consolidées, rapportées pour ces fonctions et sous-fonctions pour les années antérieures à 1997-1998, ne sont pas comparables aux données de la période débutant en 1997-1998.

² Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

³ En 1996-1997, les transferts à des fins spécifiques aux provinces et territoires relevant du Financement de programmes établis (FPE) et de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) ont été combinés en un transfert global (transferts à des fins générales) désigné sous le nom de Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et territoires peuvent affecter les crédits reçus selon leurs propres priorités.

⁴ Une remise de dette de 1,9 milliard de dollars de l'administration publique générale provinciale de la Colombie-Britannique aux hôpitaux municipaux est incluse.

⁵ Une remise de dette de 3,6 milliards de dollars de l'administration publique générale provinciale de la Colombie-Britannique aux commissions scolaires est incluse.

Tableau 2.6

Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales - TOTAL DU CANADA¹
(Système de gestion financière)

	1997/1998	1998/1999	1999/2000 ^r	2000/2001 ^r	2001/2002 ^p
	Millions de dollars				
Recettes de sources propres	149 832	155 641	167 397	185 719	176 815
Impôts sur le revenu	58 938	61 441	65 219	68 122	66 339
Impôts sur le revenu des particuliers	46 890	49 504	52 757	53 296	52 082
Impôts sur le revenu des corporations	11 744	11 629	12 136	14 377	13 907
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	304	307	326	448	349
Impôts directs des non résidents	..	..	..	..	..
Autres impôts sur le revenu	..	..	..	..	..
Taxes à la consommation	39 203	42 157	43 935	48 066	49 021
Taxes générales de vente	22 255	23 996	25 681	27 664	28 352
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	2 681	2 925	2 985	2 954	3 399
Taxes sur les divertissements	468	609	611	570	559
Taxes sur les carburants	6 601	6 860	7 002	6 962	7 132
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	2 726	2 806	2 746	3 512	3 159
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	3 730	4 174	4 072	5 502	5 456
Autres taxes à la consommation	739	784	834	899	961
Impôts fonciers et impôts connexes	7 463	7 553	8 059	8 592	8 450
Impôts fonciers	3 018	3 034	3 081	3 443	3 435
Impôts sur le capital	3 525	3 678	3 808	4 095	3 939
Autres impôts fonciers et impôts connexes	918	840	1 169	1 053	1 076
Autres impôts ²	12 031	12 695	13 276	13 989	14 199
Impôts sur la masse salariale	6 726	7 107	7 573	8 082	7 987
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles ²	2 411	2 645	2 688	2 687	2 711
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	328	296	404	575	606
Impôts divers	2 564	2 646	2 609	2 644	2 893
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	1 699	2 017	1 949	2 178	2 239
Contributions aux régimes de sécurité sociale	6 186	6 199	6 116	6 526	6 473
Vente de biens et services ²	5 191	7 268	8 528	9 656	7 262
Revenus de placements	18 456	15 814	19 847	28 110	22 311
Autres recettes de sources propres	661	491	464	477	518
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique ³	21 161	23 389	25 531	26 825	27 677
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique ³	4 294	5 491	5 715	5 800	5 385
Total des recettes	175 288	184 521	198 644	218 345	209 878
Services généraux de l'administration publique	2 757	3 241	3 590	3 579	3 843
Protection de la personne et de la propriété	7 438	7 305	7 684	7 665	8 093
Transports et communications	8 031	10 591 ⁴	9 490 ⁵	8 755	8 660
Santé	49 553	54 354	58 108	63 634	67 312
Soins hospitaliers	17 713	19 566 ⁶	19 981	23 599	24 876
Soins médicaux	22 797	24 490	26 990	28 362	30 069
Soins préventifs	1 781	1 830	2 028	2 255	2 406
Autres services de santé	7 259	8 466	9 107	9 416	9 960
Services sociaux	31 289	31 995	32 131	32 720	33 784
Assistance sociale	15 635	14 811	14 585	14 418	14 774
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	5 055	5 140	5 396	5 208	5 392
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	93	95	96	93	92
Prestations aux anciens combattants	..	..	..	..	..
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	454	463	457	470	530
Autres services sociaux	10 051	11 485	11 595	12 528	12 994
Éducation	34 851	44 128	40 596	40 860	42 900
Éducation élémentaire et secondaire	23 245	29 344 ⁷	26 000	26 836	28 563
Éducation postsecondaire	10 041	12 282 ⁸	11 932	11 221	11 434
Services particuliers de recyclage	1 115	2 058	2 209	2 325	2 410
Autre éducation	448	443	453	476	492
Conservation des ressources et développement de l'industrie	6 512	7 905	8 696	8 913	9 111
Environnement	1 714	1 513	1 668	1 365	1 446
Loisirs et culture	1 590	1 728	1 961	2 065	2 108
Travail, emploi et immigration	1 042	809	905	833	898
Logement	2 560	2 395	2 380	2 411	2 348
Affaires extérieures et aide internationale	..	..	..	..	..
Planification et aménagement des régions	1 004	1 168	1 006	915	950
Établissements de recherche	271	294	316	343	347
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	1 989	1 287	1 081	1 233	1 337
Service de la dette	27 023	27 717	27 874	29 112	27 794
Autres dépenses	0	0	0	1 995	2 210
Total des dépenses	177 633	196 436	197 493	206 404	213 148
Surplus (déficit)	(2 344)	(11 914)	1 151	11 940	(3 269)

¹ La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables.

² Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

³ En 1996-1997, les transferts à des fins spécifiques aux provinces et territoires relevant du Financement de programmes établis (FPE) et de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) ont été combinés en un transfert global (transferts à des fins générales) désigné sous le nom de Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et territoires peuvent affecter les crédits reçus selon leurs propres priorités.

⁴ En Colombie-Britannique, une remise de dette de 1,1 milliard de dollars envers BC Transit est incluse à la fin de l'exercice financier le 31 mars, 1999.

⁵ En Colombie-Britannique, une remise de dette de 1,1 milliard de dollars envers BC Ferry est incluse à la fin de l'exercice financier le 31 mars, 2000.

⁶ En Colombie-Britannique, une remise de dette de 1,9 milliard de dollars envers l'administration publique générale locale pour les hôpitaux municipaux est incluse à la fin de l'exercice financier le 31 mars, 1999.

⁷ En Colombie-Britannique, une remise de dette de 3,6 milliards de dollars envers les commissions scolaires est incluse à la fin de l'exercice financier le 31 mars, 1999.

⁸ En Colombie-Britannique, une remise de dette de 1,8 milliard de dollars envers les universités et collèges est incluse à la fin de l'exercice financier le 31 mars, 1999.

Tableau 2.7

Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés provinciaux et territoriaux - TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière)

	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001 ^r	2001/2002 ^p
	Millions de dollars				
Contributions aux régimes de sécurité sociale	896	1 211	1 244	1 369	1 504
Revenus de placements	3 072	2 525	2 877	3 034	3 188
Total des recettes	3 968	3 736	4 122	4 403	4 692
Services sociaux	3 968	3 736	4 122	4 403	4 692
Prestations et autres dépenses des régimes de retraite des employés	2 056	2 637	2 354	2 585	2 612
Variation de l'avoir des régimes de retraite des ménages	1 911	1 099	1 767	1 818	2 080
Total des dépenses	3 968	3 736	4 122	4 403	4 692
Surplus (déficit)	0	0	0	0	0

Tableau 2.8

Recettes et dépenses des universités et collèges - TOTAL DU CANADA^{1,2}
(Système de gestion financière)

	1997/1998	1998/1999	1999/2000 ^r	2000/2001 ^r	2001/2002 ^p
	Milliers de dollars				
Recettes de sources propres	7 447 138	7 887 522	8 753 921	9 131 686	9 700 630
Ventes de biens et de services	5 699 797	6 044 702	6 677 378	6 957 518	7 388 465
Frais de scolarité	3 179 565	3 506 275	3 881 521	4 040 310	4 298 187
Autres ventes de biens et de services	2 520 232	2 538 427	2 795 857	2 917 208	3 090 278
Revenus de placements	556 419	476 694	592 797	621 115	659 704
Autres recettes de sources propres	1 190 922	1 366 126	1 483 746	1 553 053	1 652 461
Transferts des autres administrations publiques	9 942 548	12 177 196	11 626 318	11 028 466	11 415 274
Transferts de l'administration publique fédérale	980 566	1 112 046	1 353 183	1 420 186	1 513 174
Transferts des administrations publiques provinciales et territoriales	8 932 862	11 049 246	10 259 268	9 593 785	9 886 806
Transferts des administrations publiques locales	29 120	15 904	13 867	14 495	15 294
Total des recettes	17 389 686	20 064 718	20 380 239	20 160 152	21 115 904
Éducation	16 762 116	17 679 221	19 040 483	20 024 802	21 308 850
Éducation postsecondaire	16 762 116	17 679 221	19 040 483	20 024 802	21 308 850
Administration	3 251 008	3 438 931	3 811 513	3 995 484	4 250 810
Éducation	9 253 953	9 724 860	9 998 920	10 525 255	11 199 695
Aide aux étudiants	347 649	407 889	513 845	535 121	569 179
Autres dépenses d'éducation postsecondaire	3 909 506	4 107 541	4 716 205	4 968 942	5 289 166
Service de la dette	432 481	343 581	437 571	458 111	480 891
Total des dépenses	17 194 597	18 022 802	19 478 054	20 482 913	21 789 741
Surplus (déficit)	195 089	2 041 916	902 185	(322 761)	(673 837)

¹ Les données du « Yukon College » sont exclues pour fins de confidentialité.

² En 1998-1999, le large surplus s'explique par un transfert de capital aux universités et collèges (pour radiation de dette) de l'administration publique générale de la Colombie-Britannique de 1,8 milliard de dollars.

Tableau 2.9

Recettes et dépenses des institutions des services de santé et services sociaux - TOTAL DU CANADA¹
(Système de gestion financière)

	1997/1998	1998/1999	1999/2000 ^r	2000/2001 ^r	2001/2002 ^p
	Milliers de dollars				
Recettes de sources propres	5 617 640	6 030 491	6 222 417	6 797 036	6 993 440
Ventes de biens et de services	4 903 522	5 138 353	5 510 253	6 010 399	6 204 335
Revenus de placements	133 744	149 496	135 864	150 551	151 895
Autres recettes de sources propres	580 375	742 642	576 300	636 086	637 210
Transferts des autres administrations publiques	29 766 456	32 291 870	36 029 789	38 997 268	40 465 250
Transferts de l'administration publique fédérale	0	4	365	390	423
Transferts des administrations publiques provinciales et territoriales	29 615 750	32 103 729	35 833 719	38 796 128	40 255 201
Transferts des administrations publiques locales	143 444	179 320	183 918	188 484	196 848
Transferts des autres institutions des services de santé et services sociaux	7 262	8 817	11 787	12 266	12 778
Total des recettes	35 384 096	38 322 361	42 252 206	45 794 304	47 458 690
Protection de la personne et de la propriété	5 249	0	0	0	0
Santé	33 320 687	34 943 122	38 112 401	42 094 216	43 479 796
Soins hospitaliers	18 243 565	18 376 010	20 035 768	22 115 040	22 735 456
Soins médicaux	7 626 196	7 991 607	8 092 528	9 015 058	9 329 994
Soins préventifs	746 974	700 332	721 323	789 686	814 766
Autres services santé	6 703 952	7 875 173	9 262 782	10 174 432	10 599 580
Services sociaux	2 965 754	3 629 766	4 037 775	4 405 101	4 643 211
Assistance sociale	51 048	59 249	56 836	59 706	62 800
Autres services sociaux	2 914 707	3 570 517	3 980 939	4 345 395	4 580 411
Logement	3 677	3 930	4 149	4 337	4 514
Service de la dette	198 648	212 256	167 403	175 786	183 592
Total des dépenses	36 494 016	38 789 074	42 321 728	46 679 440	48 311 113
Surplus (déficit)	(1 109 921)	(466 713)	(69 520)	(885 136)	(852 422)

¹ La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables.

Tableau 2.10

**Recettes et dépenses des administrations publiques locales - TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière)**

	1997	1998	1999	2000 ^r	2001 ^p
	Millions de dollars				
Recettes de sources propres	43 769,2	44 636,9	46 789,2	48 398,0	48 444,1
Taxes à la consommation	55,0	57,7	61,1	66,4	69,4
Taxes générales de vente	41,6	42,8	45,9	51,0	53,5
Autres taxes à la consommation	13,3	14,9	15,2	15,4	16,0
Impôts fonciers et impôts connexes	31 082,7	31 003,2	32 046,7	32 266,7	32 490,8
Impôts fonciers	27 478,2	29 157,6	30 047,2	30 264,6	30 683,8
Impôts fonciers généraux	24 316,4	25 873,8	26 669,4	26 853,8	27 445,7
Prélèvements sur terrains	844,2	843,5	926,0	926,7	927,6
Impôts fonciers particuliers	692,4	689,7	709,1	701,8	696,5
Compensations tenant lieu de taxes	1 625,2	1 750,5	1 742,6	1 782,3	1 614,0
Autres impôts fonciers généraux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts fonciers et impôts connexes	3 604,4	1 845,7	1 999,6	2 002,0	1 807,0
Droits de cession immobilière	159,9	160,2	165,7	190,6	144,4
Taxes d'affaires	2 960,5	1 203,3	1 246,4	1 281,0	1 272,2
Impôts sur le patrimoine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts fonciers et impôts connexes	484,0	482,2	587,5	530,4	390,5
Autres impôts	440,6	458,4	512,1	549,1	559,1
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts divers	440,6	458,4	512,1	549,1	559,1
Vente de biens et services	9 655,0	10 436,0	11 267,9	12 288,5	12 192,4
Revenus de placements	2 064,4	2 163,1	2 336,7	2 428,3	2 352,4
Autres recettes de sources propres	471,5	518,4	564,7	799,0	780,0
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	1 238,9	1 424,9	1 184,8	1 059,1	1 129,9
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	26 645,0	33 700,3 ¹	31 051,7 ²	29 765,1	31 224,1
Total des recettes	71 653,1	79 762,1	79 025,8	79 222,2	80 798,0
Services généraux de l'administration publique	4 014,0	4 237,6	4 688,2	4 731,5	5 008,2
Exécutif et législatif	281,0	298,1	311,0	340,5	338,5
Administration générale	3 438,0	3 630,7	4 065,6	4 043,7	4 328,2
Autres services généraux	295,0	308,9	311,6	347,3	341,5
Protection de la personne et de la propriété	6 195,1	6 767,3	6 846,1	7 093,1	7 282,4
Cours de justice, correction et réhabilitation	93,2	87,0	91,5	104,7	107,4
Police	3 658,1	3 990,1	4 179,7	4 187,6	4 308,6
Lutte contre les incendies	2 039,5	2 127,9	2 161,6	2 323,9	2 353,2
Services de réglementation	296,7	295,2	304,4	319,2	338,3
Autres services de protection de la personne et de la propriété	107,6	267,3	109,0	157,6	174,9
Transports et communications	8 390,9	8 492,8	9 124,9	9 334,9	10 306,1
Transport routier	6 578,2	6 301,2	6 884,2	6 990,9	7 844,7
Enlèvement de la neige	862,5	668,9	804,3	965,2	923,6
Stationnement	206,0	183,7	196,9	165,6	175,8
Autres transport routier	5 509,7	5 448,6	5 883,0	5 860,1	6 745,3
Transport en commun	1 656,3	2 060,3	2 046,5	2 054,4	2 161,8
Autres services de transport et de communications	156,4	131,3	194,2	289,6	299,7
Santé	674,4	860,3	823,5	941,7	1 061,2
Soins hospitaliers	74,5	90,7	90,0	82,9	83,2
Soins médicaux	7,4	7,0	5,4	0,6	0,6
Soins préventifs	428,4	441,3	444,6	496,9	603,2
Autres services de santé	164,2	321,3	283,5	361,4	374,2
Services sociaux	4 213,6	5 171,3	4 997,2	5 609,4	6 019,6
Assistance sociale	2 837,3	3 792,1	3 512,6	3 839,3	4 168,5
Autres services sociaux	1 376,3	1 379,1	1 484,6	1 770,1	1 851,1
Éducation	31 198,7	31 335,4	30 966,3	31 768,5	33 139,7
Éducation élémentaire et secondaire	30 724,7	30 825,5	30 424,5	31 229,8	32 591,5
Autre éducation	474,0	510,0	541,7	538,7	548,2
Conservation des ressources et développement de l'industrie	796,4	813,5	854,5	932,3	993,7
Environnement	6 442,3	6 250,8	6 191,0	6 614,2	6 934,1
Approvisionnement en eau et épuration de l'eau, canalisations d'égouts et épuration des eaux-vannes	4 920,3	4 701,5	4 528,2	4 845,4	5 055,3
Approvisionnement en eau et épuration de l'eau	2 525,9	2 575,0	2 402,4	2 586,5	2 719,0
Canalisations d'égouts et épuration des eaux-vannes	2 394,4	2 126,5	2 125,7	2 258,9	2 336,3
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et de déchets	1 392,3	1 411,1	1 545,6	1 600,7	1 732,5
Autres services concernant l'environnement	129,8	138,1	117,3	168,1	146,3
Loisirs et culture	4 649,9	4 741,2	4 887,7	5 201,4	5 529,7
Loisirs	3 413,4	3 605,4	3 655,1	3 719,8	3 943,7
Culture	1 220,7	1 116,3	1 204,3	1 447,4	1 538,2
Autres services de loisirs et de culture	15,8	19,5	28,3	34,3	47,8
Logement	558,5	1 098,6	1 060,4	1 508,2	1 558,4
Planification et aménagement des régions	648,8	696,5	775,5	557,1	636,9
Service de la dette	3 951,1	3 585,3	3 342,8	3 187,9	3 107,4
Autres dépenses	330,7	130,4	130,9	137,1	176,3
Total des dépenses	72 064,5	74 181,0	74 689,1	77 617,4	81 753,6
Surplus (déficit)	(411,4)	5 581,1	4 336,7	1 604,8	(955,6)

¹ Une remise de dette de 3,6 milliards de dollars de l'administration publique générale provinciale de la Colombie-Britannique aux commissions scolaires est incluse.

² Une remise de dette de 1,9 milliard de dollars de l'administration publique générale provinciale de la Colombie-Britannique aux hôpitaux municipaux est incluse.

Tableau 2.11

**Recettes et dépenses des administrations publiques locales générales - TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière)**

	1997	1998	1999	2000r	2001p
	Milliers de dollars				
Recettes de sources propres	31 612 035	35 447 971	37 662 712	39 186 314	39 060 624
Impôts fonciers et impôts connexes	20 156 358	23 202 176	24 299 835	24 477 036	24 555 774
Impôts fonciers généraux	14 698 629	18 271 504	19 121 858	19 265 353	19 715 904
Prélèvements sur terrains	844 222	843 483	925 992	926 656	927 621
Impôts fonciers particuliers	692 424	689 723	709 126	701 838	696 485
Compensations tenant lieu de taxes	1 472 930	1 654 082	1 645 192	1 684 169	1 514 032
Administration publique fédérale	345 161	368 861	397 013	326 754	328 308
Entreprises publiques fédérales	65 310	95 455	66 281	139 282	140 713
Administrations publiques provinciales et territoriales	504 678	623 719	642 400	653 018	683 632
Universités	15 899	16 621	16 292	27 007	27 682
Collèges	9 257	9 761	9 565	15 861	16 258
Hôpitaux	3 817	3 952	3 840	6 368	6 527
Entreprises publiques provinciales et territoriales	397 878	399 456	385 173	399 322	189 303
Entreprises publiques locales	130 930	136 257	124 628	116 557	121 609
Droits de cession immobilière	159 866	160 158	165 686	190 596	144 353
Taxes d'affaires	1 912 615	1 176 517	1 218 868	1 252 536	1 242 873
Autres impôts fonciers et impôts connexes	375 672	406 709	513 113	455 888	314 506
Taxes à la consommation	54 984	57 688	61 113	66 418	69 418
Taxes générales de vente	51 539	53 447	56 543	61 886	64 887
Taxes sur les divertissements	3 445	4 241	4 570	4 532	4 531
Autres impôts	439 999	457 849	511 436	548 427	558 407
Autres licences et permis	423 742	445 591	499 272	537 346	546 772
Autres impôts divers	16 257	12 258	12 164	11 081	11 635
Vente de biens et services	8 497 302	9 131 215	9 970 069	10 946 760	10 825 718
À d'autres administrations publiques	35 755	36 266	38 958	20 872	21 190
À la collectivité	8 461 547	9 094 949	9 931 111	10 925 888	10 804 528
Eau	2 218 532	2 373 093	2 457 575	2 609 844	2 585 667
Locations	911 002	773 728	829 441	751 247	770 178
Concessions et franchises	81 228	62 072	64 999	65 285	66 757
Autre vente de biens et services	5 250 785	5 886 056	6 579 096	7 499 512	7 381 926
Revenus de placements	2 017 827	2 108 481	2 280 909	2 371 773	2 294 874
Profits commerciaux remis	204 052	145 849	154 400	175 985	186 753
Intérêts reçus des entreprises publiques propres	260 279	238 748	229 160	240 263	235 362
Autres intérêts	291 442	285 217	297 612	281 370	267 260
Autres revenus de placements	1 262 054	1 438 667	1 599 737	1 674 155	1 605 499
Autres recettes de sources propres	445 565	490 562	539 350	775 900	756 433
Autres amendes et pénalités	376 248	408 107	415 137	536 153	522 448
Diverses recettes de sources propres	69 317	82 455	124 213	239 747	233 985
Transferts	8 218 391	8 881 503	9 539 010	7 525 704	7 996 364
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	1 238 912	1 424 893	1 184 827	1 059 089	1 129 888
Administrations publiques provinciales et territoriales	1 238 912	1 424 893	1 184 827	1 059 089	1 129 888
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	6 979 479	7 456 610	8 354 183	6 466 615	6 866 476
Administration publique fédérale	369 127	292 967	249 575	194 792	202 112
Services généraux	20 318	17 534	17 922	19 059	7 087
Protection de la personne et de la propriété	12 436	17 905	7 992	8 778	9 361
Transports et communications	126 883	86 771	61 269	50 464	62 800
Santé	786	518	1 058	1 103	1 096
Services sociaux	16 093	10 453	15 308	17 613	16 788
Conservation des ressources et développement de l'industrie	9 310	13 066	16 409	16 651	16 793
Environnement	59 120	33 980	21 253	16 784	21 190
Loisirs et culture	28 772	19 579	22 443	18 606	20 143
Logement	77 894	78 257	65 476	35 626	36 306
Planification et aménagement des régions	5 063	3 545	5 032	4 838	4 471
Autres transferts à des fins particuliers, administration publique fédérale	12 452	11 359	15 411	5 270	6 073
Administrations publiques provinciales et territoriales	6 610 352	7 163 643	8 104 608	6 271 823	6 664 364
Services généraux	102 287	228 310	144 048	115 586	107 113
Protection de la personne et de la propriété	79 269	115 234	70 054	101 567	66 644
Transports et communications	1 477 024	2 012 652	1 001 709	1 000 886	1 206 355
Santé	315 078	78 989	2 189 553 ¹	364 684	399 159
Services sociaux	3 024 202	3 157 888	3 255 796	3 238 644	3 393 262
Conservation des ressources et développement de l'industrie	94 050	92 989	93 309	115 414	117 115
Environnement	633 191	528 052	492 876	480 569	426 920
Loisirs et culture	274 339	274 856	254 682	317 143	302 338
Logement	222 046	209 842	240 300	173 528	279 838
Planification et aménagement des régions	30 091	34 153	24 349	43 545	33 001
Service financiers (intérêts)	321 292	319 914	276 520	270 701	271 866
Autres transferts à des fins particuliers, administrations publiques provinciales	37 483	110 764	61 411	49 556	60 753
Total des recettes	39 830 426	44 329 474	47 201 722	46 712 018	47 056 988

Voir note(s) à la fin du tableau.

Tableau 2.11

**Recettes et dépenses des administrations publiques locales générales - TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière) - Fin**

	1997	1998	1999	2000 ^r	2001 ^p
	Milliers de dollars				
Services généraux de l'administration publique	4 014 048	4 237 621	4 688 194	4 731 507	5 008 179
Organismes exécutifs et organismes législatifs	281 043	298 056	311 002	340 484	338 503
Administration générale	3 438 011	3 630 662	4 065 581	4 043 736	4 328 176
Autres services généraux	294 994	308 903	311 611	347 287	341 500
Protection de la personne et de la propriété	6 195 067	6 767 336	6 846 115	7 093 131	7 282 366
Cours de justice	93 229	86 955	91 484	104 716	107 377
Services de police	3 658 056	3 990 077	4 179 661	4 187 638	4 308 600
Lutte contre les incendies	2 039 450	2 127 865	2 161 621	2 323 918	2 353 224
Services de réglementation	296 731	295 154	304 358	319 244	338 309
Autres services de protection de la personne et de la propriété	107 601	267 285	108 991	157 615	174 856
Transports et communications	8 390 914	8 492 782	9 124 919	9 334 909	10 306 137
Transport routier	5 509 714	5 448 647	5 882 972	5 860 136	6 745 336
Enlèvement de la neige et de la glace	862 496	668 885	804 343	965 187	923 595
Stationnement	206 022	183 651	196 929	165 621	175 766
Transport en commun	1 656 302	2 060 326	2 046 509	2 054 370	2 161 789
Autres services de transports et de communication	156 380	131 273	194 166	289 595	299 651
Santé	674 411	860 300	823 520	941 687	1 061 194
Soins hospitaliers	74 489	90 693	89 952	82 869	83 249
Soins médicaux	7 369	6 952	5 443	569	570
Soins préventifs	428 351	441 322	444 603	496 891	603 179
Autres services de santé	164 202	321 333	283 522	361 358	374 196
Services sociaux	4 213 551	5 171 253	4 997 249	5 609 406	6 019 583
Assistance sociale	2 837 292	3 792 110	3 512 605	3 839 292	4 168 479
Autres services sociaux	1 376 259	1 379 143	1 484 644	1 770 114	1 851 104
Éducation	182 891	183 812	186 447	188 544	171 635
Conservation des ressources et développement de l'industrie	796 395	813 459	854 519	932 264	993 713
Agriculture	184 703	169 997	170 242	159 253	156 006
Promotion touristique	31 904	33 480	39 813	138 253	198 268
Commerce et industrie	249 794	276 929	330 263	262 092	222 274
Autres services concernant la conservation des ressources et le développement de l'industrie	329 994	333 053	314 201	372 684	417 165
Environnement	6 442 329	6 250 761	6 191 046	6 614 231	6 934 107
Approvisionnement en eau et épuration de l'eau	2 525 865	2 575 007	2 402 438	2 586 548	2 719 033
Canalisations d'égouts et épuration des eaux-vannes	2 394 427	2 126 514	2 125 732	2 258 867	2 336 315
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets	1 392 271	1 411 095	1 545 551	1 600 718	1 732 486
Autres services concernant l'environnement	129 766	138 145	117 325	168 098	146 273
Loisirs et culture	4 649 903	4 741 202	4 887 737	5 201 446	5 529 658
Loisirs	3 413 407	3 605 402	3 655 136	3 719 757	3 943 694
Culture	1 220 734	1 116 275	1 204 316	1 447 357	1 538 199
Autres services de loisirs et de culture	15 762	19 525	28 285	34 332	47 765
Logement	558 536	1 098 613	1 060 381	1 508 157	1 558 425
Planification et aménagement des régions	648 769	696 463	775 500	557 114	636 936
Urbanisme et zonage	401 048	406 758	429 013	432 229	480 099
Aménagement des agglomérations urbaines et des régions	247 721	289 698	346 487	124 885	156 837
Autres services concernant la planification et l'aménagement des régions	0	7	0	0	0
Service de la dette	2 908 177	2 803 772	2 619 775	2 487 030	2 388 084
Intérêts	2 837 293	2 730 759	2 551 899	2 422 917	2 317 159
Autres services de la dette	70 884	73 013	67 876	64 113	70 925
Autres dépenses	330 736	130 418	130 864	137 099	176 283
Total des dépenses	40 005 727	42 247 792	43 186 266	45 336 525	48 066 300
Surplus (déficit)	(175 301)	2 081 682	4 015 456	1 375 493	(1 009 312)

¹ En 1999, le large surplus s'explique par un transfert de capital aux hôpitaux municipaux (pour radiation de dette) de l'administration publique générale de la Colombie-Britannique de 1,9 milliard de dollars.

Tableau 2.12

Recettes et dépenses des commissions/conseils scolaires - TOTAL DU CANADA¹
(Système de gestion financière)

	1997	1998	1999	2000 ^r	2001 ^p
	Milliers de dollars				
Recettes de sources propres	12 157 134	9 186 870	9 124 050	9 211 725	9 383 468
Impôts fonciers et impôts connexes	10 926 304	7 801 048	7 746 909	7 789 640	7 935 076
Impôts fonciers généraux	9 617 759	7 602 321	7 547 533	7 588 444	7 729 839
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	152 255	96 439	97 452	98 174	99 963
Administration publique fédérale	44 341	40 772	41 287	41 893	42 727
Entreprises publiques fédérales	1 962	2 330	2 347	2 291	2 317
Administrations publiques provinciales et territoriales	99 793	48 405	48 832	48 954	49 782
Entreprises publiques provinciales et territoriales	4 054	3 148	3 162	3 146	3 199
Administrations publiques municipales	457	484	502	527	538
Entreprises publiques locales	1 648	1 300	1 322	1 363	1 400
Taxes d'affaires	1 047 918	26 780	27 495	28 472	29 287
Autres impôts fonciers et impôts connexes	108 372	75 508	74 429	74 550	75 987
Autres impôts	651	599	615	637	655
Licences et permis	651	599	615	637	655
Vente de biens et services	1 157 659	1 304 790	1 297 825	1 341 765	1 366 648
À d'autres administrations publiques	382 141	457 962	477 054	497 943	507 344
À la collectivité	775 518	846 828	820 771	843 822	859 304
Locations	43 403	49 226	42 444	43 023	43 845
Autre vente de biens et services	732 115	797 557	778 327	800 754	815 414
Revenus de placements	46 592	54 598	55 777	56 550	57 537
Autres intérêts	5 270	4 641	4 765	4 934	5 076
Autres revenus de placements	41 322	49 957	51 012	51 616	52 461
Autres recettes de sources propres	25 927	25 835	22 924	23 133	23 552
Recettes divers de sources propres	25 927	25 835	22 924	23 133	23 552
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	19 885 338	26 403 758	22 860 769	23 472 770	24 515 294
Administration publique fédérale	81 580	82 258	100 159	103 500	110 267
Éducation	81 580	82 258	100 159	103 500	110 267
Administrations publiques provinciales et territoriales	19 650 260	26 161 478	22 597 373	23 194 965	24 247 318
Éducation	18 960 162	25 637 572	22 187 250	22 766 776	23 810 231
Service de la dette (intérêts)	690 098	523 906	410 124	428 189	437 088
Administrations publiques municipales	153 498	160 022	163 237	174 305	157 709
Éducation	153 498	160 022	163 237	174 305	157 709
Total des recettes	32 042 472	35 590 628	31 984 819	32 684 495	33 898 762
Éducation	31 169 335	31 309 610	30 940 581	31 754 274	33 125 737
Service de la dette	1 042 923	781 558	723 008	700 920	719 312
Intérêts	1 042 534	781 414	722 862	700 768	719 173
Autres frais de la dette	389	144	146	152	140
Total des dépenses	32 212 258	32 091 168	31 663 589	32 455 194	33 845 049
Surplus (déficit)	(169 786)	3 499 460	321 230	229 301	53 713

¹ En 1998, le large surplus s'explique par un transfert de capital aux commissions scolaires (pour radiation de dette) de l'administration publique générale de la Colombie-Britannique de 3,6 milliards de dollars.

Tableau 2.13

**Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada
(Système de gestion financière)**

	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001	2001/2002 ^P
	Millions de dollars				
Recettes de sources propres	16 740	18 726	20 829	25 326	26 303
Contributions aux régimes de sécurité sociale	12 790	14 800	17 037	21 407	23 003
Revenus de placements	3 950	3 926	3 792	3 919	3 299
Revenus d' intérêts	3 950	3 926	3 792	3 919	3 299
Intérêts reçus de l'administration publique fédérale	519	649	715	734	715
Intérêts reçus des administrations publiques provinciales et territoriales	3 431	3 277	3 062	2 965	2 536
Autres revenus d'intérêt	0	0	14	219	48
Total des recettes	16 740	18 726	20 829	25 326	26 303
Services sociaux	17 836	18 500	19 117	19 835	20 827
Assistance sociale	17 836	18 500	19 117	19 835	20 827
Total des dépenses	17 836	18 500	19 117	19 835	20 827
Surplus (déficit)	(1 096)	226	1 712	5 490	5 475

Tableau 2.14

**Recettes et dépenses du Régime des rentes du Québec
(Système de gestion financière)**

	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001	2001/2002 ^P
	Millions de dollars				
Recettes de sources propres	4 477	5 036	5 666	6 836	7 496
Contributions aux régimes de sécurité sociale	3 723	4 327	4 951	5 973	6 713
Vente de biens et services					
Revenus de placements	753	709	714	863	783
Total des recettes	4 477	5 036	5 666	6 836	7 496
Services sociaux	5 406	5 651	5 873	6 163	6 501
Assistance sociale	5 406	5 651	5 873	6 163	6 501
Total des dépenses	5 406	5 656	5 877	6 167	6 505
Surplus (déficit)	(928)	(615)	(206)	673	995

Tableau 2.15

Revenus et dépenses des entreprises publiques fédérales, pour l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre¹
(Système de gestion financière)

	1996	1997	1998	1999	2000
	Milliers de dollars				
Revenus					
Vente de biens et services	12 182 354	13 036 456	12 305 595	11 784 326	12 562 135
Revenus de placements	6 174 883	6 326 108	7 718 562	7 236 275	9 853 395
Subventions	741 015	667 065	500 206	530 878	529 493
Autres revenus	163 659	151 742	169 242	1 001 770	205 428
Total des revenus	19 261 911	20 181 371	20 693 605	20 553 249	23 150 451
Dépenses					
Coût des biens et des services, y compris les salaires et les traitements	12 440 776	13 439 634	12 477 580	12 556 633	13 309 887
Service de la dette	2 088 304	2 219 932	2 554 252	2 713 257	3 028 530
Compensations tenant lieu de taxes	13 261	12 527	13 664	12 078	13 441
Provision pour amortissement et épuisement	385 296	388 478	371 266	370 437	372 693
Autres dépenses	1 089 245	647 495	1 219 366	815 974	1 197 985
Total des dépenses	16 016 882	16 708 066	16 636 128	16 468 379	17 922 536
Bénéfice net (perte)					
Bénéfice net (perte) avant provision pour impôt sur le revenu	3 245 029	3 473 305	4 057 477	4 084 870	5 227 915
Provision pour impôt sur le revenu	33 969	33 350	137 528	221 172	254 245
Bénéfice net (perte) après provision pour impôt sur le revenu	3 211 060	3 439 955	3 919 949	3 863 698	4 973 670

¹ Comprend les autorités monétaires: Banque du Canada et le compte du fonds de change.

Tableau 2.16

Revenus et dépenses des entreprises publiques provinciales et territoriales, pour l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre -
TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière)

	1995	1996	1997	1998	1999
	Milliers de dollars				
Revenus					
Vente de biens et services	45 511 197	46 528 036	47 161 960	54 010 301	58 788 345
Revenus de placements	4 898 730	4 639 900	3 337 252	3 573 007	4 942 003
Subventions	821 255	847 146	842 219	1 111 273	1 279 500
Autres revenus	205 344	496 366	446 541	510 101	490 548
Total des revenus	51 436 526	52 511 448	51 787 973	59 204 681	65 500 396
Dépenses					
Coût des biens et des services, y compris les salaires et les traitements	25 941 240	26 684 825	27 328 285	33 142 381	37 549 885
Service de la dette ¹	12 364 944	11 951 686	9 945 880	10 157 470	11 062 530
Compensations tenant lieu de taxes	40 314	20 649	20 887	12 591	15 302
Provision pour amortissement et épuisement	4 476 828	4 866 682	4 699 690	4 833 321	4 492 822
Autres dépenses	699 902	3 550 677	7 506 201	1 260 350	2 299 650
Total des dépenses	43 523 228	47 074 519	49 503 135	49 406 113	55 420 189
Bénéfice net (perte)					
Bénéfice net (perte) avant la provision pour impôt sur le revenu	7 913 298	5 436 928	2 293 795	9 798 569	10 080 206
Provision pour impôt sur le revenu	4 040	15 081	4 898	8 109	8 734
Bénéfice net (perte) après provision pour impôt sur le revenu	7 909 258	5 421 847	2 279 940	9 790 460	10 071 472

¹ Ne comprend pas l'intérêt capitalisé pendant la construction d'immobilisations.

Tableau 3.0

**Bilan consolidé des administrations publiques générales fédérale, provinciales, territoriales et locales¹, au 31 mars
(Système de gestion financière)**

	1996	1997	1998	1999	2000
	Millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	32 876	26 581	28 444	28 166	32 520
Débiteurs	29 580	28 123	30 131	30 732	34 434
Avances	59 543	68 147	68 422	73 904	89 000
Titres	66 537	78 546	91 043	98 189	126 239
Autre actif financier	6 823	6 903	7 472	10 576	8 353
Total de l'actif financier	195 359	208 300	225 512	241 567	290 546
Passif					
Découverts bancaires	7 657	6 568	6 477	8 069	7 924
Créditeurs	60 530	63 929	69 985	70 292	72 265
Avances	14 863	14 224	15 369	16 701	16 784
Monnaie en circulation	2 805	3 243	3 346	3 428	3 601
Bons du trésor	157 252	135 835	113 061	96 831	104 090
Obligations d'épargne	40 008	42 410	40 028	39 038	36 775
Obligations	480 814	528 262	516 507	531 286	535 749
Autres titres	44 226	24 648	54 261	62 814	55 719
Dépôts	37 042	42 311	48 192	50 631	59 716
Dû aux régimes de pension	168 793	178 367	184 353	188 659	194 508
Autre passif	18 362	19 621	21 251	22 478	33 776
Total du passif	1 032 352	1 059 418	1 072 830	1 090 227	1 120 907
Avoir (dette nette)	(836 993)	(851 118)	(847 318)	(848 660)	(830 361)
Avoir (dette nette) par habitant (\$)	(28 364)	(28 543)	(28 139)	(27 958)	(27 110)
Population au 31 mars (milliers)	29 509	29 819	30 112	30 355	30 629

¹ Les administrations publiques locales comprennent les administrations publiques générales et les commissions scolaires.

Tableau 3.1

Bilan consolidé des administrations publiques générales provinciales, territoriales et locales, au 31 mars – TOTAL DU CANADA
Système de gestion financière

	1996	1997	1998	1999	2000
	Millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	19,799	13,419	13,751	13,542	14,203
Débiteurs	23,872	24,203	26,518	26,869	29,841
Avances	27,976	28,493	29,388	30,001	38,225
Titres	96,184	101,156	113,913	119,798	144,749
Autre actif financier	6,013	6,610	6,390	8,725	6,571
Total de l'actif financier	173,844	173,881	189,960	198,935	233,589
PASSIF					
Découverts bancaires	3 956	3 307	3 258	3 787	4 020
Créditeurs	31 101	32 459	36 520	35 847	39 919
Avances	13 065	12 481	13 588	15 078	15 390
Bons du trésor	3 198	4 942	4 102	4 430	8 498
Obligations d'épargne	8 581	8 917	9 549	10 821	9 876
Obligations	236 749	229 772	228 197	237 784	241 225
Autres titres	36 929	36 876	41 728	46 461	44 417
Dépôts	29 595	34 320	39 648	40 626	48 677
Dû aux régimes de pension	60 911	64 162	66 897	66 252	66 162
Autre passif	8 034	9 361	12 210	12 041	24 033
Total du passif	432 119	436 597	455 697	473 127	502 217
L'Avoir (dette nette)	(258 275)	(262 716)	(265 737)	(274 192)	(268 628)
L'Avoir (dette nette) par habitant (\$)	(8 752)	(8 810)	(8 825)	(9 033)	(8 770)
Population au 31 mars (milliers)	29 509	29 819	30 112	30 355	30 629

¹ Les administrations publiques locales comprennent les administrations publiques générales et les commissions scolaires.

Tableau 3.2

**Bilan de l'administration publique générale fédérale, au 31 mars
(Système de gestion financière)**

	1998	1999	2000	2001	2002
	Millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	14 693	14 624	18 317	20 640	19 386
Débiteurs	4 423	4 585	5 089	4 169	6 654
Avances	39 073	43 939	50 787	61 555	63 893
Titres	4 873	8 922	10 504	11 539	14 157
Autre actif financier	1 082	1 851	1 782	1 697	1 746
Total de l'actif financier	64 144	73 921	86 479	99 600	105 836
Passif					
Découverts bancaires	3 219	4 282	3 904	4 601	5 846
Créditeurs	34 275	35 167	32 842	35 252	34 573
Avances	1 820	1 659	1 406	985	949
Monnaie en circulation	3 346	3 428	3 601	3 763	3 914
Bons du trésor	112 300	96 950	99 850	88 700	94 201
Obligations d'épargne	30 479	28 217	26 899	26 416	24 021
Obligations	312 712	319 484	319 280	320 055	318 071
Autres titres	12 533	16 353	11 302	12 570	7 765
Dépôts	8 544	10 005	11 039	11 627	12 231
Dû aux régimes de pension	117 456	122 407	128 346	129 185	126 921
Autre passif	9 041	10 437	9 743	11 746	12 034
Total du passif	645 725	648 389	648 212	644 900	640 526
Avoir (dette nette)	(581 581)	(574 468)	(561 733)	(545 300)	(534 690)
Avoir (dette nette) par habitant (\$)	(19 314)	(18 925)	(18 340)	(17 635)	(17 115)
Population au 31 mars (milliers)	30 112	30 355	30 629	30 921	31 240

Tableau 3.3

**Bilan des administrations publiques générales provinciales et territoriales, au 31 mars - TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière)**

	1997	1998	1999	2000	2001
	Millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	6 259	5 840	5 094	5 457	5 674
Débiteurs	18 132	20 698	21 243	24 075	28 763
Avances	26 581	27 582	28 330	36 195	38 485
Titres	127 576	141 855	142 850	166 423	178 636
Autre actif financier	2 455	1 993	2 948	2 181	2 556
Total de l'actif financier	181 003	197 968	200 465	234 331	254 114
Passif					
Découverts bancaires	2 843	2 747	3 255	3 504	4 153
Créditeurs	27 454	31 004	30 593	34 084	32 541
Avances	6 693	7 770	8 712	8 346	9 211
Bons du trésor	6 547	5 441	5 511	10 393	9 733
Obligations d'épargne	8 917	9 549	10 821	9 876	10 828
Obligations	225 960	227 294	236 665	243 632	249 389
Autres titres	37 045	42 159	46 707	44 657	43 834
Dépôts	34 336	39 695	40 676	48 718	47 931
Dû aux régimes de pension	64 162	66 897	66 252	66 162	65 586
Autre passif	8 792	10 635	9 544	21 125	22 721
Total du passif	422 749	443 191	458 736	490 497	495 927
L'excédent de l'actif financier sur le passif	(241 746)	(245 223)	(258 271)	(256 166)	(241 813)
Par tête (\$)	(8 107)	(8 144)	(8 508)	(8 363)	(7 820)
Population au 31 mars (milliers)	29 819	30 112	30 355	30 629	30 921

Tableau 3.4

**Bilan des administrations publiques locales, au 31 décembre¹
(Système de gestion financière)**

	1995	1996	1997	1998	1999
	Millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	6 716	7 160	7 911	8 448	8 746
Débiteurs	8 442	7 953	7 678	8 116	7 985
Avances	2 355	2 359	2 236	2 088	2 485
Titres	10 173	11 182	12 164	13 262	16 134
Autre actif financier	4 334	5 328	4 971	5 834	4 432
Total de l'actif financier	32 020	33 982	34 960	37 748	39 782
Passif					
Créditeurs	7 380	7 351	7 885	8 276	8 570
Emprunts bancaires	1 926	1 823	1 946	2 075	2 142
Avances	4 627	4 412	4 302	4 708	5 358
Obligations	38 672	39 640	39 239	36 106	33 265
Autre passif	1 794	1 726	2 102	2 504	2 909
Total du passif	54 399	54 952	55 474	53 669	52 244
Avoir (dette nette)	(22 379)	(20 970)	(20 514)	(15 921)	(12 462)
Avoir (dette nette) par habitant (\$)	(767)	(711)	(688)	(529)	(411)
Population au 31 mars (milliers)	29 191	29 509	29 819	30 112	30 355

¹ Comprend les hôpitaux municipaux. Ne comprend pas les commissions scolaires de Terre-Neuve jusqu'en 1998 et les offices municipales d'habitation du Québec.

Tableau 3.5

**Bilan du régime de retraite non provisionné de l'administration publique fédérale - Régimes de retraite non provisionnés des employés¹, au 31 mars
(Système de gestion financière)**

	1998	1999	2000	2001	2002
	Millions de dollars				
Actif					
Avances aux administrations publiques	117 456	122 407	128 346	129 185	126 921
Passif					
Rentes	117 456	122 407	128 346	129 185	126 921

¹ L'écart entre la variation de l'Avoir des régimes de retraite des ménages et la variation dans la dette nette est principalement dû à des réévaluation des « obligations de l'administration publique envers les régimes de retraite » suite à de nouvelles estimations actuarielles.

Tableau 3.6

**Bilan des régimes de retraite non provisionnés provinciaux et territoriaux, au 31 mars - TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière)**

	1997	1998	1999	2000	2001
	Millions de dollars				
Actif					
Avances aux l'administrations publiques	39 194	41 906	42 961	44 737	46 557
Passif					
Rentes	39 194	41 906	42 961	44 737	46 557

Tableau 3.7

**Bilan du Régime de pensions du Canada, au 31 mars
(Système de gestion financière)**

	1998	1999	2000	2001	2002
	Millions de dollars				
Actif financier					
Titres	32 459	30 833	30 299	29 591	28 276
Obligations de l'administration publique fédérale	3 456	3 444	3 426	3 403	3 386
Obligations des administrations publiques provinciales et territoriales	28 742	27 222	26 764	26 158	24 860
Obligations des entreprises publiques provinciales et territoriales	261	167	109	30	30
Placements à court terme dans les obligations du Canada	..	619	0	0	0
Dépôts à l'Office d'investissement du Régime Pensions Canada	..	12	2 032	8 042	14 717
Débiteurs	..	2 275	2 394	2 624	2 692
Compte du Régime de pensions du Canada	4 205	5 447	6 261	6 420	6 770
Total, actif financier	36 664	39 186	40 986	46 677	52 455
Total, passif	0	86	85	102	102
Excédent de l'actif financier sur le passif	36 664	39 100	40 901	46 575	52 353

Tableau 3.8

**Bilan du Régime des rentes du Québec, au 31 mars
(Système de gestion financière)**

	1997	1998	1999	2000	2001
	Millions de dollars				
Actif financier					
Dépôts dans les institutions publiques	15 519	16 682	16 173	18 350	17 297
Débiteurs	5	6	40	30	151
Total, actif financier	15 524	16 688	16 213	18 380	17 448
Passif					
Découverts bancaires, créditeurs et avances	105	95	86	101	137
Total, passif	105	98	86	101	137
Excédent de l'actif financier sur le passif	15 419	16 593	16 127	18 279	17 311

Tableau 3.9

Bilan des entreprises publiques fédérales, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre¹
(Système de gestion financière)

	1996	1997	1998	1999	2000
	Milliers de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	5 962 397	7 761 645	8 758 429	10 741 815	10 655 834
Débiteurs	7 530 996	7 545 914	8 176 880	8 071 308	8 422 286
Revenus courus et frais payés d'avances	1 311 876	1 129 812	1 358 026	1 608 538	2 081 365
Avances	13 676 465	15 114 211	19 189 689	20 896 742	25 161 992
Titre	63 051 460	65 111 380	74 750 508	85 271 466	97 123 444
Autre actif financier	4 112 036	3 824 559	4 834 158	9 842 595	3 741 765
Total, actif financier	95 645 230	100 487 521	117 067 690	136 432 464	147 186 686
Stocks	2 170 601	2 373 253	1 627 909	1 762 934	1 840 287
Immobilisations nettes	7 009 502	6 620 944	5 781 407	5 673 976	5 634 194
Frais différés	538 529	368 080	477 378	202 741	271 541
Autre actif	308 247	205 702	110 309	269 977	198 108
Total, actif	105 672 109	110 055 500	125 064 693	144 342 092	155 130 816
Passif et avoir net					
Passif					
Découverts bancaires	0	24 328	35 430	0	5 109
Dépôts d'épargne	0	0	0	0	0
Créditeurs	3 557 867	4 101 768	3 909 514	4 361 946	5 670 073
Dépenses courues et crédits reportés	1 610 713	1 655 612	1 808 505	2 496 995	2 298 915
Avances	30 811 521	27 847 470	34 726 430	36 821 177	46 682 354
Obligations	18 136 510	20 714 159	24 818 028	29 883 179	30 703 875
Autres titres	10 205 843	12 329 895	14 350 922	15 308 450	15 919 537
Dépôts	1 327 495	892 500	915 921	2 397 458	2 064 864
Participation minoritaire	0	2 334	0	744 513	0
Autre passif	33 283 314	35 521 507	38 752 920	46 214 596	44 904 036
Total, passif	98 933 263	103 089 573	119 317 670	138 228 314	148 248 763
Avoir net					
Capital actions	1 777 818	1 777 818	1 818 230	1 898 230	1 963 230
Excédent	4 961 028	5 188 109	3 928 793	4 215 548	4 918 823
Excédent non affecté	(368 066)	602 308	826 188	593 772	1 001 139
Excédent affecté	5 806	0	0	368 197	680 506
Excédent d'apport	5 323 288	4 585 801	3 102 605	3 253 579	3 237 178
Total, avoir net	6 738 846	6 965 927	5 747 023	6 113 778	6 882 053
Total, passif et avoir net	105 672 109	110 055 500	125 064 693	144 342 092	155 130 816

¹ Comprend les autorités monétaires : Banque du Canada et le compte du fonds de change.

Tableau 3.10

**Bilan des entreprises publiques provinciales et territoriales, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre - TOTAL
DU CANADA
(Système de gestion financière)**

	1995	1996	1997	1998	1999
	Milliers de dollars				
Actif financier					
Encaisse, dépôts et débiteurs	8 304 076	7 694 582	7 594 911	7 489 098	10 139 715
Avances	6 976 520	6 059 780	6 281 291	8 599 139	27 767 343
Titres	34 566 278	33 699 320	30 592 003	29 763 416	30 461 258
Autre actif financier	2 050 368	2 067 005	1 822 762	2 275 592	3 483 950
Total, actif financier	51 897 242	49 520 687	46 290 967	48 127 245	71 852 266
Stocks	2 047 390	2 030 287	2 039 508	2 319 043	2 402 405
Immobilisations - nettes	125 317 121	124 178 587	120 749 595	120 378 872	105 084 959
Frais différés	6 516 105	7 211 390	7 824 471	10 258 436	7 956 727
Total actif	185 777 858	182 940 951	176 904 541	181 083 595	187 296 359
Passif et avoir net					
Passif					
Dépôts d'épargne	8 379 753	8 197 111	8 593 429	8 935 511	9 878 158
Créditeurs	4 481 443	5 179 821	5 560 061	5 571 417	10 934 881
Avances	43 895 232	43 316 152	36 435 125	36 386 049	63 715 184
Obligations	82 372 846	80 473 814	76 743 392	78 395 481	48 249 034
Autres titres	3 356 216	3 769 598	6 239 227	5 465 866	10 668 665
Autre passif	15 451 373	15 904 074	23 026 272	23 085 671	26 497 654
Total, passif	157 936 863	156 840 570	156 597 506	157 839 996	169 943 576
Total, avoir net	27 840 995	26 100 381	20 307 035	23 243 600	17 352 784
Total, passif et avoir net	185 777 858	182 940 951	176 904 541	181 083 595	187 296 359

Tableau 4.0

**Emploi, moyenne annuelle¹
(Système de gestion financière)**

	1997	1998	1999 ^r	2000 ^r	2001 ^p
	Nombre moyen d'employés				
Secteur public	2 789 257	2 779 803	2 773 863	2 790 894	2 819 252
Gouvernement	2 530 831	2 518 900	2 512 037	2 524 790	2 552 613
Les administrations publiques provinciales, territoriales et locales	2 193 118	2 187 919	2 180 391	2 185 356	2 195 305
Administration publique générale fédérale	337 713	330 981	331 646	339 434	357 308
Militaire	94 254	91 970	89 559	87 400	87 613
Administrations publiques provinciales et territoriales	1 301 694	1 300 392	1 295 566	1 303 715	1 313 380
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	338 712	335 035	336 605	338 734	340 272
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales ²	270 740	270 238	269 145	272 985	275 887
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	692 242	695 118	689 816	691 996	697 220
Administrations publiques locales	891 425	887 527	884 825	881 642	881 926
Administrations publiques générales, locales	350 426	341 046	341 485	340 827	341 339
Commissions scolaires locale	540 999	546 481	543 340	540 815	540 587
Entreprises publiques, fédérales	92 311	91 359	89 990	89 743	89 431
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	119 690	122 758	124 422	128 156	128 047
Entreprises publiques, locales	46 425	46 786	47 414	48 205	49 161

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Afin de respecter la confidentialité, les données pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont incluses dans Administrations publiques provinciales et territoriales.

Tableau 4.1

**Salaires et traitements, total annuel¹
(Système de gestion financière)**

	1997	1998	1999 ^r	2000 ^r	2001 ^p
	Millions de dollars				
Secteur public	101 355,9	103 039,1	107 637,6	114 373,6	116 556,7
Gouvernement	90 308,3	91 825,4	96 043,4	102 298,9	104 180,4
Les administrations publiques provinciales, territoriales et locales	75 837,0	77 351,7	80 077,5	83 212,3	85 507,4
Administration publique générale fédérale	14 471,4	14 473,6	15 965,9	19 086,6	18 672,9
Militaire	3 133,6	3 158,9	3 384,0	3 507,8	3 785,7
Administrations publiques provinciales et territoriales	43 087,2	44 398,2	46 335,9	48 583,6	50 829,2
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	13 645,4	13 700,8	14 131,2	14 693,0	15 411,0
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales ²	9 304,4	9 566,1	10 030,1	10 595,5	11 273,1
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	20 137,3	21 131,3	22 174,5	23 295,0	24 145,2
Administrations publiques locales	32 749,8	32 953,6	33 741,7	34 628,7	34 678,2
Administrations publiques générales, locales	12 312,9	12 044,6	12 124,9	12 471,8	12 500,5
Commissions scolaires locale	20 436,9	20 908,9	21 616,8	22 156,9	22 177,7
Entreprises publiques, fédérales	3 424,9	3 472,1	3 465,4	3 647,3	3 519,5
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	5 595,5	5 640,1	5 955,9	6 173,4	6 511,3
Entreprises publiques, locales	2 027,1	2 101,6	2 172,9	2 254,0	2 345,5

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Afin de respecter la confidentialité, les données pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont incluses dans Administrations publiques provinciales et territoriales.

Qualité des données, concepts et méthodologie

Nous exposerons les concepts de base qui définissent les données présentées, ainsi que la méthodologie à la base de l'enquête et la qualité des données sous ses grands aspects. Nous ferons ressortir les forces et les limites des données et aiderons l'utilisateur à faire un usage et une analyse plus efficaces de cette information. Les indications que nous donnons faciliteront aussi les comparaisons avec les données d'autres enquêtes ou sources d'information et les conclusions à tirer au sujet des variations dans le temps.

- description des concepts des données
- méthodologie statistique
- définition des principales variables

Description des concepts des données

Introduction

Nous recueillons et assemblons les données en nous reportant au guide de classification *Système de gestion financière (SGF)*. Nous réunissons cette information pour toute la population du secteur public (voir le diagramme du secteur public) selon le dénombrement qu'en fait la Division des institutions publiques et la description qu'en donne le Registre des entreprises de Statistique Canada. S'il est possible d'effectuer un tel recensement, c'est qu'on peut utiliser les états financiers vérifiés accessibles au public, les comptes publics et d'autres renseignements administratifs émanant des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales et de leurs organes. On le complète par des données d'enquête sur les hôpitaux et des données sur les collèges et les universités que recueillent respectivement l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) et le Centre de la statistique de l'éducation (CSE). Quant aux données relatives aux entreprises publiques locales, provinciales, territoriales et fédérales, elles sont tirées des rapports annuels de sources publiques et des déclarations trimestrielles d'enquête.

Description et utilisation des données

Les données que nous présentons viennent des états financiers par lesquels les administrations publiques et leurs organismes décrivent d'ordinaire leur situation financière.

Elles portent notamment sur les aspects suivants :

- actif, passif et avoir figurant au bilan
- produits, charges et excédent ou déficit
- emploi et salaires et traitements dans le secteur public (complément d'information)

Ces statistiques ont deux grands usages. Elles mesurent d'abord la situation financière selon les composantes et les sous-composantes du secteur public. Ces mesures statistiques servent à une grande diversité d'économistes et d'analystes de l'industrie des secteurs privé et public. Les données servent en outre à étalonner les estimations trimestrielles relatives aux administrations publiques dans le Système canadien de comptabilité nationale (SCCN).

Couverture

L'économie intérieure se compose des secteurs des particuliers, des entreprises et des administrations publiques. La présente publication porte tant sur les administrations publiques que sur les entreprises, financières ou non, que contrôlent les administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales et qui exercent des activités commerciales dans le secteur des entreprises.

Unité statistique

À des fins statistiques, Statistique Canada définit une hiérarchie d'unités pour chaque organisme. Voici par ordre décroissant d'importance les quatre unités statistiques types qui sont employées :

- entreprise
- compagnie
- établissement
- emplacement

Dans la présente publication, l'unité statistique utilisée est l'entreprise. Dans l'univers statistique du secteur public, ce sont les *unités institutionnelles* que l'on mesure. Elles se comparent aux entreprises dans la hiérarchie que nous venons de décrire. Le secteur public contient toutes les unités institutionnelles *contrôlées et principalement financées* par les administrations publiques. Une telle unité est « une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de prendre des engagements, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités »^{1,2,3}. Le contrôle en question peut prendre la forme d'une propriété exclusive de l'unité institutionnelle ou d'une participation majoritaire à son capital-actions donnant droit de vote. La disponibilité d'un jeu complet d'états financiers annuels est le préalable de toute caractérisation d'une entité comme unité institutionnelle du secteur public.

Concepts, définitions et pratiques comptables

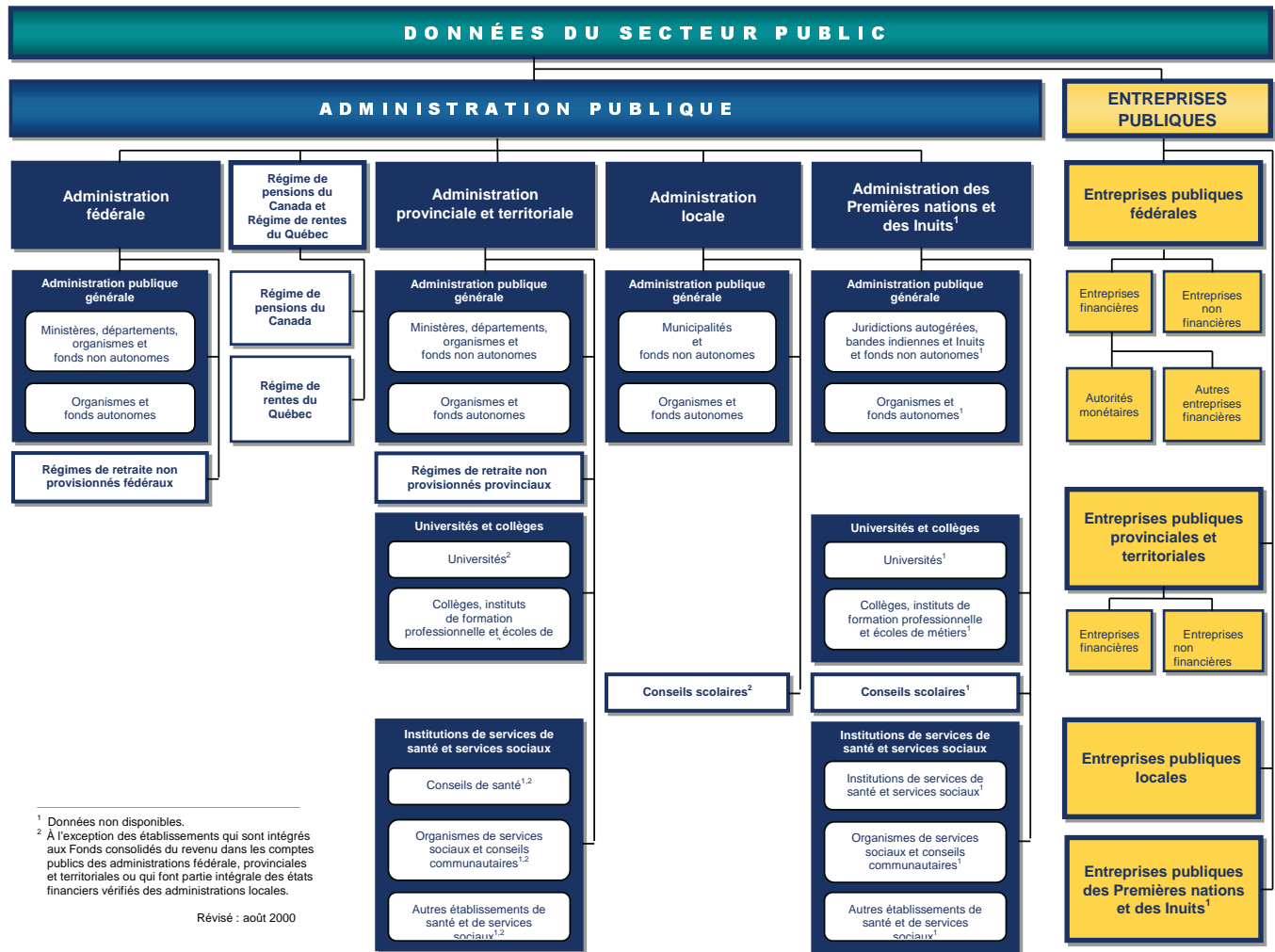
Les concepts et les définitions qui intéressent la plupart des administrations (fédérale, provinciales, territoriales et locales) sont fondés sur les lignes directrices du Conseil sur la comptabilité et la vérification dans le secteur public (CCVSP) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Les méthodes comptables doivent être conformes aux Principes comptables généralement reconnus (PCGR) de l'ICCA.

¹ Source: *Système de comptabilité nationale 1993*, ch. IV, p. 87, par. 4.2.

² *Le Système de comptabilité nationale 1993 est le guide international d'élaboration des comptes nationaux. Il présente un cadre comptable complet par lequel on peut assembler des données économiques et les présenter sous une forme se prêtant à l'analyse économique, à la prise de décisions et à l'élaboration de politiques.*

³ *IMF Government Finance Statistics (GFS) Manual 2001*, ch. 2, p. 8, par. 2.11.

Tableau explicatif 1
L'Univers statistique SGF



Classification financière et présentation

Parce qu'il n'y a pas de classification type des postes financiers qui soit généralement reconnue, nous avons dû élaborer le *Système de gestion financière (SGF)* de sorte que l'information présentée soit homogène pour toutes les entreprises du secteur public. Nous avons quelque peu condensé la nomenclature financière employée dans cette publication pour une présentation générale selon les composantes du secteur public et les niveaux d'administration publique.

Le Système de gestion financière (SGF) est un cadre comptable conçu pour la production de séries statistiques à la fois cohérentes et compatibles. Il porte sur les données d'opérations financières et d'emploi de toutes les unités statistiques du niveau de l'entreprise du secteur public. Il existe des liens directs entre ce système, la classification fiscale de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les statistiques des finances publiques (SFP) de la classification fonctionnelle des dépenses du Fonds monétaire international (FMI). Les deux systèmes SGF et SFP classifient les dépenses publiques selon les objets ou les articles de dépense principaux. De même, ils classifient les recettes selon l'assiette fiscale ou la source.

Méthodologie statistique

Plan d'enquête

Nous avons combiné les sources d'information suivantes pour le recensement de toutes les unités de la population d'intérêt, à savoir l'univers statistique du secteur public :

1. Données sur l'emploi et les salaires et traitements dans le secteur public en provenance des services centraux de la paie des administrations fédérale, provinciales et territoriales; les données correspondantes sur les autres unités du niveau de l'entreprise du secteur public viennent de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (EERH) réalisée par la Division du travail de Statistique Canada.
2. Données sur les unités des entreprises publiques des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales en provenance des rapports annuels de sources publiques et des enquêtes réalisées par la Division des institutions publiques de Statistique Canada.
3. Données administratives en provenance des comptes publics et des états financiers vérifiés des administrations fédérale, provinciales et territoriales et de leurs organismes pour la production des statistiques de situation financière; elles sont complétées par des données financières directement fournies par les administrations provinciales et territoriales.

Tableau explicatif 2

Recettes et nombre de salariés selon les sources de données, 2001-2002

Source de données	Nombre d'unités statistiques du niveau de l'entreprise	Porportion des recettes totales	Porportion du nombre moyen de salariés
Entreprises publiques des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales	636	5 %	10 %
Administration fédérale – comptes publics et entreprises liées	57	38 %	12 %
Administrations provinciales et territoriales – comptes publics et entreprises liées	2 496	42 %	47 %
Ministères provinciaux de l'Éducation et des Affaires municipales (municipalités, entreprises liées et conseils scolaires)	5 486 472		
Administrations locales	5 958	15 %	31 %
Total	9 147	100 %	100 %

4. Données sommaires sur les administrations locales en provenance des dossiers administratifs des ministères provinciaux et territoriaux des Affaires municipales.

La base de sondage comprend 9 147 unités formant la population d'intérêt. Les enquêtes trimestrielles auprès des entreprises publiques nous ont apporté des données pour les comptes nationaux du secteur des entreprises financières ou non. Par ailleurs, nous avons puisé des données annuelles pour toutes les unités statistiques du secteur public aux sources administratives accessibles au public.

Collecte et traitement

Les rapports comptables publics accessibles au public et fondés sur les structures et les pratiques de comptabilité et de déclaration des diverses administrations publiques sont la principale source de données administratives exploitée pour la production des séries statistiques annuelles sur le secteur public. L'information puisée aux sources d'information disponibles se présente pour l'essentiel sous des formes hétérogènes et pour une diversité de jeux de variables. Pour fondre les données en question, il a fallu transformer ces sources en un jeu commun de variables livrant une information complète sur les états financiers. Nous avons dû laisser certains détails de côté, les données en question n'étant pas disponibles à toutes les sources.

Nous avons recueilli des données au niveau de l'entreprise tant pour la composante « administrations publiques » que pour la composante « entreprises publiques » du secteur.

Vérification et imputation

Nous soumettons les données à plusieurs vérifications de cohérence interne et de repérage de valeurs extrêmes. Pour les unités manquantes (sans réponse), nous procédons à une imputation à l'aide des données passées disponibles; sinon, nous imputons par la méthode du « plus proche voisin » (imputation par donneur). Cette dernière méthode fait intervenir les données auxiliaires disponibles pour un remplacement des données de l'unité manquante par celles d'une entité ayant les mêmes caractéristiques.

L'observation de la population du secteur public est presque totale. L'imputation de non-réponse varie selon les sous-composantes de ce secteur; le taux global d'imputation s'établit à moins de 2 %, tout comme d'ailleurs l'incidence générale de l'imputation sur les principales variables financières.

Estimation

Les estimations viennent d'une simple totalisation des données tirées des sources d'information pour chaque entreprise de la population d'intérêt.

Nous avons analysé les résultats d'enquête combinés avant leur diffusion. Il s'agit en général de procéder à un examen détaillé des réponses (surtout dans le cas des entreprises les plus grandes), à une analyse des conditions économiques générales et des tendances passées et à des comparaisons avec d'autres sources de données.

Exactitude des données

Nous faisons des efforts considérables pour que toutes les opérations de collecte et de traitement obéissent à des normes élevées, mais les estimations obtenues sont inévitablement entachées d'une certaine erreur. Il y a deux catégories d'erreurs qui se glissent dans l'information statistique, à savoir les erreurs d'échantillonnage et les erreurs non dues à l'échantillonnage. Les secondes sont les seules qui interviennent dans ce programme, puisqu'il n'y a pas d'échantillonnage pour la production des estimations.

Elles ont des causes diverses et sont difficiles à mesurer. Leur importance peut varier selon la finalité des données. Comme exemples d'erreurs non dues à l'échantillonnage, on peut citer les lacunes de l'information communiquée par les organes du secteur public et les erreurs de traitement à l'étape de la saisie des données, par exemple.

Comparabilité des données et sources liées

Nous avons réuni les estimations des recettes et des dépenses en 2001-2002 en nous reportant aux discours du budget, aux prévisions de dépenses et aux documents administratifs et en nous en tenant aux concepts du Système de gestion financière (SGF) appliqués en 2000-2001. L'évolution est constante sur le plan de l'amélioration de la qualité et de l'allègement du fardeau de réponse.

C'est en 1997-1998 qu'on a modifié la procédure de caractérisation des dépenses de l'administration publique générale et des établissements de santé et de services sociaux du palier provincial-territorial selon les fonctions « services de santé » et « services sociaux » et leurs sous-fonctions. Ainsi, les données relatives à ces fonctions avant 1997-1998 ne seront comparables que si on agrège ces dernières.

Dans le Système de gestion financière, les statistiques ont fait l'objet d'amples révisions d'ordre méthodologique à l'occasion de ce qu'on a appelé la révision historique du Système canadien de comptabilité nationale (SCCN). On a ainsi mieux harmonisé le SGF et le SCCN. Les détails sur les modifications apportées aux statistiques SGF figurent dans la publication 68F0023XIB « Système de gestion financière ». Nous avons étendu le champ d'observation du secteur public canadien pour pouvoir statistiquement décrire de nouvelles sous-composantes. À cause de cette amélioration des méthodes, les données de la présente édition de la publication ne sont pas directement comparables à celles des versions antérieures. On peut consulter les statistiques révisées du secteur public en harmonisation jusqu'à l'exercice 1988-1989 selon le cadre classificatoire du SGF.

Période de référence

Avec ces séries annuelles, nous visons à décrire pour une certaine période de référence ce que font les administrations publiques en production de biens et de services et en distribution correspondante de ressources dans l'économie. Les données financières des établissements de santé et de services sociaux et de l'administration publique générale qui sont tirées de sources administratives ont pour cadre l'exercice qui va d'avril à mars. Quant aux données financières des municipalités, des établissements d'enseignement et des entreprises publiques, elles s'alignent le plus souvent sur l'année civile.

Confidentialité

La Loi sur la statistique renferme des dispositions de sauvegarde de la confidentialité des statistiques déclarées. Voilà pourquoi on diffuse celles-ci sous une forme agrégée sans qu'il soit possible de reconnaître les données venant de tel ou tel déclarant. Les dispositions de la Loi sur la statistique prévalent contre celles de la Loi sur l'accès à l'information à des fins de protection des données de déclaration individuelle.

Limites des données

En raison de certaines contraintes de déclaration financière, nous n'avons pu obtenir de données de bilan des sous-composantes suivantes du secteur public : entreprises publiques locales, universités, collèges et établissements de santé et de services sociaux.

Pour se prêter à une analyse transversale ou longitudinale en série chronologique, les définitions des données doivent être les mêmes dans et entre les périodes. En d'autres termes, les différences et les similitudes des données doivent être réelles et ne pas s'expliquer par des changements de concepts ni de définitions pour leur production.

Que des données soient exploitables à des fins d'analyse dépend du cadre conceptuel de leur utilisation. Il importe donc de savoir que les administrations publiques emploient des conventions comptables différentes. Certaines sont en comptabilité de caisse, d'autres en comptabilité d'exercice et d'autres encore combinent les deux méthodes, ce que l'on appelle communément la comptabilité de caisse modifiée. Des corrections peuvent permettre d'harmoniser les données issues de l'application de ces diverses conventions, mais une conversion entière à un même cadre comptable est impossible. Le Système de gestion financière accepte généralement les conventions comptables adoptées par les diverses administrations publiques.

L'administration publique évolue sans cesse dans sa structure. Une année, une fonction ou un service peut être assuré par un ministère et, l'année suivante, la responsabilité peut en être confiée à un organisme indépendant ou même passer en sous-traitance. Il serait donc difficile de comparer d'année en année les structures de déclaration et les opérations financières sans d'abord apporter de nombreuses corrections

aux données de base. On a conçu le Système de gestion financière pour un remplacement des formes diverses des rapports financiers des administrations publiques en établissant des séries statistiques homogènes qui permettent d'utiles comparaisons avec les divers rapports, financiers ou non, en provenance des pouvoirs publics.

Plusieurs facteurs nuisent à une comparabilité intergouvernementale complète des données du Système de gestion financière. Ainsi, les opérations intergouvernementales ne sont pas toujours déclarées au même moment par les deux parties et les fins d'exercice peuvent aussi différer. Précisons en outre que les responsabilités se partagent différemment entre les paliers de l'administration publique et que les niveaux de service varient également. Nous n'avons nullement tenté de corriger les données en fonction de l'hétérogénéité de la prestation des services publics à tout palier ou entre paliers. Il reste que la convention de consolidation du SGF, qui permet de regrouper deux niveaux d'administration publique et plus en une même unité de consolidation (*administrations provinciales et locales*, par exemple), vient considérablement réduire l'incidence de cette hétérogénéité des services. Nous nous efforçons constamment de rendre les mesures plus utiles par l'adoption de concepts, de définitions et de cadres et de systèmes classificatoires uniformes.

Définition des principales variables

Emploi et salaires et traitements dans le secteur public : il s'agit des effectifs des administrations publiques et de leur rémunération.

- **Salarié :** quiconque est rémunéré pour services rendus ou se trouve en congé payé et à l'égard de qui l'employeur est tenu de produire un feuillet supplémentaire T4 à l'intention de l'Agence des douanes et du revenu du Canada; sont exclus les experts-conseils établis à leur compte et les salariés d'entreprises faisant de la sous-traitance pour une entité du secteur public
 1. **Salarié à plein temps :** tout salarié qui travaille habituellement toutes les heures de la semaine de travail normale de l'établissement.
 2. **Salarié à temps partiel :** tout salarié qui travaille moins que toutes les heures de la semaine de travail normale de l'établissement.
 3. **Employé :** tout salarié qui reçoit une rémunération de base sous forme de traitement hebdomadaire, mensuel ou annuel fixe.
- **Salaires et traitements :** les salaires et traitements comprennent les jetons de présence, les bonis et primes, les commissions, les gratifications, le revenu en nature, les indemnités imposables et les paiements salariaux à titre rétroactif; on les estime en valeur brute, c'est-à-dire avant

les retenues de paiements salariaux aux régimes d'impôt sur le revenu, d'assurance-emploi ou de retraite; comme les salaires et traitements s'accumulent dans le temps, on comptabilise les paiements rétroactifs le mois et l'année où ils sont effectués; est enfin exclu le revenu supplémentaire de travail sous forme de cotisations patronales aux régimes de retraite, d'assurance-maladie et autres de même nature

Bilan : état financier sommaire de l'actif financier, du passif et de l'avoir à un moment quelconque, ordinairement à la fin de l'exercice.

- **Actif financier :** actif à caractère financier comme l'encaisse, les comptes débiteurs et les titres
- **Passif :** obligations d'une entité qui sont nées d'opérations passées et qui peuvent donner lieu à la cession d'actifs ou à la prestation de services, qu'il s'agisse de découverts bancaires, de comptes créditeurs, d'avances, de numéraire en circulation, de bons du Trésor, d'obligations garanties ou non ou d'autres titres
- Valeur nette (avoir) : excédent de l'actif financier sur le passif

Consolidation : regroupement des statistiques financières relatives à deux entités ou plus de manière à éliminer les soldes et les opérations entre entités et donc à prévenir tout double compte.

- États consolidés des administrations publiques : terme général désignant la consolidation des comptes de l'administration fédérale, des administrations provinciales et territoriales, des administrations locales et du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec

Recettes et dépenses : recettes, dépenses et excédent ou déficit.

- Les **recettes** sont notamment l'impôt sur le revenu et les taxes à la consommation, l'impôt foncier et les taxes apparentées, le produit de la vente de biens et de services, le revenu de placements et les transferts généraux et spéciaux en provenance des autres sous-secteurs publics
- Les **dépenses** se font notamment en services comme les suivants : protection des personnes et des biens, transports et communications, santé, services sociaux, éducation, conservation des ressources et développement industriel, environnement, loisirs et culture, travail, emploi et immigration, logement, établissements de recherche et service de la dette
- **Excédent :** excédent des recettes sur les dépenses
- **Déficit :** excédent des dépenses sur les recettes

Annexe I

Classification des recettes et des dépenses de l'administration publique

Recettes

Recettes de sources propres

1. **Impôts sur le revenu**
 - (a) **Impôts sur le revenu des particuliers** – Cette catégorie comprend les prélèvements généraux sur le revenu des particuliers et les bénéfices des entreprises non constituées en société, ainsi que les prélèvements spéciaux sur le revenu, telle une surtaxe, auxquels les administrations publiques recourent de temps en temps. Le produit de l'impôt sur les gains de capital des particuliers et des entreprises non constituées en société est également inclus. Les crédits d'impôt remboursables font également partie de cette catégorie et sont ramenés à leur valeur brute aux fins de leur inscription aux comptes des recettes ou des dépenses.
 - (b) **Impôts sur les profits des sociétés** – Cette catégorie comprend la plupart des impôts levés par les administrations fédérale et provinciales sur les bénéfices imposables des sociétés. Les impôts spéciaux levés à l'occasion sur les sociétés et les crédits d'impôt remboursables sont également inclus. Ils sont ramenés à leur valeur brute aux fins de leur comptabilisation à titre de recettes et de dépenses.
 - (c) **Impôts sur l'exploitation minière et forestière** – Cette catégorie représente les impôts particuliers qui sont parfois levés sur les bénéfices des sociétés du secteur des ressources naturelles. Elle comprend aussi les crédits d'impôt remboursables que l'on ramène à leur valeur brute aux fins de leur comptabilisation à titre de recettes et de dépenses. Antérieurement, les impôts visés étaient traités comme des recettes tirées des ressources naturelles.
 - (d) **Impôts directs des non résidents** – Cette catégorie comprend l'impôt fédéral retenu à la source sur les versements aux non résidents (particuliers ainsi que sociétés) de dividendes, d'intérêts, de loyers, de redevances, de pensions alimentaires, d'honoraires de gestion et de sommes provenant d'arrangements fiduciaires ou successoraux, ainsi que les retenues visant les compagnies d'assurance Étrangères.
 - (e) **Autres impôts sur le revenu** – Cette catégorie regroupe tous les impôts sur le revenu qu'on ne peut classer ailleurs.
2. **Taxes à la consommation**
 - (a) **Taxes générales de vente** – Il s'agit du produit de la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et des taxes provinciales sur les ventes au détail. En avril 1996, l'administration fédérale a conclu une entente avec trois provinces (Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse) en vue d'harmoniser la taxe de vente provinciale et la TPS fédérale. Les remises de l'administration fédérale à ces trois provinces au titre de la nouvelle taxe de vente harmonisée (TVH) rentrent également dans la présente catégorie.
 - (b) **Taxes sur les boissons alcoolisées** – Comprend la Taxes d'accise sur le nombre de gallons d'alcool, ainsi tout impôt spécial, taxe ou droit d'accise perçu sur la production et la vente de boissons alcoolisées.
 - (c) **Taxes sur le tabac** – Cette catégorie englobe les impôts spéciaux, comme la taxe d'accise, les droits d'accise et les taxes provinciales particulières, prélevés sur la production et la vente des produits du tabac. Les taxes générales de vente et les droits de douane applicables à ces produits sont comptabilisés sous les rubriques portant ces titres, respectivement.
 - (d) **Taxes sur les divertissements** – Cette catégorie regroupe les taxes perçues sur les droits d'entrée dans les cinémas et les théâtres ainsi que sur les activités récréatives, culturelles et autres divertissements. Les taxes levées par les administrations provinciales sur les paris mutuels des champs de course et sur les jeux de hasard des casinos rentrent aussi dans cette catégorie.
 - (e) **Taxes sur les carburants** – Cette catégorie regroupe le produit des taxes spéciales sur l'essence, le carburant pour aéronef, le carburant diesel, le propane et d'autres substances utilisées comme carburant.
 - (f) **Droits de douane** – Cette catégorie concerne uniquement le palier fédéral; elle comprend le produit des droits imposés sur les marchandises importées au Canada, comme les biens manufacturés, les aliments, les boissons et le tabac.
 - (g) **Bénéfices remis tirés de la vente des boissons alcooliques** – Cette catégorie englobe l'ensemble des bénéfices remis par les régies des alcools appartenant à l'État. Puisque ces régies fonctionnent comme des monopoles fiscaux, leurs bénéfices sont traités comme des taxes sur les produits (impôts indirects).

- (h) **Bénéfices remis tirés des jeux de hasard** – Cette catégorie englobe l'ensemble des bénéfices remis par les loteries et autres sociétés de jeux appartenant à l'État. Comme ces loteries et autres sociétés sont des monopoles fiscaux, leurs bénéfices sont traités comme des taxes sur les produits (impôts indirects).
- (i) **Autres taxes à la consommation** – Cette catégorie englobe la taxe de transport aérien, les taxes sur les repas et les chambres d'hôtel, ainsi que les taxes à la consommation diverses.
3. **Impôts fonciers et impôts connexes**
- (a) **Impôts fonciers généraux** – Au Canada, l'imposition des biens immobiliers (terrains et construction) est répartie entre les administrations provinciales et locales. Dans les données statistiques sur les administrations provinciales, le produit de l'impôt foncier n'inclut pas les montants perçus pour les administrations locales qui leur sont versés; les administrations locales, quant à elles, ajoutent à l'impôt foncier qu'elles perçoivent elles-mêmes le montant qui est perçu en leur nom et qui leur est versé. Les biens immobiliers que possèdent et occupent la plupart des administrations publiques sont exonérés de l'impôt foncier. Pour compenser une administration pour la perte de recettes due à cette exemption, les administrations fédérale et provinciales versent une compensation tenant lieu de taxe foncière aux administrations provinciales et locales qui lèvent les impôts fonciers. Cette catégorie englobe les prélèvements sur terrains (redevances forfaitaires d'exploitations perçus sur les propriétés foncières qui bénéficient d'améliorations locales ou d'aménagements durables supplémentaires), les impôts fonciers particuliers (impôt levé par une municipalité sur un groupe particulier de propriétés en paiement d'un service, comme l'installation de trottoirs, ne visant que ces propriétés), de même que les compensations tenant lieu de taxes foncières.
- (b) **Impôts sur le capital** – Cette catégorie comprend l'impôt prélevé par les administrations fédérale et provinciales sur le capital versé aux sociétés.
- (c) **Autres impôts fonciers et impôts connexes** – Cette catégorie comprend les droits de cession immobilière, les taxes d'affaires et les impôts sur le patrimoine.
4. **Autres impôts**
- (a) **Impôts sur la masse salariale** – Cette catégorie englobe les recettes fiscales correspondant aux cotisations versées par les employeurs au prorata des traitements et salaires. Dans certaines provinces, le produit de ces charges sert à financer plusieurs fonctions, tandis que dans d'autres, il est affecté spécialement au financement des services de santé et(ou) d'éducation ou de formation des travailleurs. En 1998, quatre provinces, à savoir Terre-Neuve, le Québec, l'Ontario et le Manitoba, percevaient des impôts sur la masse salariale. Les contributions des employeurs au RPC, au RRQ, au régime d'assurance-emploi etc., dont le montant, dans une certaine mesure, se fonde également sur les salaires et traitements, sont comptabilisées sous la rubrique « Contributions aux régimes d'assurance sociale ».
- (b) **Immatriculation (droits et permis) des véhicules automobiles** – Cette catégorie regroupe les produits des droits d'enregistrement, des permis de conduire et d'autres droits relatifs à la propriété et à l'utilisation de véhicules automobiles.
- (c) **Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles** – Cette catégorie comprend les taxes perçues au titre de la propriété privée ou de la production de ressources naturelles. La taxe sur la propriété franche des droits miniers rentre dans cette catégorie. Les droits de permis versés pour pouvoir entreprendre des activités touchant les ressources naturelles, à l'exception des activités d'exploration, sont également inclus.
- (d) **Impôts divers** – Cette catégorie englobe les primes d'assurances-agricoles, les impôts sur les primes d'assurance, les permis de chasse et de pêche, les permis de vente d'alcool et autres licences et permis, les amendes et pénalités imposées aux entreprises, ainsi que les dons des entreprises.
5. **Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments** – Cette catégorie comprend les primes perçues par certaines provinces et utilisées spécialement pour financer les régimes d'assurance-hospitalisation et soins médicaux et d'assurance-médicaments.
6. **Contributions aux régimes de sécurité sociale** – Ces contributions sont ventilées selon cinq catégories : cotisations au régime d'assurance-emploi; cotisations aux commissions des accidents du travail; contributions aux régimes de retraite non provisionnés; cotisations au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec; autres contributions aux régimes de sécurité sociale.
7. **Vente de biens et de services** – En qualité de fournisseurs de biens et de services publics, les entités qui font partie de la composante des administrations publiques du secteur public entreprennent des opérations de nature commerciale avec les organismes ou particuliers du secteur privé et avec d'autres entités de la composante des administrations publiques. Les recettes qu'elles tirent de ces opérations sont classées dans la catégorie « Vente de biens et de services », que l'on pourrait définir comme les rentrées de droits et redevances payées au prorata du coût de la distribution des biens et des services publics fournis aux payeurs.
8. **Revenus de placements** – Cette catégorie comprend les redevances sur les ressources naturelles, les bénéfices commerciaux remis, les intérêts et les autres revenus de placements.
9. **Autres recettes de sources propres** – Cette catégorie englobe les autres amendes et pénalités, les transferts de nature capitale de sources propres, les dons et diverses recettes de sources propres.

Transferts

10. **Transferts à des fins générales en provenance d'autres composantes de l'administration publique** – Les transferts à des fins générales sont ventilés selon le palier d'administration publique d'où provient le transfert. Les transferts en provenance de l'administration fédérale sont catégorisés comme suit : Transferts de capitaux en provenance de l'administration; Subventions statutaires; Part de l'impôt fédéral sur les dividendes privilégiés et sur les bénéfices de certaines entreprises de services publics; Paiements de garantie des recettes fiscales; Péréquation; Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux; Réciprocité fiscale; Paiements de stabilisation fiscale
11. **Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique** – Les transferts à des fins particulières sont ventilés selon le palier d'administration publique qui les accorde. Cette catégorie couvre les transferts qui s'appliquent à des activités particulières, comme les transferts de l'administration fédérale aux provinces pour l'amélioration de certaines autoroutes, les transferts des administrations provinciales aux municipalités pour la collecte des eaux usées et l'élimination des déchets, ainsi que les transferts des administrations provinciales aux établissements d'enseignement et de la santé pour les aider à financer leurs activités.

Dépenses

12. **Services généraux de l'administration publique** – Cette catégorie englobe les services exécutifs et législatifs, l'administration générale et les autres dépenses de nature générale.
13. **Protection de la personne et de la propriété** – Cette catégorie comprend tous les frais encourus pour dispenser les services destinés à assurer la sécurité des personnes et de la propriété. La protection dépasse la simple sauvegarde contre des attaques extérieures et des actions criminelles; elle couvre aussi les mesures destinées à protéger les particuliers de toute négligence et de tout abus, ainsi que celles qui ont pour objet d'assurer la bonne marche des affaires de la société. Cette catégorie englobe la défense nationale, les cours de justice, les services correctionnels et de réadaptation, les services de police, la lutte contre les incendies et les services de réglementation.
14. **Transports et communications** – Cette catégorie couvre les dépenses reliées à toutes les phases de l'acquisition, de la construction, de l'exploitation et de l'entretien des installations et du matériel de transport et de communication pertinents ainsi que celles qui sont affectées à l'ingénierie et aux relevés techniques connexes. Cette catégorie inclut les transferts des administrations publiques à leurs entreprises publiques qui s'occupent d'activités de transport, en particulier les services de transport en commun et les services ferroviaires. La catégorie englobe le transport aérien, le transport routier, le transport en commun, le transport par chemin de fer, le transport maritime, le transport par pipelines et les télécommunications.
15. **Santé** – Cette fonction regroupe les dépenses engagées par les administrations publiques pour s'assurer que tous les citoyens aient accès à tous les services de santé nécessaires. On classe à cette fonction les dépenses des entités connexes des hôpitaux, c'est-à-dire les entités qui existent pour fournir des biens et des services aux patients, aux membres du personnel et à d'autres (services de restauration, stationnement, etc.). Les établissements de soins pour bénéficiaires internes et d'autres établissements de santé et de services sociaux fournissant des soins médicaux et des services d'infirmières autorisées sont considérés comme des établissements offrant des services de santé, tandis que ceux qui offrent le gîte et le couvert mais ne prodiguent que peu de services médicaux et infirmiers, voire aucun, sont considérés comme des établissements fournissant des services sociaux. La fonction de la santé comprend quatre sous-fonctions.
- (a) **Soins hospitaliers** – Cette sous-fonction couvre les dépenses relatives à toutes les formes de services hospitaliers, c'est-à-dire ceux fournis par les hôpitaux généraux et par les maisons spécialisées pour les maladies graves, les maladies chroniques, les maladies mentales, la convalescence et l'isolement. Les dépenses relatives aux écoles de sciences infirmières rattachées aux hôpitaux sont aussi incluses. Si ces écoles relèvent du ministère de l'Éducation, les dépenses pertinentes sont imputées à la sous-fonction « Enseignement post secondaire ». Les dépenses de tous les hôpitaux (privés, publics, religieux, etc.) sont imputées à cette sous-fonction, sauf celles des hôpitaux des forces armées et des anciens combattants, dont les dépenses sont imputées aux sous-fonctions « Défense nationale » et « Prestations aux anciens combattants », respectivement.
- (b) **Soins médicaux** – Cette sous-fonction englobe toutes les dépenses relatives aux programmes généraux de soins médicaux et de médicaments, aux services de dentisterie et d'infirmières visiteuses ainsi qu'aux services de consultations externes. Elle inclut aussi les dépenses pour soins médicaux des hôpitaux et des établissements publics de soins pour bénéficiaires internes, celles des commissions des accidents du travail et d'autres établissements publics de santé et de services sociaux. Les transferts aux établissements privés de soins pour bénéficiaires internes et à d'autres établissements privés de santé et de services sociaux visant le financement des services médicaux qu'ils prodiguent sont également imputés à cette sous-fonction.
- (c) **Soins préventifs** – Cette sous-fonction inclut une grande variété de dépenses destinées à prévenir les maladies ou à en atténuer les effets. Elle couvre les services de santé publique, les services de dépistage des maladies contagieuses (y compris l'immunisation, le traitement, l'isolement et la quarantaine à l'extérieur des hôpitaux), les services d'inspection des aliments et des médicaments, les hôpitaux qui offrent des services préventifs aux malades, les établissements publics (non situés dans les hôpitaux, comme les établissements de soins pour bénéficiaires internes et d'autres établissements de santé et de services

sociaux) qui fournissent des soins infirmiers et des conseils sur l'hygiène et la nutrition, et les organismes publics engagés dans la recherche sur les causes et les conséquences de maladies et de toxicomanies particulières (comme les fondations dédiées au traitement du cancer). Dans cette sous-fonction on retrouve les transferts aux établissements privés qui prodiguent des soins préventifs, c'est-à-dire les établissements privés de soins pour bénéficiaires internes.

- (d) **Autres services de santé** – Cette sous-fonction regroupe les dépenses relatives aux établissements qui se spécialisent dans le traitement des déficients mentaux ou des personnes souffrant de troubles affectifs et aux services de laboratoire et de diagnostic, les subventions accordées aux organismes paramédicaux et les dépenses relatives à d'autres services liés à la santé, comme l'administration des ministères de la Santé, la statistique de la santé, la formation du personnel des établissements de santé, la réadaptation, les services ambulanciers, ainsi que les indemnités versées aux personnes blessées et à celles qui sont à leur charge, lorsque ces indemnités ne peuvent être attribuées aux autres sous-fonctions. Les dépenses pour la protection de la santé et l'inspection sanitaire, ainsi que les dépenses des entités connexes des établissements de santé et de services sociaux sont également incluses.

16. **Services sociaux** – La portée de cette fonction dépasse le concept de bien-être social qui englobe l'aide (transferts) et les services prodigués aux particuliers si désavantagés que les services universels de sécurité sociale ne permettent pas de leur procurer le bien-être nécessaire ou qui ne remplissent pas les conditions pour bénéficier de ces services. Cette fonction englobe les mesures prises par l'administration publique, soit seule, soit en collaboration avec les citoyens, pour venir en aide aux personnes ou aux familles dont le bien-être est rendu précaire par un concours de circonstances incontrôlables, ou pour prévenir de telles situations. La fonction comprend les six sous-fonctions suivantes :

- (a) **Assistance sociale** – Cette sous-fonction regroupe les paiements de transfert (y compris les crédits d'impôt remboursables) ayant pour objectif d'aider les particuliers et les familles à maintenir un niveau de revenu socialement acceptable. Bien que considérées comme une forme d'aide au revenu, les indemnités pour accident du travail, les prestations au titre des régimes de retraite des employés, les allocations aux anciens combattants et les indemnités aux victimes d'accidents d'automobiles sont imputées à une sous-fonction distincte. La présente sous-fonction comprend les dépenses relatives aux prestations de bien-être général accordées aux personnes désavantagées, aux crédits d'impôt remboursables et aux rabais d'impôt accordés aux particuliers ou aux familles à revenu faible et moyen. (Ces crédits et rabais d'impôt sont devenus de plus en plus des instruments de la politique sociale visant à annuler l'impôt que doivent verser les personnes âgées ou désavantagées, comme les

crédits d'impôt foncier et de taxe de vente), les dépenses au titre des régimes contributifs, dont le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec, et des régimes non contributifs, comme la Sécurité de la vieillesse (y compris le Supplément de revenu garanti), les allocations familiales et les prestations pour enfants versées aux termes des programmes des administrations fédérale et provinciales, les prestations d'assurance-emploi, le supplément de loyer, les allocations au conjoint et les allocations aux aveugles et aux personnes handicapées. Les coûts administratifs relatifs à ces programmes sont également inclus.

- (b) **Indemnités aux victimes d'accidents du travail** – Cette sous-fonction inclut les dépenses administratives et le versement d'autres indemnités que celles couvrant les services de réadaptation et de soins médicaux, liées aux programmes d'indemnisation des accidents du travail.
- (c) **Prestations et autres paiements des régimes de retraite** – Cette sous-fonction regroupe les dépenses relatives aux opérations suivantes :
- (i) Prestations de retraite et autres prestations versées au titre des régimes de pension qui sont intégrés au cadre budgétaire de l'administration publique (régimes à mode de financement au fur et à mesure) comme le régime de retraite de la Fonction publique de la Saskatchewan.
- (ii) Les prestations de retraite et autres prestations versées au titre des régimes de pensions non provisionnés, c'est-à-dire les régimes dont les comptes sont entièrement séparés dans le Fonds consolidé du revenu, sans toutefois qu'ils représentent des unités institutionnelles distinctes comme le Compte de pension de retraite de la Fonction publique de l'administration fédérale, de mêmes que les excédents annuels (contributions de l'employé et de l'employeur plus les intérêts gagnés, moins les pensions et les bénéfices déboursés) des régimes de pension non-provisionnés, qui est considérée comme une créance de l'administration publique à l'égard des ménages.
- (d) **Prestations aux anciens combattants** – Cette catégorie englobe, outre les frais administratifs, les prestations de retraite, les allocations et les subventions, les dépenses afférentes à l'administration des hôpitaux pour anciens combattants, à la fourniture de produits médicaux et de prothèses, à la prestation de services médicaux, d'enseignement et de bien-être social, ainsi qu'aux remises de dettes en vertu de la Loi sur les terres visant les anciens combattants.
- (e) **Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile** – Cette sous-fonction inclut les indemnités versées aux victimes de dommages corporels prévues par les régimes d'assurance automobile des administrations publiques.

- (f) **Autres services sociaux** – Cette sous-fonction regroupe les dépenses associées aux services rendus aux personnes âgées, aux personnes incapables de mener une vie normale à cause d'un handicap physique ou mental, aux personnes provisoirement incapables de travailler à cause d'une maladie, aux ménages ayant des enfants à charge, aux personnes qui survivent à un conjoint, à un parent, etc. et à d'autres personnes dans le besoin. Elle inclut aussi les dépenses directes des établissements publics (hôpitaux, établissements de soins pour bénéficiaires internes, autres établissements de santé et de services sociaux) qui fournissent des services sociaux et les transferts aux organismes privés (comme les établissements de soins pour bénéficiaires internes) qui fournissent des services similaires.
17. **Éducation** – Cette fonction comprend les frais de mise en place, d'amélioration et de fonctionnement des systèmes d'éducation et la fourniture de services particuliers d'enseignement. On y retrouve aussi les dépenses des entités connexes des collèges et universités, c'est-à-dire les entités qui fournissent des biens et des services aux étudiants, aux membres du personnel et à d'autres personnes (librairies, services de restauration, résidences, stationnement). Elle est ventilée en quatre sous-fonctions, à savoir :
- (a) **Éducation primaire et secondaire** – Cette sous-fonction regroupe les dépenses associées aux services d'enseignement de la maternelle à la fin de l'école secondaire. Elle comprend aussi les dépenses affectées à la formation technique et professionnelle dispensée au niveau secondaire, celles relatives à l'administration générale et au maintien des normes, aux contributions des administrations publiques, à titre d'employeurs, aux régimes de retraite des enseignants, à l'aide aux étudiants, à la construction de bâtiments et au fonctionnement des programmes d'enseignement. On y classe les dépenses pour le transport des étudiants, les manuels scolaires, les ordinateurs ainsi que le matériel et les fournitures didactiques. Les écoles pour handicapés, ainsi que celles pour Indiens et Inuits et les transferts aux écoles primaires et secondaires privées appartiennent aussi à cette sous-fonction.
- (b) **Éducation post-secondaire** – Cette fonction concerne le genre d'enseignement généralement dispensé par les universités, les collèges communautaires décernant ou ne décernant pas de diplôme et les établissements d'enseignement spécialisé. Ces établissements comptent les écoles normales, les instituts techniques avancés et les collèges communautaires, les CÉGEPS, les conservatoires de musique et les écoles qui se spécialisent dans la formation des artistes, ainsi que les cours de sciences infirmières offerts par les universités et les collèges. Cette catégorie inclut les transferts et les dépenses directes imputées au fonctionnement des universités, des collèges et des établissements fournissant ce genre d'enseignement. On y classe également les bourses d'études et les autres formes d'aide financière aux étudiants (exonération de remboursement de prêts, exemption des intérêts, etc.), ainsi que les crédits remboursables d'impôt pour études. Les catégories de dépenses couvertes par cette sous-fonction sont essentiellement les mêmes que celles mentionnées à la sous-fonction « Éducation primaire et secondaire ».
- (c) **Services particuliers de recyclage** – Cette sous-fonction comprend les dépenses engagées pour rehausser le niveau d'habileté et de compétence des particuliers. Elle inclut le coût des cours offerts aux termes du Programme fédéral de formation de la main-d'œuvre et du nouvel accord sur le développement du marché du travail, les achats de services de formation en milieu de travail à l'intention des bénéficiaires de l'assurance-chômage, les allocations en espèces ou les subventions accordées aux travailleurs et aux personnes prêtes à travailler qui suivent une formation, les crédits d'impôt visant à encourager les sociétés à offrir une formation systématique à leurs employés et d'autres services semblables. Les dépenses relatives à la formation des policiers, qui sont imputées à la fonction « Protection de la personne et de la propriété » sont exclues.
- (d) **Autre éducation** – Cette sous-fonction regroupe les dépenses qui ne peuvent être classées dans aucune autre sous-fonction ou qui en chevauchent plusieurs. On inclut les dépenses d'administration générale des ministères de l'Éducation, le coût de l'activité statistique et de la recherche relative à la fonction d'éducation et les dépenses des programmes d'apprentissage. Les versements faits par une administration publique à une autre administration publique ou à un organisme du secteur privé pour favoriser l'apprentissage des langues officielles, ainsi que les coûts de cours spéciaux, comme les cours du soir et les cours par correspondance, font également partie de cette catégorie. Les dépenses des entités connexes des collèges et des universités, comme les librairies et les cafétérias sont aussi incluses.
18. **Conservation des ressources et développement de l'industrie** – Cette catégorie regroupe une vaste gamme de services liés à la conservation et à l'exploitation des ressources naturelles, ainsi qu'au développement et à la promotion de l'industrie. On la ventile dans les sous-catégorie suivante : agriculture, chasse et pêche, pétrole et gaz, forêts, mines, énergie hydraulique et tourisme.
19. **Environnement** – Quoique certaines composantes de cette fonction aient des points communs avec certaines sous-fonctions de la « Protection de la personne et de la propriété » ou de la « Santé », on les regroupe ici parce qu'elles visent toutes à assurer l'environnement le plus propice qui soit au genre humain et à réduire au minimum les effets nuisibles de la vie moderne sur cet environnement. Cette catégorie englobe les activités suivantes : approvisionnement en eau et épuration de l'eau, canalisations d'égout et épuration des eaux-vannes; enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets; contrôle de la pollution; autres services environnementaux.
20. **Loisirs et culture** – Cette fonction a pour objet de mesurer la participation de l'administration publique dans le domaine des loisirs à travers le développement, l'amélioration ou l'exploitation d'installations de loisirs ou par le versement de fonds à des particuliers et à des organismes privés qui se spécialisent dans la promotion des activités de loisirs.
21. **Travail, emploi et immigration** – Cette fonction regroupe les dépenses liées à l'établissement et à la promotion de bonnes relations de travail et de conditions d'emploi équitables, ainsi qu'à divers programmes d'immigration.

22. **Logement** – Cette fonction inclut maintenant toutes les dépenses de l'administration publique dans le secteur du logement, sauf les transferts (supplément au loyer) destinés à alléger les frais locatifs courants des particuliers que l'on impute à la sous-fonction « Aide sociale ».
23. **Affaires extérieures et aide à l'étranger** – Cette fonction regroupe les dépenses entraînées par les relations officielles que le Canada entretient avec d'autres états souverains. Cette fonction inclut les contributions destinées à favoriser la croissance économique et à améliorer les conditions sociales dans les pays étrangers, comme les dépenses de l'Agence canadienne de développement international. (Les dépenses occasionnées par la promotion à l'étranger du commerce et de l'immigration et par les échanges culturels avec d'autres pays sont classées respectivement sous « Commerce et industrie », « Immigration » et « Culture ».)
24. **Planification et aménagement des régions** – Cette fonction couvre les dépenses relatives aux affaires et aux services de développement communautaire et régional. Cette catégorie englobe les dépenses liées aux à l'urbanisme et au zonage, ainsi qu'à l'aménagement des agglomérations urbaines et des régions.
25. **Établissements de recherche** – Cette fonction comprend les dépenses imputables aux organismes tels le Conseil national de recherches du Canada et certains établissements de recherche provinciaux, dont l'activité principale est la recherche scientifique pure ou appliquée et la mise en œuvre des découvertes résultant de ces activités. Elle inclut aussi les subventions accordées aux particuliers et aux établissements privés qui poursuivent des travaux de recherche du même genre, ainsi que les crédits d'impôt remboursables au titre de la recherche et du développement. Par contre, elles ne couvrent pas les dépenses du Conseil de recherches médicales qui sont imputées à la fonction « Santé ».
26. **Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique** – Comme les recettes, les transferts entre administrations publiques sont classés et définis selon le palier d'administration qui les fournit. Les principaux transferts fédéraux à des fins générales sont décrits au paragraphe 6.15. Les transferts tenant lieu d'impôt foncier, qui, avant la Révision historique de 1997, étaient imputés à cette fonction sont maintenant portés au compte de la fonction à laquelle ils se rapportent. On inclut dans la présente fonction le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) qui remplace les transferts en vertu des accords sur le Financement des programmes établis et du Régime d'assistance publique du Canada qui rentraient dans la catégorie des transferts à des fins particulières et le transfert à l'administration fédérale par l'administration du Québec du produit des 3,0 points d'impôt sur le revenu des particuliers accordés à la province aux termes de l'ancien Programme des allocations aux jeunes. Les transferts à des fins particulières ne sont pas inclus ici. En effet, comme ils sont accordés à condition que le bénéficiaire mette en place des programmes particuliers, ils sont imputés aux fonctions correspondantes.
27. **Service de la dette** – Cette fonction comprend les sous-fonctions « Intérêts » et « Autres frais de la dette ». On exclut le remboursement de la dette, ainsi que les gains et pertes réalisés et non réalisés sur les opérations de change. Ces derniers sont maintenant portés au compte financier et ne sont plus considérés comme des dépenses.
28. **Autres dépenses** – Cette catégorie regroupe les dépenses que l'on ne peut imputer à aucune autre fonction. On s'en sert parfois durant les cycles d'estimation du budget des dépenses pour inclure des réserves pour éventualités destinées principalement à parer des modifications imprévues de l'activité économique. Elle inclut aussi les ajustements compensateurs et les écarts résiduels de l'exercice de consolidation.

Annexe II

Classification de l'actif et du passif

Actif financier

1. **Encaisse et dépôts** – Cette catégorie d'actif englobe les pièces de monnaie; les billets de banque, les mandats, les bons de poste, les chèques, les traites à vue, les montants en transit, les soldes des dépôts à vue, à préavis et à terme dans les banques et autres institutions financières comme l'Alberta Treasury Branches. Les dépôts à vue encaissables sont classés dans la catégorie des dépôts à terme où l'on fait la distinction entre les devises canadiennes et étrangères. Les avoirs en devises étrangères sont comptabilisés à leur valeur en dollars canadiens, calculée au taux de change de clôture courant.
2. **Comptes débiteurs** – Cette catégorie regroupe toutes les créances sur les comptes débiteurs découlant de la vente de biens et de services. Elle comprend aussi les produits enregistrés avec la méthode de comptabilité d'exercice, les subventions courues et les rajustements résiduels entre fonds et entre administrations que nécessite la consolidation des comptes débiteurs.

Cette catégorie se limite au revenu gagné, non encore perçu, qui sera vraisemblablement encaissé dans un avenir proche (comme les recettes à recevoir sur les biens ou services livrés). On distingue six catégories de débiteurs. Les « impôts » englobent tous les impôts à recevoir, y compris les arriérés. La catégorie des « intérêts » est explicite, tandis que celle des « comptes clients » sert à déclarer les montants exigibles à la suite de la vente de biens et de services. Les créances sur les comptes débiteurs résultant de transfert à des fins générales et de transferts à des fins particulières sont classées sous les rubriques « Composantes de l'administration publique » et toutes les créances dues aux administrations publiques par leurs entreprises sont classées sous la rubrique « Entreprise publique ». Enfin, les autres sommes que les impôts, les intérêts et les comptes clients identifiables que les membres du public doivent aux administrations publiques rentrent dans la catégorie résiduelle « Autres ».

3. **Avances** – Il s'agit de prêts, d'avances et d'autres créances qui ne peuvent être ni vendus, ni échangés sur le marché. Les transactions résiduelles reliées aux avances entre l'administration et ses fonds spéciaux ainsi que les ajustements entre les différents paliers d'administrations sont aussi incluses pour fins de consolidation. Les administrations publiques mettent des fonds directement à la disposition d'autres administrations publiques, de sociétés d'État et d'autres entités.
4. **Titres** – Cette catégorie comprend tous les titres détenus, qu'ils aient été acquis à des fins d'intérêt public (par exemple, pour garantir des prêts) ou de placements par l'entremise de courtiers en valeurs mobilières (titres négociables). Elle inclut aussi certains placements inter-administrations qui constituent des titres non négociables.

5. **Autres éléments d'actif financier** – Cette catégorie comprend les éléments d'actif financier qu'on ne peut classer dans une catégorie plus précise. Elle englobe les soldes débiteurs des comptes en souffrance et sert aussi aux écritures de régularisation relatives au montant résiduel résultant de la consolidation des postes autres éléments d'actif financier.

Passif

6. **Découverts bancaires** – Les découverts bancaires correspondent à un excédent de la valeur des chèques en circulation par rapport à celle des dépôts.
7. **Comptes créditeurs** – Cette catégorie comprend les sommes dues aux créditeurs pour l'achat de biens ou de services. Elle inclut aussi les charges enregistrées avec la méthode de comptabilité d'exercice, les subventions courues et les rajustements résiduels entre fonds et administrations que nécessite la consolidation des comptes créditeurs.
8. **Avances** – Cette catégorie correspond à celle du même nom dans les comptes de l'actif. Toutefois, on la subdivise en un nombre moins élevé de sous-groupes, conformément aux pratiques d'emprunt des administrations publiques. Aucune émission de titres ne fait partie de cette catégorie. On y précise si les avances sont remboursables en devises canadiennes ou étrangères.
9. **Pièces en circulation** – Il s'agit d'une dette de l'administration fédérale représentant la valeur de toutes les pièces détenues par les particuliers et les autres secteurs de l'économie. Cet élément du passif de l'administration fédérale n'est pas inscrit dans les comptes publics. Les chiffres, sont fournis par la Monnaie royale canadienne. Les billets de banque ne sont pas déclarés dans cette catégorie, puisqu'ils représentent un élément de passif de la Banque du Canada.
10. **Bons du Trésor** – Les bons du Trésor à court et à long terme sont compris dans cette catégorie. Les bons du Trésor ne produisent pas d'intérêt, mais ils sont vendus à escompte et viennent à échéance au pair (c'est-à-dire à leur valeur nominale).
11. **Bons du Canada** – Cette catégorie regroupe les bons du Trésor à court terme que le gouvernement du Canada vend uniquement sur le marché monétaire des États-Unis.
12. **Effet à court terme** – Cette catégorie regroupe les instruments à court terme autres que les bons du Trésor et les bons du Canada qui sont émis en devises canadiennes et étrangères et négociés sur le marché monétaire.

13. **Obligations d'épargne** – Contrairement à tous les autres genres d'obligations les obligations d'épargne du Canada peuvent être encaissées par leur propriétaire en tout temps à leur valeur nominale. Ces obligations sont non transférables et non négociables (autrement dit, elles ne sont pas échangées sur le marché obligataire); leur prix ne fluctue donc pas et elles peuvent être encaissées en tout temps à leur pleine valeur au pair. Le prix de rachat des obligations d'épargne du Canada est donc égal à leur valeur nominale plus l'intérêt accumulé. Les obligations d'épargne du Canada ne peuvent être achetées que par des Canadiens ou au nom de Canadiens.
14. **Obligations** – Il s'agit d'un titre de créance aux termes duquel l'émetteur promet de payer au détenteur un montant précis d'intérêt pendant une période précise et de rembourser le prêt quand celui-ci vient à échéance. Le tableau qui suit illustre les principaux acheteurs d'obligations négociables et non négociables.
15. **Autres titres** – Cette catégorie regroupe tous les titres que l'on ne peut classer dans les catégories susmentionnées à cause de leur genre (par exemple effets à moyen ou à long terme) ou à cause de l'imprécision des renseignements figurant dans les documents de référence. On y précise si les titres sont remboursables en devise canadienne ou étrangère.
16. **Dépôts** – Cette catégorie englobe les dépôts en fiducie, l'excès du fonds de roulement des entreprises (comme les montants détenus par certaines administrations provinciales pour le compte de leur entreprises publiques acceptant des dépôts du public ou de leurs équivalents), les dépôts faits par des entrepreneurs pour garantir l'exécution satisfaisante du travail et divers autres dépôts à durée indéterminée. Les rajustements résiduels entre fonds et administrations publiques que nécessite la consolidation du poste « dépôts ».
17. **Obligations envers les régimes de retraite** – Cette catégorie comprend les obligations de l'administration publique à titre d'employeur, ainsi que ses obligations envers les participants, c'est-à-dire celles à titre d'employeur et celles constituées par les cotisations des participants et des employeurs autonomes versées au Fonds consolidé du revenu. La partie non provisionnée des régimes de pension fiduciaires et non fiduciaires est comptabilisée, que l'administration publique la porte ou non au bilan. Le passif des régimes de pensions non fiduciaires est considéré comme non provisionné.
18. **Autres éléments de passif** – Cette catégorie résiduelle regroupe les montants qui ne peuvent être classés dans une catégorie plus précise. Comme dans le cas des « Autres éléments d'actif financier » (voir le paragraphe 5), elle sert aussi aux écritures relatives aux montants résiduels résultant de la consolidation du poste « autres éléments de passif » des comptes de plusieurs fonds ou de plusieurs administrations publiques.
19. **Excédent de l'actif financier sur le passif (ou excédent du passif sur l'actif financier)** – Il s'agit du compte de l'excédent (ou du déficit) accumulé.

Tableau explicatif 2

Principaux acheteurs d'obligations publiques

Obligations de l'administration fédérale	Obligations des administrations provinciales et territoriales	Obligations des administrations locales
Régime de pensions du Canada Administrations provinciales Entreprises publiques Membre du public	Régime de pensions du Canada Administrations provinciales Entreprises publiques Membre du public	Ne s'applique pas Administrations provinciales Entreprises publiques Membre du public

Annexe III – État de rapprochement I – Recettes et dépenses

Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques fédérales selon la base du SGF avec la revue financière pour l'exercice financier 2001-2002

	Recettes ^P	Dépenses ^P	Recettes moins ^P dépenses
	millions de dollars		
Totaux sur la base des comptes publics			
1 Recettes et dépenses nettes externes	174 129,0	164 352,0	9 777,0
Déductions			
2 Provision pour évaluation	0,0	(3 223,4)	3 223,4
3 Total des déductions	0,0	(3 223,4)	3 223,4
4 Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux (incluant les comptes à des fins déterminées consolidés) compris dans l'univers « SGF »	5 774,9	3 904,5	1 870,4
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux			
5 Ministères	14,8	2 503,5	(2 488,7)
6 Fonds spéciaux	3 719,7	1 231,0	2 488,7
7 Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	3 734,5	3 734,5	0,0
8 Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 1 et 4 moins 3 et 7)	176 169,4	167 745,4	8 424,0
Conversion de la base nette à la base brute			
9 Montants portés au crédit	2 690,4	2 690,4	0,0
10 Redressements pour crédits fiscaux	11 859,3	11 859,3	0,0
11 Autre intérêts payés (sur les retards de remboursements et escomptes de la TPS)	30,5	30,5	0,0
12 Total des conversions de la base nette à la base brute	14 580,2	14 580,2	0,0
Autres ajustements			
13 Remboursement des dépenses des années antérieures Recettes/dépenses omises du SGF :	(239,5)	(239,5)	0,0
14 Monnaie canadienne	(150,5)	0,0	(150,5)
15 Gain/perte net de change	(79,5)	0,0	(79,5)
16 Itèmes omis des fonds spéciaux	(15,0)	(175,4)	160,4
17 Total des autres ajustements (lignes 13 à 16)	(484,5)	(414,9)	(69,6)
18 Total sur la base SGF (lignes 8 12 et 17)	190 265,1	181 910,7	8 354,4

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 1999-2000

N°	Terre-Neuve-et-Labrador	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 1999-2000				
1	Compte courant	3 433,1	3 287,9	145,2
2	Compte capital	131,7	289,8	(158,1)
3	Comptes combinés	0,0	0,0	0,0
4	Comptes combinés selon les comptes publics	3 564,8	3 577,7	(12,9)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Workers' Compensation Commission of Newfoundland and Labrador	145,0	154,1	(9,1)
6	Newfoundland Municipal Financing Corporation	43,2	43,1	0,1
7	Newfoundland Medical Care Commission	182,3	182,3	0,0
8	Transportation Initiative Fund	14,8	52,7	(37,9)
9	Newfoundland and Labrador Housing Corporation	108,4	108,4	0,0
10	Sinking Fund	84,3	0,3	84,0
11	Autres fonds spéciaux	66,5	84,9	(18,4)
12	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	644,5	625,8	18,7
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
13	Ministères	70,0	204,1	(134,1)
14	Workers' Compensation Commission of Newfoundland and Labrador	6,7	28,3	(21,6)
15	Newfoundland Municipal Financing Corporation	0,0	0,0	0,0
16	Newfoundland Medical Care Commission	181,9	0,0	181,9
17	Transportation Initiative Fund	0,0	52,7	(52,7)
18	Newfoundland and Labrador Housing Corporation	7,0	0,0	7,0
19	Sinking Fund	0,0	0,0	0,0
20	Autres fonds spéciaux	25,0	2,1	22,9
21	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	290,6	287,2	3,4
22	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	3 918,7	3 916,3	2,4
Conversion de la base nette à la base brute				
23	Crédits d'impôt remboursables	0,0	0,0	0,0
24	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0
25	Autres	0,0	0,0	0,0
26	Total des conversions de la base nette à la base brute	0,0	0,0	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
27	Revenus des Sociétés d'État			
27	Autres	0,0	0,0	0,0
28	Recouvrements des ministères	5,6	5,6	0,0
29	Autres déductions	12,0	8,8	3,2
30	Autres postes	26,3	(52,1)	78,4
31	Total des autres ajustements (lignes - 30 moins 27 à 29)	8,7	(66,5)	75,2
32	Total sur la base SGF (lignes 22 26 et 31)	3 927,4	3 849,8	77,6

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 1999-2000 - Suite

N ^o	Île-du-Prince-Édouard	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 1999-2000				
1	Compte courant	895,8	860,5	35,3
2	Compte capital	5,3	45,6	(40,3)
3	Comptes combinés	0,0	0,0	0,0
4	Comptes combinés selon les comptes publics	901,1	906,1	(5,0)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Tourism P.E.I.	16,6	16,6	0,0
6	Workers' Compensation Board of Prince Edward Island	25,3	25,0	0,3
7	Prince Edward Island Lotteries Commission	12,5	12,5	0,0
8	P.E.I. Business Development	30,5	30,5	0,0
9	P.E.I. Agricultural Insurance Corp	11,6	12,1	(0,5)
10	P.E.I. Special Projects Fund	24,5	7,1	17,4
11	Autres fonds spéciaux	63,6	29,4	34,2
12	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	184,6	133,2	51,4
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
13	Ministères	43,6	73,2	(29,6)
14	Tourism P.E.I.	9,4	0,0	9,4
15	Workers' Compensation Board of Prince Edward Island	2,9	0,0	2,9
16	Prince Edward Island Lotteries Commission	0,0	12,5	(12,5)
17	Enterprise P.E.I.	26,0	0,9	25,1
18	P.E.I. Agricultural Insurance Corp	4,0	0,0	4,0
19	P.E.I. Special Projects Fund	23,5	7,1	16,4
20	Autres fonds spéciaux	21,0	5,8	15,2
21	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	130,4	99,5	30,9
22	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	955,3	939,8	15,5
Conversion de la base nette à la base brute				
23	Crédits d'impôt remboursables	0,0	0,0	0,0
24	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0
25	Autres	0,8	0,8	0,0
26	Total des conversions de la base nette à la base brute	0,8	0,8	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
27	Autres	0,0	0,0	0,0
28	Recouvrements des ministères	0,8	0,8	0,0
29	Autres déductions	0,0	10,3	(10,3)
30	Autres postes	11,2	11,3	(0,1)
31	Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29)	10,4	0,2	10,2
32	Total sur la base SGF (lignes 22 26 et 31)	966,5	940,8	25,7

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 1999-2000 - Suite

N ^o	Nouvelle-Écosse	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 1999-2000				
1	Compte courant	5 146,9	5 679,3	(532,4)
2	Compte capital	0,0	0,0	0,0
3	Comptes combinés	0,0	0,0	0,0
4	Comptes combinés selon les comptes publics	5 146,9	5 679,3	(532,4)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers "SGF"				
5	Insurecd Prescription Drug Plan Trust Fund	100,9	100,9	0,0
6	Workers' Compensation Board	237,7	206,6	31,1
7	Nova Scotia Municipal Finance Corporation	51,7	51,7	0,0
8	Nova Scotia Housing Development Corporation	49,4	49,4	0,0
9	Nova Scotia Alcohol and Gaming Commission	11,6	6,5	5,1
10	Nova Scotia Legal Aid Commission	11,6	11,3	0,3
11	Autres fonds spéciaux	447,7	446,2	1,5
12	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	910,6	872,6	38,0
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
13	Ministères	14,0	157,7	(143,7)
14	Insurecd Prescription Drug Plan Trust Fund	78,0	0,0	78,0
15	Workers' Compensation Board	32,5	7,2	25,3
16	Nova Scotia Municipal Finance Corporation	0,0	0,0	0,0
17	Nova Scotia Housing Development Corporation	10,3	0,0	10,3
18	Nova Scotia Alcohol and Gaming Commission	0,0	0,0	0,0
19	Nova Scotia Legal Aid Commission	11,5	0,0	11,5
20	Autres fonds spéciaux	269,9	256,4	13,5
21	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	416,2	421,3	(5,1)
22	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	5 641,3	6 130,6	(489,3)
Conversion de la base nette à la base brute				
23	Crédits d'impôt remboursables	13,0	13,0	0,0
24	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0
25	Autres	278,6	278,6	0,0
26	Total des conversions de la base nette à la base brute	291,6	291,6	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
27	Autres	0,0	0,0	0,0
28	Recouvrements des ministères	0,0	0,0	0,0
29	Autres déductions	145,7	493,1	(347,4)
30	Autres postes	(99,6)	(147,6)	48,0
31	Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29)	(245,3)	(640,7)	395,4
32	Total sur la base SGF (lignes 22 26 et 31)	5 687,6	5 781,5	(93,9)

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 1999-2000 - Suite

N ^o	Nouveau-Brunswick	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 1999-2000				
1	Compte courant	4 695,8	4 667,1	28,7
2	Compte capital	43,0	296,4	(253,4)
3	Comptes combinés	0,0	0,0	0,0
4	Comptes combinés selon les comptes publics	4 738,8	4 963,5	(224,7)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Workers' Compensation Board of the Province of New Brunswick	169,1	151,8	17,3
6	New Brunswick Highway Corporation	910,1	910,1	0,0
7	New Brunswick Municipal Finance Corporation	24,4	24,3	0,1
8	Service New Brunswick	40,0	38,0	2,0
9	New Brunswick Crop Insurance Corporation	4,4	3,6	0,8
10	Lotteries Commission of New Brunswick	86,8	86,8	0,0
11	Autres fonds spéciaux	407,1	114,7	292,4
12	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	1 641,9	1 329,3	312,6
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
13	Ministères	205,4	191,1	14,3
14	Workers' Compensation Board of the Province of New Brunswick	18,9	0,6	18,3
15	New Brunswick Highway Corporation	0,0	0,0	0,0
16	New Brunswick Municipal Finance Corporation	0,0	0,0	0,0
17	Service New Brunswick	25,1	0,0	25,1
18	New Brunswick Crop Insurance Corporation	1,9	0,6	1,3
19	Lotteries Commission of New Brunswick	0,0	86,8	(86,8)
20	Autres fonds spéciaux	167,3	115,3	52,0
21	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	418,6	394,4	24,2
22	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	5 962,1	5 898,4	63,7
Conversion de la base nette à la base brute				
23	Crédits d'impôt remboursables	0,0	0,0	0,0
24	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	279,3	279,3	0,0
25	Autres	0,0	0,0	0,0
26	Total des conversions de la base nette à la base brute	279,3	279,3	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
27	Autres	17,0	0,0	17,0
28	Recouvrements des ministères	18,2	18,2	0,0
29	Autres déductions	163,6	133,5	30,1
30	Autres postes	(809,3)	(458,6)	(350,7)
31	Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29)	(1 008,1)	(610,3)	(397,8)
32	Total sur la base SGF (lignes 22 26 et 31)	5 233,3	5 567,4	(334,1)

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 1999-2000 - Suite

N ^o	Québec	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 1999-2000				
1	Compte courant	...	...	...
2	Compte capital	...	...	...
3	Comptes combinés	45 159,3	45 336,5	(177,2)
4	Comptes combinés selon les comptes publics	45 159,3	45 336,5	(177,2)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Commission de la santé et de la sécurité du travail	2 586,1	2 280,7	305,4
6	Fonds de développement du marché du travail	965,9	945,9	20,0
7	Fonds de financement	596,0	587,7	8,3
8	Régie des assurances agricoles du Québec	539,1	450,0	89,1
9	Régie de l'assurance-maladie du Québec	4 386,2	4 386,2	0,0
10	Société d'habitation du Québec	566,4	566,1	0,3
11	Société de l'assurance automobile du Québec	1 301,4	1 197,8	103,6
12	Société immobilière du Québec	525,1	512,4	12,7
13	Autres fonds spéciaux	6 000,6	5 062,9	937,7
14	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	17 466,8	15 989,7	1 477,1
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
15	Ministères	228,3	8 224,5	(7 996,2)
16	Commission de la santé et de la sécurité du travail	4,1	119,9	(115,8)
17	Fonds de développement du marché du travail	959,5	26,3	933,2
18	Fonds de financement	438,5	586,2	(147,7)
19	Régie des assurances agricoles du Québec	354,0	0,2	353,8
20	Régie de l'assurance-maladie du Québec	4 361,0	10,7	4 350,3
21	Société d'habitation du Québec	288,3	0,0	288,3
22	Société de l'assurance automobile du Québec	34,0	120,0	(86,0)
23	Société immobilière du Québec	495,0	1,3	493,7
24	Autres fonds spéciaux	3 655,7	1 041,2	2 614,5
25	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	10 818,4	10 130,3	688,1
26	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 14 moins 25)	51 807,7	51 195,9	611,8
Conversion de la base nette à la base brute				
27	Crédits d'impôt remboursables	1 580,4	1 580,4	0,0
28	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0
29	Allocations aux jeunes	555,4	555,4	0,0
30	Autres recouvrements	921,7	921,7	0,0
31	Total des conversions de la base nette à la base brute	3 057,5	3 057,5	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
32	Hydro-Québec	637,0	0,0	637,0
33	Autres	255,4	0,0	255,4
34	Recouvrements des ministères	126,6	126,6	0,0
35	Créances douteuses	315,7	315,7	0,0
36	Autres déductions	918,3	1 153,5	(235,2)
37	Autres postes	(396,9)	851,6	(1 248,5)
38	Total des autres ajustements (lignes 37 moins 32 à 36)	(2 649,9)	(744,2)	(1 905,7)
39	Total sur la base SGF (lignes 26 31 et 38)	52 215,3	53 509,2	(1 293,9)

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 1999-2000 - Suite

N°	Ontario	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 1999-2000				
1	Compte courant	61 133,6	59 007,1	2 126,5
2	Compte capital	0,0	3 059,4	(3 059,4)
3	Comptes combinés	0,0	0,0	0,0
4	Comptes combinés selon les comptes publics	61 133,6	62 066,5	(932,9)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Workplace Safety & Insurance Board	3 833,0	2 929,0	904,0
6	Ontario Legal Aid	268,5	227,2	41,3
7	Ontario Realty Corporation	59,6	47,1	12,5
8	Ontario Clean Water Agency	115,2	102,5	12,7
9	Agricorp	129,5	196,8	(67,3)
10	Ontario Housing Corporation	785,1	785,1	0,0
11	Autres fonds spéciaux	945,9	884,1	61,8
12	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	6 136,8	5 171,8	965,0
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
13	Ministères	182,0	1 228,9	(1 046,9)
14	Workplace Safety & Insurance Board	255,0	77,5	177,5
15	Ontario Legal Aid	194,8	6,7	188,1
16	Ontario Realty Corporation	49,2	0,0	49,2
17	Ontario Clean Water Agency	0,0	0,1	(0,1)
18	Agricorp	30,9	0,0	30,9
19	Ontario Housing Corporation	315,9	0,0	315,9
20	Autres fonds spéciaux	424,5	110,5	314,0
21	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	1 452,3	1 423,7	28,6
22	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	65 818,1	65 814,6	3,5
Conversion de la base nette à la base brute				
23	Crédits d'impôt remboursables	1 001,5	1 001,5	0,0
24	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0
25	Autres intérêts	241,0	241,0	0,0
26	Commissions sur taxes	8,1	8,1	0,0
27	Total des conversions de la base nette à la base brute	1 250,6	1 250,6	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
28	Autres	0,0	0,0	0,0
29	Recouvrements des ministères	262,0	262,0	0,0
30	Autres déductions	1,7	669,4	(667,7)
31	Autres postes	276,6	(358,9)	635,5
32	Total des autres ajustements (lignes 31 moins 28 à 30)	12,9	(1 290,3)	1 303,2
33	Total sur la base SGF (lignes 22 27 et 32)	67 081,6	65 774,9	1 306,7

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 1999-2000 - Suite

N°	Manitoba	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 1999-2000				
1	Compte courant	...	...	...
2	Compte capital	...	...	...
3	Comptes combinés	6 337,8	6 436,6	(98,8)
4	Comptes combinés selon les comptes publics	6 337,8	6 436,6	(98,8)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	The Manitoba Health Services Insurance Plan	2 172,4	2 172,4	0,0
6	The Public School Finance Board	750,9	750,6	0,3
7	Manitoba Crop Insurance Corporation	286,0	229,8	56,2
8	The Council on Post-Secondary Education	299,8	299,9	(0,1)
9	The Workers' Compensation Board of Manitoba	191,6	178,3	13,3
10	Autres fonds spéciaux	361,3	759,7	(398,4)
11	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	4 062,0	4 390,7	(328,7)
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
12	Ministères	190,9	3 242,8	(3 051,9)
13	The Manitoba Health Services Insurance Plan	2 166,2	0,0	2 166,2
14	The Public School Finance Board	551,6	3,1	548,5
15	Manitoba Crop Insurance Corporation	143,3	0,4	142,9
16	The Council on Post-Secondary Education	299,8	0,0	299,8
17	The Workers' Compensation Board of Manitoba	0,1	5,1	(5,0)
18	Autres fonds spéciaux	122,5	213,8	(91,3)
19	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	3 474,4	3 465,2	9,2
20	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 11 moins 19)	6 925,4	7 362,1	(436,7)
Conversion de la base nette à la base brute				
21	Commissions fiscales	8,1	8,1	0,0
22	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État et d'autres organismes ²	988,8	988,8	0,0
23	Crédits d'impôt remboursables	71,9	71,9	0,0
24	Total des conversions de la base nette à la base brute	1 068,8	1 068,8	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
25	Autres	0,0	0,0	0,0
26	Recouvrements des ministères	22,7	22,7	0,0
27	Autres déductions	0,0	44,5	(44,5)
28	Autres postes	109,5	(277,8)	387,3
29	Total des autres ajustements (lignes 28 moins 25 à 27)	86,8	(345,0)	431,8
30	Total sur la base SGF (lignes 20 24 et 29)	8 081,0	8 085,9	(4,9)

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

² Inclus recouvrements d'intérêts payés par les fonds spéciaux.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 1999-2000 - Suite

N ^o	Saskatchewan	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 1999-2000				
1	Compte courant	...	...	...
2	Compte capital	...	...	...
3	Comptes combinés	5 856,9	5 773,5	83,4
4	Comptes combinés selon les comptes publics	5 856,9	5 773,5	83,4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Saskatchewan Agricultural Stabilization Fund	311,6	379,1	(67,5)
6	Saskatchewan Housing Corporation	162,2	164,7	(2,5)
7	Saskatchewan Property Management Corporation	179,6	180,4	(0,8)
8	Workers' Compensation Board	203,4	187,2	16,2
9	Crop Insurance Corporation of Saskatchewan	213,9	143,3	70,6
10	Crown Investments Corporation	162,5	158,5	4,0
11	Autres fonds spéciaux	501,2	486,0	15,2
12	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	1 734,4	1 699,2	35,2
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
13	Ministères	247,4	553,6	(306,2)
14	Saskatchewan Agricultural Stabilization Fund	121,1	4,0	117,1
15	Saskatchewan Housing Corporation	26,8	25,6	1,2
16	Saskatchewan Property Management Corporation	117,5	0,0	117,5
17	Workers' Compensation Board	0,0	0,0	0,0
18	Crop Insurance Corporation of Saskatchewan	74,3	0,0	74,3
19	Crown Investments Corporation	0,0	145,5	(145,5)
20	Autres fonds spéciaux	174,8	56,9	117,9
21	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	761,9	785,6	(23,7)
22	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	6 829,4	6 687,1	142,3
Conversion de la base nette à la base brute				
23	Crédits d'impôt remboursables	0,0	0,0	0,0
24	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	290,3	290,3	0,0
25	Autres	0,0	0,0	0,0
26	Total des conversions de la base nette à la base brute	290,3	290,3	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
27	Autres	0,0	0,0	0,0
28	Recouvrements des ministères	5,3	5,3	0,0
29	Autres déductions	6,7	30,2	(23,5)
30	Autres postes	0,0	0,0	0,0
31	Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29)	(12,0)	(35,5)	23,5
32	Total sur la base SGF (lignes 22 26 et 31)	7 107,7	6 941,9	165,8

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 1999-2000 - Suite

N ^o	Alberta	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 1999-2000				
1	Compte courant	...	...	...
2	Compte capital	...	...	...
3	Comptes combinés	17 391,9	15 645,0	1 746,9
4	Comptes combinés selon les comptes publics	17 391,9	15 645,0	1 746,9
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Alberta Heritage and Savings Trust Fund	1 170,8	940,8	230,0
6	Workers' Compensation Board	771,4	901,5	(130,1)
7	Alberta Municipal Financing Corporation	447,8	490,8	(43,0)
8	Lottery Fund	863,8	863,8	0,0
9	Alberta School Foundation	1 129,4	1 140,2	(10,8)
10	Agriculture Financial Services Corporation	499,7	401,6	98,1
11	Autres fonds spéciaux	1 728,0	1 378,5	349,5
12	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	6 610,9	6 117,2	493,7
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
13	Ministères	1 696,0	894,9	801,1
14	Alberta Heritage and Savings Trust Fund	101,9	939,1	(837,2)
15	Workers' Compensation Board	0,0	6,0	(6,0)
16	Alberta Municipal Financing Corporation	0,0	0,0	0,0
17	Lottery Fund	0,0	857,3	(857,3)
18	Alberta School Foundation	0,0	0,0	0,0
19	Agriculture Financial Services Corporation	202,4	3,6	198,8
20	Autres fonds spéciaux	1 213,3	455,0	758,3
21	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	3 213,6	3 155,9	57,7
22	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	20 789,2	18 606,3	2 182,9
Conversion de la base nette à la base brute				
23	Crédits d'impôt remboursables	0,1	0,1	0,0
24	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0
25	Autres	0,0	0,0	0,0
26	Total des conversions de la base nette à la base brute	0,1	0,1	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
27	Autres	0,0	0,0	0,0
28	Recouvrements des ministères	111,0	111,0	0,0
29	Autres déductions	0,4	270,1	(269,7)
30	Autres postes	(106,2)	(239,3)	133,1
31	Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29)	(217,6)	(620,4)	402,8
32	Total sur la base SGF (lignes 22 26 et 31)	20 571,7	17 986,0	2 585,7

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 1999-2000 - Suite

N ^o	Colombie-Britannique	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 1999-2000				
1	Compte courant	...	...	...
2	Compte capital	...	...	...
3	Comptes combinés	21 846,0	22 200,4	(354,4)
4	Comptes combinés selon les comptes publics	21 846,0	22 200,4	(354,4)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Workers' Compensation Board of B.C.	1 733,9	1 499,3	234,6
6	Forest Renewal B.C.	332,8	331,6	1,2
7	B.C. Buildings Corporation	494,3	449,3	45,0
8	B.C. Transportation Financing Authority	210,7	188,5	22,2
9	B.C. Housing Management Corporation	207,5	210,1	(2,6)
10	Industry Training and Apprenticeship Commission	70,3	70,2	0,1
11	Autres fonds spéciaux	541,4	525,0	16,4
12	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	3 590,9	3 274,0	316,9
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
13	Ministères	78,0	839,6	(761,6)
14	Workers' Compensation Board of B.C.	0,0	0,0	0,0
15	Forest Renewal B.C.	301,5	0,0	301,5
16	B.C. Buildings Corporation	338,4	0,0	338,4
17	B.C. Transportation Financing Authority	210,7	18,7	192,0
18	B.C. Housing Management Corporation	98,4	0,0	98,4
19	Industry Training and Apprenticeship Commission	70,1	0,0	70,1
20	Autres fonds spéciaux	296,3	30,5	265,8
21	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	1 393,4	888,8	504,6
22	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	24 043,5	24 585,6	(542,1)
Conversion de la base nette à la base brute				
23	Crédits d'impôt remboursables	48,3	48,3	0,0
24	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	797,0	797,0	0,0
25	Commissions	24,6	24,6	0,0
26	Recouvrements du fédéral	195,9	195,9	0,0
27	Autres recouvrements	312,3	312,3	0,0
28	Total des conversions de la base nette à la base brute	1 378,1	1 378,1	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
29	Autres	0,0	0,0	0,0
30	Recouvrements des ministères	65,6	65,6	0,0
31	Autres déductions	(40,5)	(392,3)	351,8
32	Autres postes	213,2	574,3	(361,1)
33	Total des autres ajustements (lignes 32 less 29 à 31)	188,1	901,0	(712,9)
34	Total sur la base SGF (lignes 22 28 et 33)	25 609,7	26 864,7	(1 255,0)

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 1999-2000 - Suite

N ^o	Yukon	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 1999-2000				
1	Compte courant	438,2	476,6	(38,4)
2	Compte capital	21,9	0,0	21,9
3	Comptes combinés	0,0	0,0	0,0
4	Comptes combinés selon les comptes publics	460,1	476,6	(16,5)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Yukon Lottery Commission	2,0	1,8	0,2
6	Yukon Development Corporation	6,3	0,4	5,9
7	Compensation Fund (Yukon)	19,7	19,5	0,2
8	Yukon Housing Corporation	14,1	14,1	0,0
9	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	42,1	35,8	6,3
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
10	Ministères	0,5	7,9	(7,4)
11	Yukon Lottery Commission	0,0	0,0	0,0
12	Yukon Development Corporation	0,0	0,0	0,0
13	Compensation Fund (Yukon)	2,5	0,0	2,5
14	Yukon Housing Corporation	5,1	0,0	5,1
15	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	8,1	7,9	0,2
16	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 9 moins 15)	494,1	504,5	(10,4)
Conversion de la base nette à la base brute				
17	Crédits d'impôt remboursables	0,0	0,0	0,0
18	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0
19	Autres	0,0	0,0	0,0
20	Total des conversions de la base nette à la base brute	0,0	0,0	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
21	Autres	0,0	0,0	0,0
22	Recouvrements des ministères	4,4	4,4	0,0
23	Autres déductions	(2,5)	(3,2)	0,7
24	Autres postes	5,9	(6,4)	12,3
25	Total des autres ajustements (lignes 24 moins 21 à 23)	4,0	(7,6)	11,6
26	Total sur la base SGF (lignes 16 20 et 25)	498,1	496,9	1,2

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 1999-2000 - Suite

N°	Territoires du Nord-Ouest	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 1999-2000				
1	Compte courant	0,0	0,0	0,0
2	Compte capital	0,0	0,0	0,0
3	Comptes combinés	762,3	799,4	(37,1)
4	Comptes combinés selon les comptes publics	762,3	799,4	(37,1)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Northwest Territories Housing Corporation	80,4	83,3	(2,9)
6	Petroleum Products Revolving Fund	10,7	11,9	(1,2)
7	Workers' Compensation Board	43,9	31,8	12,1
8	Northwest Development Corporation	6,2	5,9	0,3
9	Autres fonds spéciaux	6,9	9,1	(2,2)
10	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	148,1	142,0	6,1
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
11	Ministères	0,0	46,7	(46,7)
12	Northwest Territories Housing Corporation	39,3	0,0	39,3
13	Petroleum Products Revolving Fund	0,0	0,0	0,0
14	Workers' Compensation Board	1,1	0,0	1,1
15	Northwest Development Corporation	2,8	0,0	2,8
16	Autres fonds spéciaux	0,7	(2,2)	2,9
17	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	43,9	44,5	(0,6)
18	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 10 moins 17)	866,5	896,9	(30,4)
Conversion de la base nette à la base brute				
19	Crédits d'impôt remboursables	11,5	11,5	0,0
20	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0
21	Autres	0,0	0,0	0,0
22	Total des conversions de la base nette à la base brute	11,5	11,5	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
23	Autres	0,0	0,0	0,0
24	Recouvrements des ministères	6,5	6,5	0,0
25	Autres déductions	0,0	0,0	0,0
26	Autres postes	(34,9)	(9,0)	(25,9)
27	Total des autres ajustements (lignes 26 moins 23 à 25)	(41,4)	(15,5)	(25,9)
28	Total sur la base SGF (lignes 18 22 et 27)	836,6	892,9	(56,3)

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 1999-2000 - Fin

N°	Nunavut	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 1999-2000				
1	Compte courant	...	...	...
2	Compte capital	...	...	...
3	Comptes combinés	741,9	673,1	68,8
4	Comptes combinés selon les comptes publics	741,9	673,1	68,8
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Nunavut Development Corporation	6,9	6,5	0,4
6	Nunavut Business Credit Corporation	0,7	0,9	(0,2)
7	Nunavut Housing Corporation	112,6	119,1	(6,5)
8	Petroleum Products Revolving Fund	60,6	60,9	(0,3)
9	Autres fonds spéciaux	0,0	0,0	0,0
10	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	180,8	187,4	(6,6)
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
11	Ministères	0,0	24,4	(24,4)
12	Nunavut Development Corporation	3,0	0,0	3,0
13	Nunavut Business Credit Corporation	0,2	0,0	0,2
14	Nunavut Housing Corporation	39,7	0,0	39,7
15	Petroleum Products Revolving Fund	0,0	0,0	0,0
16	Autres fonds spéciaux	0,0	0,0	0,0
17	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	42,9	24,4	18,5
18	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 10 moins 17)	879,8	836,1	43,7
Conversion de la base nette à la base brute				
19	Crédits d'impôt remboursables	0,0	0,0	0,0
20	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0
21	Autres	0,0	0,0	0,0
22	Total des conversions de la base nette à la base brute	0,0	0,0	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
23	Autres	0,0	0,0	0,0
24	Recouvrements des ministères	0,1	0,1	0,0
25	Autres déductions	0,0	0,0	0,0
26	Autres postes	(52,0)	(34,6)	(17,4)
27	Total des autres ajustements (lignes 26 moins 23 à 25)	(52,1)	(34,7)	(17,4)
28	Total sur la base SGF (lignes 18 22 et 27)	827,7	801,4	26,3

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002

Terre-Neuve-et-Labrador	Recettes ^P	Dépenses ^P	Recettes moins ^P dépenses
	millions de dollars		
Totaux sur la base des comptes publics			
Documents budgétaires ¹	3 931	3 994	(63)
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	335	320	15
Conversion de la base nette à la base brute	0	0	0
Autres ajustements	(4)	(65)	61
Revenus des Sociétés d'État			
Recouvrements de dépenses			
Charges provisionnelles			
Amortissement			
Gains/pertes sur la vente de titres financiers			
Autres ajustements			
Totaux sur la base SGF - Administration publique générale provinciale et territoriale	4 262	4 249	13
Composantes de l'administration publique additionnelles			
Institutions de santé et de services sociaux	1 189	1 339	(150)
Universités et collèges	414	408	6
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(1 193)	(1 193)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	4 672	4 803	(131)

¹ Source : À la disposition du public : Budget de Terre-Neuve-et-Labrador 2002-2003, Pièce III - Recettes, Pièce IV - Dépenses.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002 - Suite

Île-du-Prince-Édouard	Recettes ^P	Dépenses ^P	Recettes moins ^P dépenses
	millions de dollars		
Totaux sur la base des comptes publics			
Documents budgétaires ¹	972	986	(14)
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	73	80	(7)
Conversion de la base nette à la base brute	1	1	0
Autres ajustements	(21)	(44)	23
Revenus des Sociétés d'État			
Recouvrements de dépenses			
Charges provisionnelles			
Amortissement			
Gains/pertes sur la vente de titres financiers			
Autres ajustements			
Totaux sur la base SGF - Administration publique générale provinciale et territoriale	1 025	1,023	2
Composantes de l'administration publique additionnelles			
Institutions de santé et de services sociaux	299	316	(17)
Universités et collèges	92	101	(9)
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(287)	(287)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	1 129	1 153	(24)

¹ Source : À la disposition du public : Budget 2002 de l'Île-du-Prince-Édouard, Annexe 1.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002 - Suite

Nouvelle-Écosse	Recettes ^P	Dépenses ^P	Recettes moins ^P dépenses
	millions de dollars		
Totaux sur la base des comptes publics			
Documents budgétaires ¹	5 148	5 281	(133)
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	739	664	75
Conversion de la base nette à la base brute	300	300	0
Autres ajustements	(98)	(288)	190
Revenus des Sociétés d'État			
Recouvrements de dépenses			
Charges provisionnelles			
Amortissement			
Gains/pertes sur la vente de titres financiers			
Autres ajustements			
Totaux sur la base SGF - Administration publique générale provinciale et territoriale	6 089	5 957	132
Composantes de l'administration publique additionnelles			
Institutions de santé et de services sociaux	1 315	1 401	(86)
Universités et collèges	786	794	(8)
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(1 349)	(1 349)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	6 841	6 803	38

¹ Source : À la disposition du public : Estimations de la Nouvelle-Écosse pour 2002-2003, p. 1.1.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002 - Suite

Nouveau-Brunswick	Recettes ^P	Dépenses ^P	Recettes moins ^P dépenses
	millions de dollars		
Totaux sur la base des comptes publics			
Documents budgétaires ¹	5 291	5 255	36
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	45	85	(40)
Conversion de la base nette à la base brute	285	285	0
Autres ajustements	(37)	19	(56)
Revenus des Sociétés d'État			
Recouvrements de dépenses			
Charges provisionnelles			
Amortissement			
Gains/pertes sur la vente de titres financiers			
Autres ajustements			
Totaux sur la base SGF - Administration publique générale provinciale et territoriale	5 584	5 644	(60)
Composantes de l'administration publique additionnelles			
Institutions de santé et de services sociaux	1 129	1 125	4
Universités et collèges	348	340	8
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(1 116)	(1 116)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	5 945	5 993	(48)

¹ Source : À la disposition du public : Budget du Nouveau-Brunswick pour 2002-2003, 2001-2002 révisé.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002 - Suite

Québec	Recettes ^P	Dépenses ^P	Recettes moins ^P dépenses
	millions de dollars		
Totaux sur la base des comptes publics			
Documents budgétaires ¹	50 093	51 043	(950)
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	4 215	4 575	(360)
Conversion de la base nette à la base brute	3 395	3 395	0
Autres ajustements	(2 585)	(1 645)	(940)
Revenus des Sociétés d'État			
Recouvrements de dépenses			
Charges provisionnelles			
Amortissement			
Gains/pertes sur la vente de titres financiers			
Autres ajustements			
Totaux sur la base SGF - Administration publique générale provinciale et territoriale	55 118	57 368	(2 250)
Composantes de l'administration publique additionnelles			
Institutions de santé et de services sociaux	12 772	12 631	141
Universités et collèges	5 253	5 532	(279)
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(13 284)	(13 284)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	59 859	62 247	(2 388)

¹ Source : À la disposition du public : Budget du Québec pour 2002-2003, Plan budgétaire, Tableaux 2.12 et 2.13.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002 - Suite

Ontario	Recettes ^P	Dépenses ^P	Recettes moins ^P dépenses
		millions de dollars	
Totaux sur la base des comptes publics			
Documents budgétaires ¹	64 112	63 412	700
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	5 488	4 072	1 416
Conversion de la base nette à la base brute	1 350	1 350	0
Autres ajustements	64	(207)	271
Revenus des Sociétés d'État			
Recouvrements de dépenses			
Charges provisionnelles			
Amortissement			
Gains/pertes sur la vente de titres financiers			
Autres ajustements			
Totaux sur la base SGF - Administration publique générale provinciale et territoriale	71 014	68 627	2 387
Composantes de l'administration publique additionnelles			
Institutions de santé et de services sociaux	14 697	15 099	(402)
Universités et collèges	7 401	7 726	(325)
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(14 770)	(14 770)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	78 342	76 682	1 660

¹ Source : À la disposition du public : 2001 Perspectives économiques et revue budgétaire de l'Ontario.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002 - Suite

Manitoba	Recettes ^P	Dépenses ^P	Recettes moins ^P dépenses
	millions de dollars		
Totaux sur la base des comptes publics			
Documents budgétaires ¹	6 900	6 779	121
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	560	860	(300)
Conversion de la base nette à la base brute	1 149	1 149	0
Autres ajustements	(45)	(347)	302
Revenus des Sociétés d'État			
Recouvrements de dépenses			
Charges provisionnelles			
Amortissement			
Gains/pertes sur la vente de titres financiers			
Autres ajustements			
Totaux sur la base SGF - Administration publique générale provinciale et territoriale	8 564	8 441	123
Composantes de l'administration publique additionnelles			
Institutions de santé et de services sociaux	2 267	2 409	(142)
Universités et collèges	804	755	49
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(2 302)	(2 302)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	9 333	9 303	30

¹ Source : À la disposition du public : Budget du Manitoba pour 2002, Recettes, p.B7, Dépenses, p.B9.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002 - Suite

Saskatchewan	Recettes ^P	Dépenses ^P	Recettes moins ^P dépenses
	millions de dollars		
Totaux sur la base des comptes publics			
Documents budgétaires ¹	5 958	6 368	(410)
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	830	790	40
Conversion de la base nette à la base brute	310	310	0
Autres ajustements	(66)	(370)	303
Revenus des Sociétés d'État			
Recouvrements de dépenses			
Charges provisionnelles			
Amortissement			
Gains/pertes sur la vente de titres financiers			
Autres ajustements			
Totaux sur la base SGF - Administration publique générale provinciale et territoriale	7 032	7 098	(67)
Composantes de l'administration publique additionnelles			
Institutions de santé et de services sociaux	1 776	1 882	(106)
Universités et collèges	806	812	(6)
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(1 910)	(1 910)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	7 704	7 882	(179)

¹ Source : À la disposition du public : Estimations de la Saskatchewan pour 2002/03 - Annexe des recettes, p. 12, Annexe des dépenses, p. 13.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002 - Suite

Alberta	Recettes ^P	Dépenses ^P	Recettes moins ^P dépenses
	millions de dollars		
Totaux sur la base des comptes publics			
Documents budgétaires ¹	21 148	21 113	35
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	900	2 432	(1 532)
Alberta Power Pool - Rabais aux consommateurs pour les coûts de l'électricité	0	1 432	(1 432)
Autres fonds spéciaux	900	1 000	(100)
Conversion de la base nette à la base brute	0	0	0
Autres ajustements	90	247	(157)
Profits commerciaux non remis des Alberta Treasury Branches	(156)	0	(156)
Tous les autres ajustements :	246	247	(1)
Revenus des Sociétés d'État			
Recouvrements de dépenses			
Charges provisionnelles			
Amortissement			
Autres ajustements			
Totaux sur la base SGF - Administration publique générale provinciale et territoriale	22 138	23 792	(1 654)
Composantes de l'administration publique additionnelles			
Institutions de santé et de services sociaux	5 797	5 775	22
Universités et collèges	2 431	2 389	42
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(6 171)	(6 171)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	24 195	25 785	(1 590)

¹ Source : À la disposition du public : Budget de l'Alberta pour 2002-2003, Plan budgétaire, Recettes, p. 42, Dépenses, p. 44.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002 - Suite

Colombie-Britannique	Recettes ^P	Dépenses ^P	Recettes moins ^P dépenses
	millions de dollars		
Totaux sur la base des comptes publics			
Documents budgétaires ¹	22 924	25 102	(2 178)
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	2 050	2 200	(150)
Conversion de la base nette à la base brute	1 419	1 419	0
Autres ajustements	227	(208)	435
Revenus des Sociétés d'État			
Recouvrements de dépenses			
Charges provisionnelles			
Amortissement			
Gains/pertes sur la vente de titres financiers			
Autres ajustements			
Totaux sur la base SGF - Administration publique générale provinciale et territoriale	26 620	28 513	(1 893)
Composantes de l'administration publique additionnelles			
Institutions de santé et de services sociaux	5 982	6 073	(91)
Universités et collèges	2 728	2 884	(156)
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(6 346)	(6 346)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	28 984	31 124	(2 140)

¹ Source : À la disposition du public : Budget et plan budgétaire de la Colombie-Britannique pour 2002-2003 à 2004-2005, mise-à-jour pour 2001-2002 effectuée le 30 juillet.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002 - Suite

Yukon	Recettes ^P	Dépenses ^P	Recettes moins ^P dépenses
	millions de dollars		
Totaux sur la base des comptes publics			
Documents budgétaires ¹	542	591	(49)
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	36	29	7
Conversion de la base nette à la base brute	0	0	0
Autres ajustements	(17)	(19)	2
Revenus des Sociétés d'État			
Recouvrements de dépenses			
Charges provisionnelles			
Amortissement			
Gains/pertes sur la vente de titres financiers			
Autres ajustements			
Totaux sur la base SGF - Administration publique générale provinciale et territoriale	561	601	(40)
Composantes de l'administration publique additionnelles			
Institutions de santé et de services sociaux	26	28	(2)
Universités et collèges	0	0	0
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(15)	(15)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	572	614	(42)

¹ Source : À la disposition du public : Budget du Yukon pour 2002-2003, Recettes, S-2, Dépenses, S-4.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002 - Suite

Territoires du Nord-Ouest	Recettes ^P	Dépenses ^P	Recettes moins ^P dépenses
	millions de dollars		
Totaux sur la base des comptes publics			
Documents budgétaires ¹	985	822	164
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	60	121	(61)
Conversion de la base nette à la base brute	12	12	0
Autres ajustements	34	100	(66)
Revenus des Sociétés d'État			
Recouvrements de dépenses			
Charges provisionnelles			
Amortissement			
Gains/pertes sur la vente de titres financiers			
Autres ajustements			
Totaux sur la base SGF - Administration publique générale provinciale et territoriale	1 091	1 055	37
Composantes de l'administration publique additionnelles			
Institutions de santé et de services sociaux	118	128	(10)
Universités et collèges	30	30	0
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(128)	(128)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	1 111	1 085	27

¹ Source : À la disposition du public : Principales estimations des Territoires du Nord-Ouest pour 2002-2003, p. x / xi.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002 - Fin

Nunavut	Recettes ^P	Dépenses ^P	Recettes moins ^P dépenses
	millions de dollars		
Totaux sur la base des comptes publics			
Documents budgétaires ¹	670	679	(9)
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	89	97	(8)
Conversion de la base nette à la base brute	0	0	0
Autres ajustements	20	2	18
Revenus des Sociétés d'État			
Recouvrements de dépenses			
Charges provisionnelles			
Amortissement			
Gains/pertes sur la vente de titres financiers			
Autres ajustements			
Totaux sur la base SGF - Administration publique générale provinciale et territoriale	779	778	1
Composantes de l'administration publique additionnelles			
Institutions de santé et de services sociaux	91	106	(15)
Universités et collèges	22	20	2
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(100)	(100)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	792	804	(12)

¹ Source : À la disposition du public : Principales estimations du Nunavut 2001-2002, p. xii / xv.

État de rapprochement IV

Rapprochement des dépenses des universités et collèges selon le SGF et des dépenses au titre de l'enseignement postsecondaire selon le Centre de la statistique de l'éducation (CSE) – Exercice financier 1998-1999

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
milliers de dollars							
Dépenses des universités et des collèges - selon le SGF²	319,843	85,619	635,070	311,111	4,621,896	6,396,329	600,347
Ajouter :							
Établissements intégrés dans les comptes publics ou les états financiers ³	0	0	27,020	92,273	124,760	19,466	0
Capital sur les remboursements de la dette	0	30	106	378	4	4,511	180
Déduire :							
Rajustement pour la déclaration des dépenses nettes	12,780	4,576	29,208	7,540	74,931	80,097	22,080
Dépenses des universités et des collèges - selon le CSE⁴	307,063	81,073	632,988	396,222	4,671,729	6,340,209	578,447
Ajouter :							
Aide fédérale et provinciale aux étudiants ³	28,094	5,589	44,135	41,762	687,517	735,792	79,257
Autres dépenses ministérielles fédérales et provinciales ³	7,061	1,720	11,762	13,982	60,847	63,164	23,559
Autres établissements postsecondaires ⁵	6,934	1,002	11,164	942	26,740	12,638	12,103
Déduire :							
Entreprises auxiliaires	15,287	5,559	62,174	31,222	147,544	648,048	36,459
Programmes de formation professionnelle, de métier et d'éducation permanente	55,841	13,365	24,350	20,923	54,458	426,422	50,674
Autres établissements postsecondaires ⁶	0	0	1,248	1,340	72,825	0	1,875
Dépenses à titre de l'enseignement postsecondaire - selon le CSE⁷	278,024	70,460	612,277	399,423	5,172,006	6,077,333	604,358
	Saskatchewan	Ablerta	Colombie-Britannique	Territoires du Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Autres ¹	Canada
milliers de dollars							
Dépenses des universités et des collèges - selon le SGF²	663,724	1,958,658	2,383,471	x	46,734	0	18,022,802
Ajouter :							
Établissements intégrés dans les comptes publics ou les états financiers ³	0	(34,092)	0	x	0	0	229,427
Capital sur les remboursements de la dette	248	2,712	6,244	x	0	0	14,413
Déduire :							
Rajustement pour la déclaration des dépenses nettes	14,170	46,496	46,320	x	(581)	0	337,617
Dépenses des universités et des collèges - selon le CSE⁴	649,802	1,880,782	2,343,395	x	47,315	0	17,929,025
Ajouter :							
Aide fédérale et provinciale aux étudiants ³	101,285	179,961	218,830	x	13,968	361	2,136,551
Autres dépenses ministérielles fédérales et provinciales ³	(4,654)	11,165	118,207	x	969	80,182	387,964
Autres établissements postsecondaires ⁵	4,359	0	7,483	x	0	0	83,365
Déduire :							
Entreprises auxiliaires	46,080	138,090	200,247	x	2,114	0	1,332,824
Programmes de formation professionnelle, de métier et d'éducation permanente	122,588	286,814	329,889	x	14,690	0	1,400,014
Autres établissements postsecondaires ⁶	8,931	58,356	25,150	x	0	0	169,725
Dépenses à titre de l'enseignement postsecondaire - selon le CSE⁷	573,193	1,588,648	2,132,629	10,478	45,448	80,543	17,644,820

¹ Dépenses ministérielles fédérales et provinciales au titre de l'enseignement dans les pays étrangers et les dépenses non distribués.

² Selon la publication Statistiques sur le secteur public, No 68-213-XIE au catalogue, tableau 2.8.

³ Incorporé à l'administration publique générale.

⁴ Résultats obtenus de l'enquête sur les statistiques financières des collèges communautaires et des écoles de formation professionnelle (STC/ECT-175-60164), de l'enquête sur les statistiques financières des universités et collèges (STC/ECT-175-60242) en collaboration avec l'Association canadienne du personnel administratif universitaire (ACPAU) et des estimations du CSE pour les établissements non-membres de l'ACPAU.

⁵ Programmes d'enseignement en sciences infirmières.

⁶ Écoles de formation professionnelle et d'aide infirmières.

⁷ Selon la publication L'éducation au Canada - 2001, No 81-229-XIB au catalogue, tableau 61

Annexe IV – État de rapprochement V – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale fédérale selon les comptes publics avec le SGF, au 31 mars 2002

	Actif	Passif	Avoir ¹
	millions de dollars		
I. Bilan des comptes publics au 31 mars 2002	88 861	624 111	(535 250)
II. Ajustements faits pour passer au SGF	16 976	15 174	1 802
1. Déconsolidation des sociétés d'État	1 180	594	586
2. Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers du SGF	12 313	3 795	8 518
3. Additions pour refléter le « traitement brut » du SGF	8 780	8 780	0
Découverts bancaires	4 599	4 599	0
Compte des accords de perception fiscale	104	104	0
Droits de tirage spéciaux	1 549	1 549	0
Compte des accords de perception fiscale	924	924	0
Dette détenue par l'administration fédérale	1 604	1 604	0
4. Autres additions	0	3 914	(3 914)
Monnaie en circulation	0	3 914	(3 914)
5. Déductions pour refléter les transactions exclues du SGF	2 937	721	2 216
Stocks et immobilisations	2 216	0	2 216
Transactions entre l'administration publique et les fonds spéciaux	721	721	0
III. Le bilan de l'administration publique générale fédérale sur la base du SGF au 31 mars 2002	105 837	639 285	(533 448)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de Terre-Neuve-et-Labrador selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan de Terre-Neuve-et-Labrador selon les comptes publics au 31 mars 2001	660 693	9 350 009	(8 689 316)
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	2 325 267	2 338 026	(12 759)
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	1 568 710	979 463	589 247
Workplace Health Safety and Compensation Commission	408 526	36 594	371 932
Newfoundland and Labrador Housing Corporation	396 168	396 168	0
Newfoundland Municipal Finance Corporation	424 761	429 412	(4 651)
Autres	339 255	117 289	221 966
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	1 213 412	1 502 556	(289 144)
Fonds d'amortissement	1 208 405	1 208 405	0
Fonds d'amortissement - Comptes créditeurs	128	128	0
Escompte d'émission des bons du Trésor	4 879	4 879	0
Pertes de change non amorties	0	289 144	(289 144)
3. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	456 855	143 993	312 862
Stocks et immobilisations	295 932	0	295 932
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	125 793	125 793	0
Provision pour la dette garantie	0	762	(762)
Subventions reportées relativement aux TSPS	0	17 438	(17 438)
Fonds de roulement des sociétés de la Couronne	35 130	0	35 130
III. Le bilan de Terre-Neuve-et-Labrador sur la base du SGF au 31 mars 2001	2 985 960	11 688 035	(8 702 075)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de l'Île-du-Prince-Édouard selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan de l'Île-du-Prince-Édouard selon les comptes publics au 31 mars 2001	623 245	1 659 237	(1 035 992)
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	214 271	199 594	14 677
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	446 499	353 384	93 115
Workers' Compensation Commission	71 277	10 638	60 639
P.E.I. Housing Corporation	63 282	58 309	4 973
P.E.I. Lending Agency	129 355	135 032	(5 677)
Autres	182 585	149 405	33 180
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	77 685	77 685	0
Fonds d'amortissement	0	0	0
Fonds d'amortissement - comptes créditeurs	3	3	0
Encaisse	3 558	3 558	0
Détention de sa propre dette	74 124	74 124	0
3. Autres additions	11 000	7 274	3 726
Dépôts relatifs aux TSPS	11 000	0	11 000
Surplus actuariel des régimes de retraite	0	7 274	(7 274)
4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	320 913	238 749	82 164
Stocks et immobilisations	82 164	0	82 164
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	238 749	238 749	0
III. Le bilan de l'Île-du-Prince-Édouard sur la base du SGF au 31 mars 2001	837 516	1 858 831	(1 021 315)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de la Nouvelle-Écosse selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan de la Nouvelle-Écosse selon les comptes publics au 31 mars 2001	2 943 899	14 292 208	(11 348 309)
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	3 580 951	3 283 397	297 554
1. Ajustements de déconsolidation	261 436	1 017 054	(755 618)
Encaisse et placements à court terme	78 481	0	78 481
Débiteurs et avances	(315 081)	0	(315 081)
Prêts et placements	498 036	0	498 036
Emprunts bancaire et à court terme	0	116 826	(116 826)
Créditeurs et revenus reportés	0	180 418	(180 418)
Intérêts courus	0	41 928	(41 928)
Emprunts	0	516 202	(516 202)
Régimes de pension et autres obligations	0	161 680	(161 680)
2. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	2 352 928	1 537 336	815 592
Workers' Compensation Board	713 929	63 571	650 358
N.S. Business Development Corporation	153 528	142 723	10 805
N.S. Municipal Finance Corporation	519 032	514 374	4 658
N.S. Housing Development Corporation	452 399	388 141	64 258
Autres	514 040	428 527	85 513
3. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	3 061 400	3 248 002	(186 602)
Fonds d'amortissement	3 061 400	3 061 400	0
Surplus actuariel des régimes de retraite	0	186 602	(186 602)
4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	1 571 941	484 887	1 087 054
Stocks et immobilisations	559 380	0	559 380
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	446 727	446 727	0
Frais reporté - taux de change	565 834	0	565 834
Dettes nettes des sociétés de la Couronne	0	38 160	(38 160)
III. Le bilan de la Nouvelle-Écosse sur la base du SGF au 31 mars 2001	6 524 850	17 575 605	(11 050 755)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale du Nouveau-Brunswick selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan du Nouveau-Brunswick selon les comptes publics au 31 mars 2001	1 213 200	7 839 100	(6 625 900)
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	8 229 239	7 754 460	474 779
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	1 092 893	430 563	662 330
Commission de la santé de la sécurité et de l'indemnisation des accidents du travail	713 756	61 756	652 000
Corporation de financement des municipalités du Nouveau-Brunswick	358 401	357 636	765
Autres	20 736	11 171	9 565
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	7 473 708	7 473 708	0
Encaisse et placements à court terme	297 100	297 100	0
Fonds d'amortissement	3 130 200	3 130 200	0
Escomptes non amortis	620 790	620 790	0
Dépôts de la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick	297 302	297 302	0
Dette à long terme émise par la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick	3 061 100	3 061 100	0
Intérêts à recevoir de la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick	67 216	67 216	0
3. Autres ajustements	38 594	0	38 594
Gains de change non amortis	35 803	0	35 803
Evaluation des investissements	2 791	0	2 791
4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	375 956	149 811	226 145
Stocks et immobilisations	40 756	0	40 756
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	34 572	34 572	0
Provision pour pertes sur prêts garantis	0	30 900	(30 900)
Excédent de l'actif des régimes de pension sur le passif	68 400	10 200	58 200
TSPS	0	74 100	(74 100)
Placements dans les sociétés de la Couronne	49 400	0	49 400
Pertes non matérialisées sur le taux de change	182 800	0	182 800
Autre	28	39	(11)
III. Le bilan du Nouveau-Brunswick sur la base du SGF au 31 mars 2001	9 442 439	15 593 560	(6 151 121)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale du Québec selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan du Québec selon les comptes publics au 31 mars 2001	38 620 000	126 828 000	(88 208 000)
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	17 704 423	17 618 793	85 630
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	47 315 581	33 955 609	13 359 972
Société de l'assurance automobile du Québec	6 328 452	450 901	5 877 551
Société d'habitation du Québec	2 523 635	2 520 815	2 820
Société québécoise d'assainissement des eaux	3 343 550	3 343 550	0
Commission de la santé et de la sécurité au travail	8 773 476	535 614	8 237 862
Corporation d'hébergement du Québec	1 359 320	3 889 902	(2 530 582)
Investissement-Québec	830 092	805 591	24 501
Autres	24 157 056	22 409 236	1 747 820
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	10 476 747	10 476 747	0
Fonds d'amortissement	2 062 000	2 062 000	0
Passif du fonds d'amortissement	17 000	17 000	0
Fonds d'amortissement pour fins des régimes de retraite	7 059 000	7 059 000	0
Intérêt sur les emprunts du Fonds de financement	218 413	218 413	0
Escomptes non amortis sur emprunts	680 334	680 334	0
Espèces en banque	440 000	440 000	0
3. Autres additions	8 759 879	2 439 219	6 320 660
Ajustements de déconsolidation	289 885	1 553 376	(1 263 491)
TCSPS	1 255 000	0	1 255 000
Emprunts des fonds spéciaux consolidés	0	885 843	(885 843)
Réserve	950 000	0	950 000
Avances au Fonds de financement	6 264 550	0	6 264 550
Autre	444	0	444
4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	48 847 784	29 252 782	19 595 002
Stocks et immobilisations	7 853 835	0	7 853 835
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	26 112 934	26 112 934	0
Provision pour emprunts garantis	0	877 000	(877 000)
Congés de maladie et vacances	0	929 000	(929 000)
Provision pour financer les immobilisations des réseaux	968 000	968 000	0
Gains ou pertes de change non matérialisés	1 463 000	17 000	1 446 000
Prêts d'Investissement-Québec	687 210	0	687 210
Déconsolidation - SQAÉ	0	348 848	(348 848)
Bénéfices non répartis des entreprises	11 762 805	0	11 762 805
Autres	0	0	0
III. Le bilan du Québec sur la base du SGF au 31 mars 2001	56 324 423	144 446 793	(88 122 370)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de l'Ontario selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan de l'Ontario selon les comptes publics au 31 mars 2001	23 324 000	133 958 000	(110 634 000)
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	21 130 230	13 636 170	7 494 060
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	18 008 782	6 198 711	11 810 071
Commission des accidents du travail	11 798 000	539 000	11 259 000
Caisse d'épargne de l'Ontario	2 643 030	2 576 446	66 584
Société d'habitation de l'Ontario	1 439 968	2 321 547	(881 579)
Société ontarienne d'assurance-dépôts	28 924	13 805	15 119
Autres	2 098 860	747 913	1 350 947
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	944 000	944 000	0
Découverts bancaires	944 000	944 000	0
3. Ajustements de déconsolidation	19 402 900	10 533 366	8 869 534
Encaisse et placements à court terme	(471 682)	0	(471 682)
Prêts à des entités consolidées	19 773 602	0	19 773 602
Prêts à d'autres entités	100 980	0	100 980
Dettes encourues au nom d'entités consolidées	0	9 966 658	(9 966 658)
Autres ajustements de déconsolidation	0	566 708	(566 708)
4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	17 225 452	4 039 907	13 185 545
Stocks et immobilisations	741 545	0	741 545
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	4 039 907	4 039 907	0
Placements dans les entreprises publiques	12 444 000	0	12 444 000
III. Le bilan de l'Ontario sur la base du SGF au 31 mars 2001	44 454 230	147 594 170	(103 139 940)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale du Manitoba selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan du Manitoba selon les comptes publics au 31 mars 2001	4 546 000	10 834 000	(6 288 000)
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	11 228 982	14 217 745	(2 988 763)
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	2 782 131	1 568 741	1 213 390
Workers' Compensation Commission	846 037	111 370	734 667
Manitoba Agricultural Credit Corporation	298 117	323 018	(24 901)
Manitoba Crop Insurance Corporation	431 405	101 121	330 284
Manitoba Housing and Renewal Corporation	644 517	648 406	(3 889)
Autres	562 055	384 826	177 229
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	12 604 013	12 604 013	0
Fonds d'amortissement	6 188 797	6 188 797	0
Encaisse provenant du fonds d'amortissement	411 559	411 559	0
Debt Retirement Fund	75 227	75 227	0
Détention de sa propre dette	43 474	43 474	0
Coûts non amortis de la dette émise	44 956	44 956	0
Dette encourue pour les entreprises publiques	5 840 000	5 840 000	0
3. Autres additions	0	3 129 000	(3 129 000)
Fluctuations de change non amorties	0	220 000	(220 000)
Dette envers les régimes de retraite	0	2 909 000	(2 909 000)
4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	4 157 162	3 084 009	1 073 153
Stocks et immobilisations	852 062	0	852 062
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	1 943 923	1 943 923	0
Provision pour perte future sur la dette garantie	0	14 623	(14 623)
Frais reportés concernant les établissements de santé	236 000	0	236 000
Fonds en fiducie	1 124 942	1 124 942	0
Autres	235	521	(286)
III. Le bilan du Manitoba sur la base du SGF au 31 mars 2001	15 774 982	25 051 745	(9 276 763)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de la Saskatchewan selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan de la Saskatchewan selon les comptes publics au 31 mars 2001	6 079 106	13 089 965	(7 010 859)
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	2 662 137	4 798 458	(2 136 321)
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	5 571 743	2 522 426	3 049 317
Workers' Compensation Commission	1 074 047	81 428	992 619
Saskatchewan Property Management Corporation	425 132	350 605	74 527
Saskatchewan Crop Insurance	309 371	8 777	300 594
Crown Investment Corporation	1 810 883	1 418 332	392 551
Autres	1 952 310	663 284	1 289 026
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	1 464 813	1 464 813	(3 912 647)
Fonds d'amortissement	876 624	876 624	0
Découverts bancaires	588 189	588 189	0
3. Autres additions	0	3 912 647	(3 912 647)
Obligations envers les régimes de retraite	0	3 912 647	(3 912 647)
4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	4 374 419	3 101 428	1 272 991
Stocks et immobilisations	1 038 665	0	1 038 665
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	3 101 428	3 101 428	0
Pertes de change non matérialisées	234 326	0	234 326
III. Le bilan de la Saskatchewan sur la base du SGF au 31 mars 2001	8 741 243	17 888 423	(9 147 180)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de l'Alberta selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan de l'Alberta selon les comptes publics au 31 mars 2001	26 921 000	22 621 000	4 300 000
II. Ajustements de déconsolidation	(11 386 323)	(3 675 718)	(7 710 605)
III. Etats financiers des départements	15 534 677	18 945 282	(3 410 605)
IV. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	18 809 379	5 416 249	13 393 130
1. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	330 709	330 709	0
Escomptes non amortis sur emprunts	41 835	41 835	0
Encaisse	288 874	288 874	0
2. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	27 796 336	8 294 503	19 501 833
Workers' Compensation Board	4 337 558	464 234	3 873 324
Alberta Municipal Finance Corporation	3 666 316	3 516 403	149 913
Alberta Heritage Savings Trust Fund	12 430 611	174 292	12 256 319
Alberta Social Housing Corporation	921 925	662 959	258 966
Autres	6 439 926	3 476 615	2 963 311
3. Autre additions	1 500 000	154 014	1 345 986
Vente de Power Purchase Agreements	1 500 000	0	1 500 000
Gains ou pertes de change non matérialisés	0	154 014	(154 014)
4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	10 817 666	3 362 977	7 454 689
Stocks et immobilisations	8 324 069	0	8 324 069
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	2 493 597	2 493 597	0
Garanties et indemnités	0	75 425	(75 425)
Contributions de capital reportées non amorties	0	810	(810)
Financement éventuel des commissions scolaires	0	793 145	(793 145)
V. Le bilan de l'Alberta sur la base du SGF au 31 mars 2001	34 344 056	24 361 531	9 982 525

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de la Colombie-Britannique selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan sommaire de la Colombie-Britannique selon les comptes publics au 31 mars 2001	35 117 000	38 589 000	(3 472 000)
II. Ajustements de déconsolidation	(8 728 059)	(938 204)	(7 789 855)
III. Etats financiers du « Consolidated Revenue Fund »	26 388 941	37 650 796	(11 261 855)
IV. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	47 089 343	51 275 856	(4 186 513)
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	67 438 019	54 640 107	12 797 912
Workers' Compensation Commission	8 984 282	964 731	8 019 551
Indexed Canadian Equity Fund	6 227 094	6 227 094	0
Pension Bond Fund	9 714 136	9 714 136	0
Autres	42 512 507	37 734 146	4 778 361
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	5 293 272	5 293 272	0
Fonds d'amortissement	4 804 990	4 804 990	0
Découverts bancaires	314 282	314 282	0
Détention de sa propre dette	18 000	18 000	0
Escomptes non amortis	156 000	156 000	0
3. Autres additions	1 169 317	881 900	287 417
Ajout des fonds d'amortissements aux prêts consentis aux entreprises	231 594	0	231 594
Désendettement de fait	937 723	881 900	55 823
4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	26 811 265	9 539 423	17 271 842
Stocks et immobilisations	8 540 134	0	8 540 134
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	9 527 477	9 527 477	0
Avances de capitaux reportées	8 743 654	0	8 743 654
Autre	0	11 946	(11 946)
V. Le bilan de la Colombie-Britannique sur la base du SGF au 31 mars 2001	73 478 284	88 926 652	(15 448 368)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale du Yukon selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan du Yukon selon les comptes publics au 31 mars 2001	197 804	93 427	104 377
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	228 869	55 664	173 205
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	345 120	101 127	243 993
Compensation Fund	152 637	13 746	138 891
Yukon Housing Corporation	79 728	67 571	12 157
Autres	112 755	19 810	92 945
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	116 251	45 463	70 788
Stocks et immobilisations	70 788	0	70 788
Opérations entre le Territoire et les fonds spéciaux	45 463	45 463	0
III. Le bilan du Yukon sur la base du SGF au 31 mars 2001	426 673	149 091	277 582

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale des Territoires du Nord-Ouest selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan des Territoires du Nord-Ouest selon les comptes publics au 31 mars 2001	1 045 687	372 062	673 625
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	(511 175)	(65 033)	(446 142)
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	447 998	154 360	293 638
Workers' Compensation Commission	262 349	6 697	255 652
NWT Housing Corporation	150 270	116 679	33 591
Autres	35 379	30 984	4 395
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	35 648	35 648	0
Découverts bancaires	14 506	14 506	0
Payable à l'administration fédérale	21 142	21 142	0
3. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	994 821	255 041	739 780
Stocks et immobilisations	962 567	0	962 567
Opérations entre le territoire et les fonds spéciaux	29 088	29 088	0
Dépenses de capital reportées	0	213 881	(213 881)
Financement reportés - TSPS	0	10 065	(10 065)
Northwest Territories Liquor Commission	3 166	2 007	1 159
III. Le bilan des Territoires du Nord-Ouest sur la base du SGF au 31 mars 2001	534 512	307 029	227 483

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale du Nunavut selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan de Nunavut selon les comptes publics au 31 mars 2001	310 751	324 156	(13 405)
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	(66 397)	162 072	(228 469)
1. Ajustements de déconsolidation	0	162 072	(162 072)
Comptes créditeurs de Nunavut Arctic College	0	3 670	(3 670)
Comptes créditeurs des conseils scolaires régionaux	0	57	(57)
Dette à long terme de Nunavut Housing Corporation	0	158 345	(158 345)
2. Autres additions	0	106	(106)
Obligations envers les régimes de retraite	0	106	(106)
3. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF » ²	66 397	0	66 397
Stocks et immobilisations	28 798	0	28 798
Opérations entre le territoire et les fonds spéciaux	0	0	0
Investissement dans le Northwest Territories Power Corporation	37 599	0	37 599
III. Le bilan de Nunavut sur la base du SGF au 31 mars 2001	244 354	486 228	(241 874)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

Annexe V – État de rapprochement VII – Emploi

Emploi dans l'administration publique et les entreprises publiques fédérales, au 31 décembre 2001¹ – Selon l'univers de Statistique Canada, le Conseil du trésor et la Commission de la fonction publique

L'emploi dans l'administration publique et les entreprises publiques fédérales selon Statistique Canada 444 371	L'emploi dans l'administration publique fédérale selon le Conseil du trésor du Canada 162 130	Les étudiants de la Commission de la fonction publique	2 406	L'emploi dans l'administration fédérale selon la Commission de la fonction publique du Canada 168 832
		Employés des autres sociétés et organismes de l'administration publique fédérale qui font partie de l'univers de la Commission de la fonction publique	4 355 ²	
		Employés qui font partie de l'univers de la Commission de la fonction publique et du Conseil du trésor	162 071	
		Employés qui ne sont pas nommés par la fonction publique	59	
		Employés des autres sociétés et organismes de l'administration publique fédérale dont le Conseil du trésor n'est pas l'employeur	74 724 ³	
		Personnel militaire de la Défense nationale	88 193	
		la Force régulière	59 522	
		la Force de réserves	28 671	
		Personnel en uniforme de la Gendarmerie royale du Canada	17 157	
		Employés des entreprises commerciales publiques fédérales	89 697	

¹ Cet état des concordances fourni des données au 31 décembre 2001 et n'est pas précisément comparable à la moyenne annuelle.

² Comprend les employés d'entités telles que l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'Office nationale de l'énergie et le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada.

³ Comprend les employés d'entités telles que l'Agence des douanes et du revenu du Canada, la Société radio Canada, et le Conseil national de recherches du Canada.

État de rapprochement VIII

Rapprochement des données sur l'emploi dans l'administration publique (EERH)¹ et des données sur l'emploi dans le secteur public (DIP)², pour l'année civile 2001, moyennes annuelles

	milliers d'employés
Emploi dans l'administration publique d'après l'EERH³	723
Plus :	
Éducation	816
Les institutions de services de santé et de services sociaux	697
Autres composantes ⁴	227
Personnel militaire et réservistes	88
Employés de l'administration publique fédérale à l'extérieur du Canada	2
Entreprises publiques	266
Sous-total	2 096
Égale :	
Emploi dans le secteur public d'après la DIP	2 819

Nota : Les données d'emplois ne sont pas en "équivalent temps-plein" et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

¹ Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures, STC.

² Division des institutions publiques, STC.

³ CANSIM tableau numéro 281-0001.

⁴ Incluent Énergie atomique du Canada Ltée., les Administrations de pilotage, les musées, les bibliothèques publiques, les hôpitaux et services sociaux fédéraux, certains hôpitaux provinciaux et les entités publiques oeuvrant dans les industries de la foresterie, des pêches, des transports et de la récréation.

Annexe VI – Transferts de capital

Tableau A1

Transferts de capital de l'administration provinciale générale affectés à la dette d'autres composantes de l'administration publique, pour les années 1991-1992 à 2001-2002

Exercice Financier	Province	Sous-secteur	Transfert de capital
milliers de dollars			
1991/92	Saskatchewan	Hôpitaux	425 000
1991/92	Saskatchewan	Universités	182 000
1992/93	Nouvelle-Écosse	Commissions scolaires	218 216
1992/93	Nouvelle-Écosse	Hôpitaux	123 389
1992/93	Nouvelle-Écosse	Universités	59 291
1993/94	Nouvelle-Écosse	Commissions scolaires	16 091
1999/00	Nouvelle-Écosse	Autres services de santé et de services sociaux	160 000
1993/94	Île-du-Prince-Édouard	Hôpitaux	56 478
1993/94	Île-du-Prince-Édouard	Commissions scolaires	115 764
1993/94	Île-du-Prince-Édouard	Universités	7 740
1995/96	Ontario	Collèges	52 579
1995/96	Ontario	Hôpitaux	381 201
1995/96	Ontario	Commissions scolaires	696 678
1995/96	Ontario	Universités	184 028
1996/97	Manitoba	Hôpitaux	124 859
1996/97	Manitoba	Établissements de soins pour bénéficiaires internes	25 141
1996/97	Saskatchewan	Administrations municipales	69
1996/97	Territoires du Nord-Ouest	Administrations municipales	883
1998/99	Colombie-Britannique	Collèges	965 433
1998/99	Colombie-Britannique	Administrations municipales	1 984 772
1998/99	Colombie-Britannique	Commissions scolaires	3 648 968
1998/99	Colombie-Britannique	Universités	859 582
1999/00	Québec	Hôpitaux	765 000
1999/00	Alberta	Hôpitaux	25 521

Tableau A2

Transferts de capital de l'administration provinciale générale affectés à la dette d'autres composantes de l'administration publique, par province et territoire, pour les années 1991-1992 à 2001-2002

Exercice Financier	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
milliers de dollars							
1991/92	0	0	0	0	0	0	0
1992/93	0	0	400 896	0	0	0	0
1993/94	0	179 983	16 091	0	0	0	0
1994/95	0	0	0	0	0	0	0
1995/96	0	0	0	0	0	1 314 486	0
1996/97	0	0	0	0	0	0	150 000
1997/98	0	0	0	0	0	0	0
1998/99	0	0	0	0	0	0	0
1999/00	0	0	160 000	0	765 000	0	0
2000/01	0	0	0	0	0	0	0
2001/02	0	0	0	0	0	0	0
	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Total du Canada
milliers de dollars							
1991/92	607 000	0	0	0	0	...	607 000
1992/93	0	0	0	0	0	...	400 896
1993/94	0	0	0	0	0	...	196 074
1994/95	0	0	0	0	0	...	0
1995/96	0	0	0	0	0	...	1 314 486
1996/97	69	0	0	0	883	...	150 952
1997/98	0	0	0	0	0	...	0
1998/99	0	0	7 458 755	0	0	...	7 458 755
1999/00	0	25 521	0	0	0	...	950 521
2000/01	0	0	0	0	0	...	0
2001/02	0	0	0	0	0	...	0

Annexe VII – Les données sur la population, Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché

Tableau A3

Estimations de la population, Canada, provinces et territoires, premier trimestre (Personnes)^{1,2,3}

Géographie	1990/01	1991/01	1992/01	1993/01	1994/01	1995/01	
Canada	27 475 154	27 863 580	28 183 252	28 548 308	28 865 783	29 191 098	
Terre-Neuve-et-Labrador	576 536	578 207	579 411	580 973	577 410	571 022	
Île-du-Prince-Édouard	130 314	130 483	130 604	131 675	132 966	134 386	
Nouvelle-Écosse	906 965	912 335	917 342	922 016	925 517	927 057	
Nouveau-Brunswick	737 359	743 215	746 772	748 478	750 257	751 633	
Québec	6 961 664	7 033 363	7 083 274	7 143 749	7 190 322	7 224 938	
Ontario	10 194 464	10 359 231	10 486 192	10 630 593	10 750 785	10 889 510	
Manitoba	1 102 841	1 106 275	1 110 278	1 114 865	1 120 095	1 125 809	
Saskatchewan	1 010 788	1 002 346	1 001 161	1 003 517	1 007 686	1 011 913	
Alberta	2 520 052	2 571 796	2 613 130	2 653 870	2 687 448	2 720 980	
Colombie-Britannique	3 248 896	3 338 460	3 424 109	3 525 529	3 628 866	3 737 570	
Yukon	27 501	28 154	29 343	30 189	29 996	30 294	
Territoires du Nord-Ouest incluant Nunavut ⁴	57 774	59 715					
Territoires du Nord-Ouest ⁴			39 054	39 589	40 364	41 211	
Nunavut ⁵			22 582	23 265	24 071	24 775	
	1996/01	1997/01	1998/01	1999/01	2000/01	2001/01	2002/01
Canada	29 509 445	29 818 569	30 112 150	30 354 641	30 629 243	30 921 275	31 240 487
Terre-Neuve-et-Labrador	564 307	557 440	550 070	543 010	540 483	536 344	533 305
Île-du-Prince-Édouard	135 532	136 533	136 863	137 278	138 110	138 434	139 330
Nouvelle-Écosse	929 645	933 323	935 728	937 437	942 906	943 025	943 756
Nouveau-Brunswick	752 332	753 521	754 215	753 454	756 185	755 360	755 391
Québec	7 259 019	7 289 628	7 313 097	7 337 188	7 365 757	7 395 952	7 435 504
Ontario	11 028 964	11 163 797	11 311 878	11 438 657	11 594 269	11 777 260	11 964 104
Manitoba	1 130 787	1 135 172	1 136 112	1 139 093	1 143 898	1 146 975	1 148 181
Saskatchewan	1 016 291	1 020 600	1 023 306	1 026 156	1 023 872	1 019 466	1 014 403
Alberta	2 759 460	2 805 417	2 866 355	2 932 879	2 979 779	3 032 355	3 086 034
Colombie-Britannique	3 834 659	3 923 564	3 985 042	4 010 881	4 045 142	4 077 047	4 120 891
Yukon	31 487	32 124	31 917	31 061	30 699	30 243	30 102
Territoires du Nord-Ouest ⁴	41 591	41 652	41 430	40 928	40 975	41 018	41 186
Nunavut ⁵	25 371	25 798	26 137	26 619	27 168	27 796	28 300

¹ Postcensitaire provisoire, mise à jour et définitive : estimations de l'effectif de la population établies à partir des résultats du dernier recensement disponible rajustés pour le sous-dénombrement net et l'estimation de l'accroissement démographique survenu depuis la date de ce dernier recensement. Intercensitaire : estimations de l'effectif de la population établies à partir des estimations postcensitaires et les résultats rajustés pour le sous-dénombrement net des deux recensements encadrant l'année considérée.

² Estimations de population trimestrielles : Trimestre I= 1^{er} janvier; Trimestre II= 1^{er} avril; Trimestre III= 1^{er} juillet; Trimestre IV= 1^{er} octobre.

³ Du 1^{er} juillet 1951 au 1^{er} avril 1971, les estimations sont intercensitaires définitives, intercensitaires mises à jour du 1^{er} juillet 1971 au 1^{er} avril 1991, intercensitaires définitives du 1^{er} juillet 1991 au 1^{er} avril 1996, postcensitaires définitives du 1^{er} juillet 1996 au 1^{er} juillet 1999, postcensitaires mises à jour du 1^{er} octobre 1999 au 1^{er} juillet 2002 et postcensitaires provisoires par la suite.

⁴ Les estimations de population des Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut sont présentées séparément à partir du 1^{er} juillet 1991.

⁵ Avant le 1^{er} juillet 1991, seulement les estimations de population des Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut combinées sont disponibles.

Tableau A4

Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché, en termes de dépenses, désaisonnalisés

Géographie	Canada
Millions de dollars	
1989/01	643 120
1990/01	676 764
1991/01	678 172
1992/01	692 940
1993/01	714 776
1994/01	750 696
1995/01	801 904
1996/01	819 976
1997/01	867 828
1998/01	906 904
1999/01	949 104
2000/01	1 036 864
2001/01	1 100 604
2002/01	1 106 224

Annexe VIII

Glossaire

- Actif** : bien appartenant à une personne propre susceptible de lui procurer un avantage économique futur.
- Actif financier** : actif de nature financière, comme par exemple les liquidités, les créances et les titres.
- Administration publique consolidée** : le terme général pour la consolidation de l'administration fédérale, des administrations provinciales et territoriales, des administrations locales, du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec.
- Bilan** : document exposant à une date donnée la situation financière de l'entité en ce qui a trait aux éléments d'actif, du passif et des avoirs propres. Ces éléments sont habituellement présentés à la fin de l'année financière.
- Comptabilité d'exercice** : méthode qui consiste à tenir compte des produits et des charges découlant des opérations d'un exercice lorsque les produits sont gagnés et les charges engagées, que les rentrées de fonds ou les décaissements soient survenus au cours de la même période ou non.
- Comptabilité de caisse** : méthode qui consiste à ne comptabiliser les produits et les charges que lorsque les opérations en question donnent lieu à des rentrées ou des sorties de fonds.
- Comptabilité de caisse modifiée** : recours à une convention de comptabilité de caisse au cours d'une période comptable, et inscription des produits à recevoir à la fin de la période, par exemple comptes fournisseurs, paiements de transfert et impôts dans certains cas. Ce type de comptabilité est surtout utilisé par les administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales, mais il n'existe pas d'uniformité quant aux produits à recevoir.
- Consolidation** : regroupement des données statistiques financières pour deux entités ou plus de façon à éliminer les soldes et les transactions entre les entités.
- Convention brute** : présentation des revenus et dépenses et des postes du bilan sur une base brute sans aucune déduction.
- Déficit** : excédent des dépenses par rapport aux recettes.
- Dette brute** : ensemble du passif d'une administration publique.
- Dette garantie** : emprunts émis par des organismes externes au gouvernement (par exemple, entreprises publiques) qui sont garantis par une administration publique.
- Dette nette** : excédent du passif sur l'actif financier.
- Employé** : toute personne qui reçoit un salaire et toute personne en congé payé pour laquelle l'employeur est tenu de remplir une déclaration T-4 supplémentaire de l'Agence des douanes et du Revenu Canada. Non compris sont les consultants indépendants et les employés des compagnies sous contrat avec une entité du secteur public.
- Employé à temps plein** : toute personne qui travaille un nombre d'heures inférieur à celui de la semaine normale de travail de l'établissement.
- Excédent** : surplus des recettes par rapport aux dépenses.
- Flux financier** : enregistre le mouvement de l'actif et du passif entre deux périodes.
- Fonds d'amortissement** : fonds institué pour le rachat des obligations et des débetures.
- Fonds spéciaux** : organisme créé par les administrations publiques ou par un certain nombre d'administrations publiques qui agit en tant que prolongement spécialisé des organismes ministériels.
- Formation brute de capital fixe** : comprend les dépenses se rapportant aux biens tangibles durables devant être amorties sur une période d'un an ou plus. Seuls les nouvelles constructions ou le nouvel équipement ou machinerie sont inclus.
- Immobilisations** : biens tangibles, comme par exemple un terrain, des bâtiments, de l'équipement, etc. pour lesquels on peut s'attendre à ce que la durée de vie utile soit étendue sur plusieurs périodes comptables.
- Obligation (non garantie) ou débeture** : titre de créance négociable qui n'est généralement pas garanti par des biens spécifiques mais plutôt par la réputation de crédit de l'organisme qui l'a émis.
- Passif** : les passifs sont des obligations de l'entité par suite d'opérations dont le règlement pourra nécessiter le transfert d'actifs ou la prestation de services.
- Passif éventuel** : dettes potentielles qui peuvent se transformer en dettes réelles dont l'issue ultime dépend d'un ou de plusieurs événements futurs.
- Produit intérieur brut (PIB)** : est la valeur ajoutée par la main-d'oeuvre et le capital dans la transformation d'intrants achetés auprès d'autres producteurs de produits et services.
- Salaires et traitements** : les salaires et traitements comprennent les jetons de présence des administrateurs, les primes, les commissions, les gratifications, le revenu en nature, les allocations imposables et les rappels de salaire. Les estimations des salaires et traitements sont fondées sur des chiffres bruts, c'est-à-dire, avant déduction de l'impôt sur le revenu, des cotisations d'assurance-chômage, des cotisations à des caisses de retraite, etc. Les salaires et traitements accumulés avec le temps, comme les rappels de salaire, est prise en compte durant le mois et l'année au cours desquels elle est versée. Exclut les cotisations obligatoires et les contributions volontaires des employeurs en faveur des employés aux régimes de pensions et aux régimes privés et publics d'assurance sociale qui sont traités comme revenu supplémentaire du travail.
- Salaré** : toute personne dont la rémunération de base est calculée selon un taux fixe hebdomadaire, mensuel ou annuel.
- Avoir net** : excédent de l'actif financier sur le passif.

Annexe IX

Données CANSIM II diffusées par la Division des institutions publiques

Le Système canadien d'informations socio-économiques (CANSIM II) de Statistique Canada est également une source de données de la Division des institutions publiques. Ces données sont les suivantes :

Série du Système de gestion financière

	Numéro de tableau
Recettes et dépenses	
Administration fédérale	3850001
Administration générale fédérale	3850002
Régimes de retraite non provisionnés fédéraux	3850005
Administrations générales provinciales et territoriales	3850002
Universités et collèges	3850007
Institutions des services de santé et services sociaux	3850008
Régimes de retraite non provisionnés provinciaux et territoriaux	3850005
Administrations générales provinciales	3850001
Administrations générales locales	3850004
Conseils scolaires	3850009
Administrations locales	3850003
Régime de pensions du Canada	3850006
Régime de rentes du Québec	3850006
Consolidées de Régimes de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec	3850001
Consolidées de l'administration fédérale, des administrations provinciales et territoriales et des administrations locales (le RPC et le RRQ ne pas inclus)	3850001
Consolidées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales	3850001
Consolidées des administrations publiques (inclut les administrations publiques fédérales, provinciales, territoriales et locales, ainsi que le RPC et le RRQ)	3850001
Actif et passif	
Dette de l'administration fédérale	3850010
Bilan de l'administration fédérale	3850014
Dette nette des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales	3850017
Bilan des régimes de retraite non-provisionnés fédéral, provinciaux et territoriaux	3850018
Bilan des administrations provinciales et territoriales	3850014
Bilan des administrations locales	3850014
Administrations consolidées	3850014
Bilan consolidés des administrations provinciales, territoriales et locales	3850014
Bilan du Régime de pensions du Canada et Québec (RPC et RRQ)	3850019
Entreprises publiques fédérales	
Les finances des entreprises fédérales, actif, passif et valeur nette, revenus et dépenses, pour le Canada et par branche d'activité	3850013
Les finances des entreprises publiques fédérales, des bénéficiaires non-répartis, pour le Canada et par branche d'activité	3850012
Les finances des entreprises publiques fédérales, revenus et dépenses, pour le Canada et par branche d'activité	3850011

Série du Système de gestion financière - Fin**Numéro de tableau****Entreprises publiques provinciales**

Actif, passif et avoir net des entreprises provinciales et territoriales, selon l'industrie	3850016
Revenus et dépenses des entreprises publiques provinciales, territoriales et locales, selon l'industrie	3850015

Contrôle et vente des boissons alcoolisées au Canada

Bénéfice net des régies des alcools et recettes des administrations provinciales et territoriales, exercices financiers se terminant le 31 mars	1830005
Volume et valeur des ventes de boissons alcoolisées et par habitant 15 ans et plus, exercices financiers se terminant le 31 mars	1830006

Emploi et rémunération dans les administrations publiques

Emploi, salaires et traitements, secteur public	1830002
Emploi, salaires et traitements dans l'administration fédéral - selon la province ou le territoire	1830002
Emploi, salaires et traitements dans les administrations provinciales et territoriale	1830002
Emploi, salaires et traitements dans les administrations locales	1830002
Emploi, salaires et traitements dans l'administration publique fédérale, dans les régions métropolitaines de recensement, pour les mois de septembre	1830003
Ministère de la défense nationale, les membres des forces armées Canadiennes, salaires et traitements	1830004